TRENTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 10 745 — 18 PAGES — VENDREDI 17 AOUT 1979

Le blocage de l'ex-«France» au Havre

L'armateur norvégien ferait appel à des remorqueurs étrangers

LIRE PAGE 18

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,80 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 15 fr.; Canada, $ 0,85; Côte-d'Ivoire, 180 F CFA; Danemark, 4 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-Bretagne, 30 p.; Grèce, 30 dr.; Iran, 70 ris.; Italie, 500 l.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Sénégal, 180 F CFA; Suède, 3 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

• ÉTATS-UNIS

La démission de M. Young peut faire perdre à M. Carter le soutien de l'électorat noir

Le président Carter a accepté « avec regret », le mercredi 15 août, la démission de M. Andrew Young de son poste d'ambassadeur aux Nations unies.

M. Young avait reconnu la veille avoir eu des contacts politiques avec le représentant de l'O.L.P. aux Nations unies, puis avait critiqué les refus des Etats-Unis d'établir des contacts avec l'organisation palestinienne. Sa démission était réclamée par un nombre croissant de personnalités.

M. Wolf, l'ambassadeur des Etats-Unis à Vienne, qui a eu des contacts à trois reprises avec des représentants de l'O.L.P., n'a fait cependant l'objet d'aucune sanction. C'est, sans doute, pourquoi on estime à Jérusalem que le désaveu de M. Young est insuffisant, car il ne comporte pas une désapprobation formelle et explicite du principe même des contacts avec l'O.L.P.

La démission de M. Young n'a pas cependant que des conséquences internationales. En acceptant de se séparer d'un des rares dirigeants noirs influents, M. Carter, — estime-t-on, — vient de perdre l'une des dernières chances qu'il avait d'être réélu l'an prochain à la présidence. En 1976, M. Carter n'avait été élu que grâce au vote noir.

(Lire en page 3 l'article de Michel Tatu et le « portrait » de M. Young.)

La perte d'un atout ?

En refusant de faire amende honorable et en affirmant hautement que les Etats-Unis font fausse route en n'accordant aucune représentativité à l'O.L.P., M. Andrew Young a perdu son poste d'ambassadeur aux Nations unies. Ce pourrait bien être pourtant M. Carter le plus grand perdant de cette nouvelle illustration de l'indécision américaine.

Avec son franc-parler, l'ambassadeur aux Nations unies avait accumulé les ennemis en quelques années. Il n'est pas la victime que du « lobby » pro-israélien aux Etats-Unis, même si celui-ci s'est révélé déterminant. Il est la victime de tous les nostalgiques d'une certaine conception du rôle des Etats-Unis dans le monde, et n'est guère plus coupable dans cette dernière péripétie qu'un autre ambassadeur américain qui n'a pas été sanctionné : c'est à trois reprises que M. Wolf, l'ambassadeur américain à Vienne, a rencontré des représentants de l'O.L.P. Pour autant qu'on le sache, il est toujours en fonctions. Il est vrai que M. Wolf est Blanc.

Mais si l'ambassadeur à l'O.N.U. n'était pas très adapté aux exigences de la diplomatie traditionnelle, il n'en était pas moins un atout de premier ordre pour M. Carter. Son intelligence exceptionnelle et son pouvoir de séduction lui avaient valu de solides amitiés à l'O.N.U. Selon le président Carter, qui l'avait plusieurs fois rabroué pour son indiscipline, on lui devait la réconciliation des Etats-Unis avec une bonne cinquantaine de pays. Tout cela explique que l'ambassadeur à l'O.N.U. avait échappé au « coup de balai » opéré le mois dernier dans le cabinet. Son départ sera durement ressenti en Afrique, mais peut-être plus encore chez les Arabes, dans la mesure où M. Young « tombe » sur la question palestinienne.

La perte est tout aussi grande à l'intérieur. M. Young était l'un des deux membres Noirs du cabinet avec Mme Patricia Harris, récemment nommée ministre de la santé, de l'éducation et des affaires sociales. Mais il ne suffira pas de le remplacer par un autre Noir pour revenir à la situation antérieure. Son activisme passé dans le mouvement des droits civiques et sa longue association avec Martin Luther King valaient à M. Young un prestige exceptionnel auprès des minorités de couleur. Ses apparitions publiques attiraient plus de monde que celles de tout autre membre du gouvernement.

En exposant avec franchise et intelligence les thèmes populistes dont M. Carter avait fait sa plate-forme, l'ambassadeur de l'O.N.U. servait de pont entre le président et les couches défavorisées, du moins la partie de celles-ci qui voulait bien encore placer ses espoirs dans ce gouvernement. M. Carter ne peut que perdre de sa crédibilité dans ces milieux, même si M. Young fait campagne en sa faveur.

Les premières réactions des responsables Noirs confirment ces observations. Le révérend Jesse Jackson, qui aspire au rôle de chef moral de cette communauté, s'est borné à déplorer le départ d'« un des fonctionnaires les plus compétents et capables du pays », mais avant que sa démission ait été connue, il avait mis M. Carter en garde contre une telle décision, annonçant notamment un « backlash politique » (retour de flamme) contre les juifs. La veuve de Martin Luther King s'est dite « choquée » par le départ de celui qui « symbolisait plus qu'aucun autre l'engagement du gouvernement pour les droits de l'homme » ; enfin, selon M. Tyrone Brooks, un autre dirigeant Noir, l'électorat de couleur n'a plus qu'à se tourner maintenant vers le sénateur Kennedy.

Au Japon

M. OHIRA SOUHAITE PROVOQUER DES ELECTIONS ANTICIPÉES

(Lire page 5.)

• MAROC

Rabat prépare la population à un éventuel élargissement du conflit saharien

Des élections vont être organisées « prochainement » dans la nouvelle province marocaine de Dakhla, a annoncé un communiqué officiel publié le mercredi 15 août à Rabat. Le Parlement chérifien doit être convoqué en session extraordinaire pour fixer le nombre des députés de l'Ouest-Eddahab, nouveau nom de la quarantième province du royaume. Le roi Hassan II précisera ses intentions, le dimanche 19 août, à l'occasion d'une conférence de presse. En attendant, les autorités préparent l'opinion à un élargissement du conflit saharien.

A Nouakchott, un millier de manifestants se sont rassemblés mercredi soir aux cris de : « A bas l'impérialisme et l'expansionnisme du Maroc ! » Selon l'agence Reuter, la garnison et les cadres administratifs mauritaniens ont évacué, le même jour, Dakhla et les nouvelles autorités marocaines auraient refusé à « plusieurs centaines » de ressortissants de Nouakchott l'autorisation de quitter la ville.

A Alger, nous signale notre correspondant, la presse dénonce les « menaces marocaines contre la Mauritanie ». Le bureau politique du F.L.N. a tenu, mercredi soir, une importante session consacrée à la crise saharienne.

De notre envoyé spécial

Rabat. — Les représentants des seize tribus ne sont pas encore rentrés dans l'ancien Sahara mauritanien pour y conter les fastes du trône auquel ils ont, mardi soir, prêté allégeance. On ne peut toujours pas ouvrir un transistor sans réentendre les discours de la cérémonie ou regarder la télévision sans en revoir les images. Pourtant l'événement est déjà dépassé. « *C'est la guerre, vraiment ?* » La question est sur toutes les lèvres, sans que l'on sache ou dise avec qui, où et sous quelle forme ?

On laisse prévoir un conflit dans les milieux politiques. On n'en doute pas dans la population : « *Ils* » vont riposter et les autorités font tout pour préparer les esprits à l'éventualité de durs combats. Le dernier raid du Polisario, samedi 11 août, contre Biranzaran (*le Monde* du 14 août), loin d'être minimisé comme il l'aurait été naguère, fait l'objet de commentaires alarmistes. L'armée royale en est certes sortie victorieuse, mais a subi de lourdes pertes (cent morts), les moyens mis en œuvre par l'adversaire ont été très importants (près de trois mille hommes, cinq cents véhicules). L'objectif du Polisario aurait été, dit-on, ici, la prise de Dakhla, chef-lieu de la nouvelle province marocaine.

Les « mercenaires » disposeraient maintenant, affirme-t-on à Rabat, de bases solides en Mauritanie, installées pendant l'année de cessez-le-feu entre Nouakchott et le Polisario qui a précédé la signature de l'accord d'Alger. Mercredi matin, le quotidien *Al-Mittaq*, proche du Parti des indépendants, qu'anime M. Ahmed Osman, ancien premier ministre et beau-frère du roi, allait jusqu'à titrer sur trois colonnes à la une : « Les forces algériennes se concentrent à Nouadhibou. »

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

M. Bergeron souhaiterait que le pouvoir trouve le moyen de calmer certains prix. Mais le gouvernement n'aime pas les produits taxés, car, quand ils augmentent, c'est lui qui est jugé responsable, alors que, quand les prix sont libres, ce sont les intermédiaires et les commerçants qui, dans un premier temps, sont considérés comme coupables.

ÉCRAN

Mais si M. Bergeron a perdu son calme habituel, c'est probablement que les écrans ne protégeaient déjà plus le gouvernement, si bien que quand celui-ci se croit habile en demeurant coi, c'est peut-être en fait vers le président de la République qu'il oriente sans le savoir la colère du public.

MICHEL CASTE.

• GRANDE-BRETAGNE

La politique de Mme Thatcher se heurte à une opposition croissante des syndicats

Mme Thatcher, premier ministre britannique, vient de passer le cap des cent jours au pouvoir. Plus de trois mois au cours desquels elle a appliqué à la lettre ses promesses électorales : baisse des impôts directs, dénationalisations, limite du pouvoir syndical, réduction des dépenses publiques. Dernière illustration de cette politique, le gouvernement britannique vient d'annoncer que certains avoirs de la British National Oil Company (B.N.O.C.) seraient mis en vente avant six semaines. La compagnie pétrolière créée pour exploiter les richesses de la mer du Nord pourrait ainsi se défaire d'une partie de ses intérêts dans le champ de gaz Viking et dans le gisement pétrolier anglo-norvégien de Statfjord.

La politique de Mme Thatcher ne va pas sans opposition. La puissante fédération des « métallos » vient de décider d'organiser des grèves de quarante-huit heures tous les lundis et mardis, à partir du 3 septembre, afin d'obtenir un relèvement de 60 à 80 livres des salaires hebdomadaires et une réduction de quarante à trente-neuf heures de la semaine de travail. Près d'un million et demi de travailleurs participeront à ces arrêts de travail. Les revendications salariales devraient d'ailleurs se multiplier avec un taux d'inflation qui pourrait atteindre 17 % en 1979.

Dans la série de deux articles qu'il consacre à l'économie britannique, Paul Fabra décrit ce néo-libéralisme doctrinaire du premier ministre britannique.

Des débuts en fanfare

I. — Les conservateurs occupent le terrain

De notre envoyé spécial PAUL FABRA

Londres. — Si le nouveau cours imprimé à la politique britannique par le cabinet conservateur, dont Mme Thatcher s'affirme chaque jour le leader incontesté, n'en est encore qu'à ses débuts, l'expérience a déjà des contours suffisamment précis pour qu'on puisse au moins être assuré d'une chose : son succès ou son échec aura un retentissement bien au-delà des limites territoriales du Royaume-Uni.

Cela tient en particulier au fait que, pour toute une partie de l'opinion « anglo-saxonne », Londres apparaît désormais en avance sur Washington : quant à la pertinence de l'analyse de la situation économique et sociale, quant à la rigueur des remèdes appliqués pour y faire face, et surtout quant à la remise en cause effective des dogmes sur l'infaillibité de l'Etat et son rôle pour soutenir l'emploi, auxquels les démocrates américains, comme les travaillistes britanniques continuent à s'accrocher même s'il arrive de prendre verbalement des libertés avec le credo « néo-keynésien ».

(Lire la suite page 15.)

LE STATUT DES PROFESSEURS DES UNIVERSITÉS

Le retour de Napoléon

par BERTRAND GIROD DE L'AIN (*)

C'est fait. Les professeurs des universités viennent de recevoir un « statut particulier » publié au *Journal officiel* du 15 août (*le Monde* du 16 août). Vieille affaire puisque, sans remonter plus avant, ce statut avait été expressément annoncé dans l'ordonnance de 1945 qui avait fixé les règles de recrutement et les obligations de service pour toute la fonction publique sauf pour l'enseignement supérieur. Ce problème étonnant pour la France réglementée — un corps de fonctionnaires sans statut — fut de nouveau posé en 1959, puis plus explicitement en 1968 comme nous le rappelait le professeur Georges Vedel, mémoire vivante — ô combien — du droit administratif français. Qui doit détenir le pouvoir de recruter les professeurs et celui de fixer leurs obligations de service : l'Etat central, comme pour tous les autres corps de fonctionnaires nationaux, ou les nouvelles universités autonomes créées par la loi d'orientation du 12 novembre 1968 ? Ce beau sujet de droit n'a guère inspiré les candidats puisque les ministres successifs, MM. Faure, Guichard, Fontanet, Soisson, remirent copie blanche.

Mme Saunier-Seïté vient, elle, de remettre son devoir. Rendons au moins hommage à son obstination, car il en fallait. M. Olivier Guichard, ce gaulliste décentralisateur, déclarait le 23 juin 1976 : « *Il convient d'éloigner les universités de l'Etat* » (1). Formule lapidaire qui résume bien l'enjeu sans cesse remis en cause depuis deux décennies.

C'est en 1956 qu'un petit nombre d'universitaires scientifiques, réunis à Caen, formulèrent des propositions qui furent réaffirmées avec beaucoup plus d'éclat et complétées dix ans plus tard au deuxième colloque de Caen (1966). Ces propositions furent très partiellement reprises dans la loi d'orientation. *Eblouis par le dynamisme et la productivité scientifique des grandes universités américaines, ces professeurs, dans un consensus enthousiaste, proposèrent d'introduire en France le modèle américain.* Pour rénover l'Université française il fallait briser les carcans bureaucratiques, créer des universités concurrentielles, libres de leur gestion et de leur recrutement. Pour trouver des solutions ou des exemples moins lointains, on citait le cas de la régie Renault. Mais comparaison n'est pas raison.

Les nouvelles universités « autonomes », constituées selon les canons de 1968, se révélèrent vite bien faibles face aux deux pouvoirs qui s'opposaient à elles : ceux de l'administration centrale, ceux des groupes de pression internes multipliés par la pluridisciplinarité.

La loi d'orientation de 1968, compromis trop habile, était muette quant aux obligations de service des professeurs. Ils restaient donc toujours régis par cet arrêté du 11 février... 1840, précisant que nul professeur « *ne pourra être dispensé de faire trois leçons par semaine* ». La loi se prononce, en revanche, sur les nominations, en précisant dans son article 32 : « *Le choix des enseignants exerçant dans un établissement les fonctions de professeur, de maître de conférences ou de maître-assistant relève d'organes exclusivement composés d'enseignants et de personnes assimilées, d'un rang au moins égal.* »

L'article précédent indiquait : « *Les personnels affectés par l'Etat aux universités doivent, sous réserve de leur statut particulier, avoir été déclarés aptes par une instance à exercer les fonctions pour lesquelles ils sont recrutés.* » Audace raisonnable, puisqu'elle ne faisait que codifier la pratique, c'est-à-dire le système de cooptation universitaire à la française. La cooptation par les pairs (c'est-à-dire d'un rang au moins égal et de la même discipline) est le principe de base qui régit le recrutement des professeurs dans les universités de tous les pays. Ce vieux système de la corporation du Moyen Age a rarement été conservé sous sa forme originelle. Contrairement à ce que prétendent souvent les laudateurs du modèle américain, d'autres instances (par exemple le conseil de direction de chaque université), où les universitaires ne sont pas majoritaires, peuvent récuser ce choix des pairs.

En Allemagne, le ministre de l'éducation d'un Land peut refuser la proposition de nomination. Paradoxalement, c'est peut-être en France que le pouvoir des universitaires sur les nominations est le plus élevé.

(Lire la suite page 6.)

(1) Devant le groupe d'études de l'Assemblée nationale sur la loi d'orientation de l'enseignement supérieur.

(*) Directeur du centre de recherches sur les systèmes universitaires à l'université de Paris-Dauphine.

UN MOUVEMENT D'ÉDITION

Voyages et littérature

Dans nos mœurs, la mode du voyage ne date pas d'hier, et en tant que genre littéraire, le récit de voyage lui non plus n'est pas neuf. Or il s'est produit cette année dans l'édition un étonnant retour de ce thème. Rien moins que trois nouvelles collections se sont créées, l'une ouverte à des textes contemporains, comme ces « Histoires de vie » lancées chez Grasset, les autres qui rééditent des textes anciens, chez Fayard, la « Bibliothèque des voyageurs » ; chez Maspero, la collection « La découverte ».

Ailleurs, moins systématiquement, se sont aussi multipliées les impressions modernes reçues de sites ou de villes et les exhumations de très vieux périples. Lawrence Durrell nous a entraînés dans un savoureux tour organisé de la Sicile. Après « New-York » et « Montréal », Alain Médam a revisité Naples, Christian Delacampagne, Rome dans la « Louve baroque » (« le Monde des livres » du 22 juin). Et le courageux Mercure de France a réédité avec le « Journal d'un voyage en Inde », de Robert Challe, médecin du roi sous Louis XIV, le document inestimable d'un ethnologue du dix-septième siècle (« le Monde des livres » du 23 mars). Les romanciers eux-mêmes ont pris des trains mythiques comme l'Orient-Express ou le Transsibérien comme tremplin de leurs fantasmes.

De ce courant, dont on pourrait analyser les causes, « le Monde » témoigne lui-même, qui, en guise de feuilleton, a choisi cette année de lancer Jean-Claude Guillebaud sur les routes de l'Asie.

On trouvera de la page 9 à la page 11 du « Monde des livres » un ensemble de rééditions et de nouveautés qui attestent cette vogue des bourlingueurs d'hier et d'aujourd'hui. Les missionnaires de Chine y côtoient les conquistadores. Flora Tristan pérégrine au Pérou où elle découvre sa vocation féministe. Rodolphe Töpffer parcourt à pied les Alpes d'il y a cent ans ; et, tandis qu'Odessa renaît dans deux romans, Patrick Segal prouve que même en fauteuil roulant on peut aussi parcourir la planète.

Un voyage vers l'Asie

HOWRAH : deux jours dans un « slum » (II)

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

(Lire page 2.)

Le Monde

idées

AUTO-CRITIQUES

La nouvelle droite et les chrétiens

par PHILIPPE WARNIER (*)

LA nouvelle droite de Louis Pauwels, Alain de Benoist et consorts, fait généralement profession d'anti-christianisme. Ce n'est pas tout à fait nouveau pour une certaine droite, comme déjà plusieurs l'ont fait remarquer : Charles Maurras, nourri du positivisme de Comte, craignait le venin révolutionnaire de l'Evangile et félicitait l'Eglise d'avoir abandonné les rêveries subversives du Nazaréen pour devenir une grande force traditionnelle au service de l'ordre établi.

Les chrétiens qui, aujourd'hui, voient dans l'Evangile un ferment de libération contre toutes les oppressions doivent-ils prendre au sérieux l'hostilité de la nouvelle droite ? Certes l'opération de publicité, orchestrée par les mass-media, agace ; mais le réductionnisme à courte vue des hommes politiques de gauche, incapables de distinguer un courant culturel, socialement efficace dans son ordre, d'une *péripétie purement* politicienne « au service du grand capital », a quelque chose d'assez dérisoire. Les thèmes soulevés par la nouvelle droite témoignent d'une opération qui n'a rien d'innocent, mais par leur importance et leur actualité, ils interrogent les hommes et les femmes de ce temps : et les chrétiens plus que tous les autres.

Les penseurs de la nouvelle droite — c'est leur procès le plus apparent — reprochent au christianisme son funeste égalitarisme. Ce faisant n'attribuent-ils pas (à juste titre) à l'Evangile une théorie — l'égalité foncière des fils de Dieu devant leur Père — que les chrétiens passent leur temps, dans leur pratique, à ignorer... L'idéologie chrétienne n'a-t-elle pas, en effet, largement utilisé, au service des pouvoirs — et de celui de l'Eglise entre autres, — l'égalité « spirituelle » des hommes pour masquer et parfois justifier leur inégalité sociale et l'exploitation des uns par les autres ?

La hiérarchie, enracinée dans un ordre divin trop bien agencé avec l'ordre naturel, ne demeure-t-elle pas le fondement des rapports interhumains dans l'Eglise comme dans la société, fût-elle démocratique ? La nouvelle droite fait en somme beaucoup d'honneur aux chrétiens en leur reprochant un combat pour l'égalité — vis à vis des recherches économiques, de la culture, du pouvoir — où ils ne sont guère aux avant-postes...

La nouvelle droite fait aussi l'éloge de la différence et elle reproche, au fond, à la tradition judéo-chrétienne son impérialisme culturel. Voilà la raison de son engouement pour un passé indo européen assez largement mythique, de son enthousiasme à l'égard des cultures orientales, de sa défense (sympathique pour des oreilles de gauche) des particularismes régionaux.

La foi dans un sens de l'histoire

Or autant le fait de déduire des différences entre individus et entre peuples une quelconque supériorité — ou infériorité — est odieux sur le plan éthique et faux sur le plan scientifique, autant il est juste d'affirmer que notre civilisation d'origine judéo-chrétienne *semble incapable, dans son* ethnocentrisme, d'assumer l'autre dans sa différence.

L'universalisme chrétien a été le plus souvent incapable — contrairement à sa tradition — de se concevoir en dehors de l'uniformité et du centralisme. L'œcuménisme est une conquête récente, et les Eglises chrétiennes commencent seulement à agir comme si le dialogue entre les grandes religions pouvait servir l'ensemble de l'humanité.

Sur un troisième point — capital, — la critique de la nouvelle droite peut aider les chrétiens à se remettre en cause. Il s'agit de leur *foi* dans un sens de l'histoire, dans la capacité des hommes à produire ensemble ce sens, dans l'existence d'un Dieu compromis dans l'aventure humaine, et appelant les hommes à devenir ses fils en devenant des frères. Fondamentalement relativiste et anti-historique (aussi anti-marxiste qu'hostile au christianisme en la matière), la nouvelle droite prétend refuser tous les absolus : en fait, elle absolutise la nature à laquelle l'homme supérieur comprend qu'il faut obéir et, comme le marxisme, elle croit, par *la science, détenir la clé* des avenirs humains.

Mais, paradoxalement, cette critique de la nouvelle droite au christianisme peut faire saisir aux chrétiens l'énorme, le scandaleux décalage entre la fin radieuse de l'histoire (la réconciliation de tous les hommes) à laquelle ils disent croire et œuvrer, et le présent, chargé d'injustices, de haines et de divisions, auquel ils semblent si bien se résigner. Au fond, les cyniques de la nouvelle droite disent aux chrétiens qu'ils se racontent à peu de frais des histoires en confessant leur foi dans l'histoire. Et que le cynisme vaut bien l'hypocrisie !

Va-t-il falloir remercier la nouvelle droite de savoir si salubrement culpabiliser les chrétiens soucieux de vivre l'Evangile ?... Même si nos « nouveaux » penseurs voient dans cette propension bien chrétienne à se culpabiliser... un péché de plus.

(*) Journaliste à *Témoignage chrétien*.

La gauche, elle aussi, manipule

par PIERRE LEHALLE (*)

DE tout temps, la science a permis de procéder par ses découvertes au renversement de systèmes d'idées, qui jusque-là, par leur homogénéité, avaient toutes les apparences de la vérité. Que la Terre tourne autour du Soleil n'a pas tué l'Eglise catholique. La loi de la gravitation a permis les avions, et... les V-2. Mais la société industrielle, une fois crevées les vieilles outres, avait besoin, pour établir son empire, d'une idéologie : ce fut le scientisme du dix-neuvième siècle.

Dans ce mouvement, l'idée que tout progrès de la science était un progrès humain nous a donné, à gauche, le progressisme et c'était « parfait », puisque la grande entreprise humaine n'avait d'autre but que le progrès, grâce à la science: pour que le socialisme triomphe, il suffisait que science et progrès soient mis au service des hommes.

Voilà que ces idées sont en crise. En crise à gauche après le stalinisme et les avatars du socialisme. En crise aussi à droite : crise économique, crise de civilisation, de la famille, de la religion, de l'école...

Alors chacun s'essaie, faute d'une vision globale pour tous, à globaliser sa vision partielle. Et la gauche se complaît dans cet éclectisme rassurant qui fait dans chaque Landerneau sa révolution. Comment s'étonner alors, dans cette déliquescence, que tout redevienne nouveau, sauf la gauche. Dans cet élan confus, tout est permis. L'escroquerie de la nouvelle droite y compris. (luttes des femmes, écologistes, associations) qui remettent en cause les pouvoirs qui les oppriment, rejettent, à juste titre, les idéologies que ceux-ci véhiculent.

Par la même occasion, les sciences qui se sont développées en même temps que notre civilisation occidentale et ses systèmes d'oppression, en prennent au passage un vieux coup. L'exemple de l'énergie nucléaire est significatif.

Au départ, l'effroi justifié devant les programmes incontrôlés de centrales nucléaires a engagé la gauche dans la bataille antinucléaire, à la suite du mouvement écologiste. Cependant, la gauche était gênée : héritière du scientisme, elle n'avait pas de « théorie » pour condamner le nucléaire. Au contraire. Mais, comme elle craint par-dessus tout d'être en retard d'une guerre, et qu'elle s'était vue trop souvent contrainte de défendre le « pays de la châtaigne », elle voyait là un bon combat avant-gardiste susceptible de redorer son blason.

Décidément, notre fin de vingtième siècle n'a pas fini de découvrir la puissance des virus. En effet, à peine intégrés trois écologistes, voilà que par mutation (?) une « nouvelle » mode nous dit : « *Camarades, la science n'est pas neutre. Ce qui est grave dans l'énergie nucléaire, ce n'est pas le nucléaire (entre-temps, on a découvert que ça pourrait marcher), c'est que les découvertes scientifiques produisent des formes de société (mais pas les gènes ?) qui peuvent être condamnables. Le nucléaire risque de produire une société policière, donc le nucléaire est condamnable.* »

Voilà qui est grave. Affirmer, en effet, qu'une science, qu'une technologie ou une technique, engendrent un type de société relève, en effet, de la même démarche intellectuelle que la nouvelle droite. C'est confondre science et idéologie.

Si la science n'est pas neutre, sa sollicitation ne l'est pas davantage. Et la gauche l'apprend à ses dépens.

Ainsi, après toutes ces nouvelles écoles, et la nouvelle droite repeignant au goût du jour son vieux visage, faudra-t-il appeler nouvelle gauche une gauche qui retrouve, elle aussi, ses plus vieilles traditions :

— Une gauche qui proclame que si les hommes sont inégaux entre eux comme les animaux, ce qui les en différencie c'est qu'ils peuvent vouloir être égaux ;

— Une gauche qui propose d'organiser la société pour que les inégalités entre les hommes soient transformées en possibilité pour chacun d'épanouir sa différence ;

— Une gauche pour qui les découvertes de la science sont le moyen de dépasser les inégalités et non le moyen de les justifier ;

— Une gauche qui, en enracinant les hommes dans la nature, les rende progressivement à cette nature transcendante ;

— Une gauche sereine, car elle sait que si tout est absolument relatif, quelques choses à chaque époque sont relativement absolues pour qu'on y donne sa vie ;

— Une gauche qui a appris dans sa chair que les classes possédantes sont prêtes à tout pour sauvegarder leurs intérêts ;

— Une gauche qui sait que tout pouvoir pervertit et que le pouvoir absolu pervertit absolument. Qu'il faut le contenir dans les relations entre les hommes tant qu'on n'aura pas découvert les lois qui le gouvernent pour l'éliminer du gouvernement de nos sociétés ;

— Une gauche enfin, qui sait qu'elle est tout le peuple contre une poignée. Qu'unie, elle ne sera jamais vaincue. Mais qui doit dépasser la contradiction d'une transition où l'accord de quelques-uns, nourris de volonté de puissance, doit assurer une victoire où ils ne seront plus rien.

(*) Membre du parti socialiste.

Un voyage vers l'Asie

Howrah : deux jours dans un «slum» (II)

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Howrah (Bengale-Occidental). — A la pointe du slum, juste en face de la gargote musulmane qui sert de P.C. aux militants communistes, deux gendarmes indiens sont plantés du matin au soir dans la poussière. *Uniformes délavés, calots* de travers, pétoires entre les jambes, ils somnolent à l'ombre d'une toile de tente tendue sur des bouts de ficelle. Moins pacifiques qu'il n'y paraît... Leur présence rappelle à tous que la vie du slum n'est pas gouvernée par la seule solidarité des pauvres et la sollicitude des mamans (voir « le Monde » du 16 août). Elle ne suffit pas la misère aux joues creuses ! Pour compléter la chronique, il faut aussi raconter l'empoigne méchante, la jungle, la guerre à perpétuité...

Sur le slum règne d'abord une mafia des « gundas » (truands), qui fournit accessoirement ses troupes de choc au Parti du Congrès en lutte ouverte — et violente — avec les communistes. C'est la mafia qui, ici, impose un code sans pitié, qu'il ne fait pas bon enfreindre. On trouve de temps en temps, sur les tas d'ordures, le cadavre d'un habitant du slum, égorgé nuitamment. Premier truandage organisé dans les règles : celui des loyers ; la mise en coupe réglée des « bustees » (courée). Qu'on sache d'abord que, aussi infects qu'ils paraissent, les 8 à 12 mètres carrés d'une « maison » font rêver des milliers de loqueteux qui, un cran au-dessous de la misère n'ont, quant à eux, d'autres paillasses que les trottoirs d'Howrah-Calcutta. Ils sont de deux cent mille à trois cent mille dans la ville à coucher dehors. Pour eux, l'entrée dans le plus sinistre des slums, c'est déjà une promotion considérable. Pas facile à gagner !

A l'accès du circuit, les « gundas » veillent, les propriétaires de baraques aussi, et les intermédiaires véreux, usuriers de tout poil... Quand la demande est aussi disproportionnée à l'offre, c'est à prendre ou à laisser. Dans la courée du vieux Bornod, on me montre du doigt les baraques qui viennent ainsi de changer de mains. Qu'une famille s'en aille, chassée par la mort, le chômage ou la maladie, dix autres se présentent aussitôt, et les enchères grimpent d'un degré. Or, dans ce tohu-bohu des sans-abri, c'est la mafia qui règle la circulation. Au prix fort.

Deux faits nouveaux contribuent aujourd'hui à raréfier encore les maisons disponibles dans le périmètre du slum. Il y a d'abord l'affaire inouïe des étables à buffles, scandale que les journaux du Bengale dénoncent périodiquement, mais en vain. Les deux mille buffles entassés par petits groupes à l'intérieur du bidonville, ces masses aux remugles forts qui souillent un peu plus chaque ruelle et mêlent leurs parasites à ceux des humains ne sont pas là par hasard. Ils appartiennent à de riches propriétaires marwaris de Calcutta et sont confiés en pension aux truands, qui y trouvent leur compte. Nourris à la va-comme-je-te-pousse de mauvaise paille et de détritus, ils fourniront le lait et la bouse séchée (pour le chauffage) vendus à prix d'or aux habitants du slum. Le volontaire français qui me guide s'étrangle de fureur. « Les propriétaires paient 21 roupies de loyer par buffle et par mois, dit-il. On peut loger deux ou trois buffles dans une maison. Résultat : il est plus intéressant de louer à des buffles qu'à des familles. De plus en plus, on expulse les plus pauvres pour les remplacer par ce maudit bétail. »

Le « coup des buffles » est connu de tous au Bengale. *Hier* encore, c'était la règle dans la plupart des slums de la région, et la presse en fit un tel tapage que le gouvernement de l'Etat dut sévir. On supprima autoritairement des centaines d'étables. Ici, pourtant, les velléités de l'administration se sont brisées net sur la toute-puissante mafia du slum qui est « couverte » par les politiciens. Les batailles rangées qui opposent, à coups de couteau et de bombe, les communistes aux mafiosi du « jeune Congrès » n'y ont rien changé.

Mais les buffles ne sont pas la seule calamité ajoutée à la misère des lieux. Depuis peu poussent de part et d'autre dans le bidonville des cubes de béton sur trois ou quatre étages divisés en appartements minuscules. Officiellement, c'est une chose grande et magnifique l'« aménagement progressif des slums du Bengale » Vu de près, rien d'autre qu'une belle arnaque couvée, elle aussi, par la mafia. Les « chambres » que l'on loue en effet dans les étages valent au bas mot 150 roupies (90 F) par mois ; loyer de misère peut-être, mais qui représente le triple de celui d'une bicoque dans les bustees. Rarissimes sont les familles à pouvoir s'offrir ce « luxe ». Chaque fois qu'on rase quelques baraques pour construire un immeuble, cela fait autant de monde rejeté à la rue.

C'est à n'y pas croire ! Chaque pas que nous faisons depuis deux jours dans le slum me jette en pleine figure une saloperie ou une tendresse, du noir et du blanc, mélangés, cousus en patchwork. Un cas entre mille : nous croisons un groupe de lépreux, clopinant dans la gadoue, les yeux à demi fermés par des plaies rosâtres, une boîte de conserve à la main. Ils sont cinq cents dans le bidonville. Fuis et tolérés à la fois, seuls parmi les habitants à vivre exclusivement de mendicité. Je m'étonne à voix haute que des gens qui crèvent de faim puissent encore trouver de quoi faire l'aumône à ces sous-parias échappés des léproseries. La réponse qu'on m'apporte est un sacré coup de bâton. « On leur fait l'aumône, c'est vrai, mais sur les quelques pièces qu'ils grappillent ainsi dans la journée, ils doivent verser un bon pourcentage à la mafia. Normal ! Qui prendrait la défense d'un lépreux ? »

Retour chez le vieux Bornod. Pour la cinquième ou la sixième fois en deux jours, nous nous accroupissons à l'entrée de la courée. Des femmes s'affairent à 2 mètres autour d'un foyer, les yeux pleurant dans la fumée. Un marmot dort, bras ouverts, tout nu sur le ciment. La mousson qui approche vous jette sur les épaules une chaleur gluante, gorgée de crasse en suspension. Le « Statesman » de ce matin (l'un des meilleurs journaux indiens) annonçait 97 % d'humidité sur Calcutta-Howrah.

La dignité d'une communauté

A mieux regarder le petit peuple de la courée, un détail dépasse l'entendement, auquel on ne réfléchit pas toujours au premier coup d'œil : la beauté des femmes et des jeunes filles, certes, silhouettes flexibles toutes redressées contre la misère, regard de velours sombre ; mais surtout leur impeccable élégance. Nettes et propres, comme s'il n'y avait autour d'elles ni le cloaque immonde, ni la bouse des buffles, ni les détritus, ni la glaise. Pas une tache sur les saris, dont les couleurs vives défient tranquillement — du matin au soir — la laideur du slum. Toute l'énergie et la dignité de cette communauté minable me paraissent bien arc-boutées sur ces deux victoires : l'allégresse des enfants, la splendeur des femmes.

Amère splendeur tout de même ! Les quelques coopérants bénévoles qui consacrent leur vie aux gens du slum — ouvrant un dispensaire, assurant l'école, distribuant de maigres secours — n'en finissent pas de combattre contre l'absolue servitude des épouses et des mères. Si la pauvreté, l'exil et l'exiguïté des logements ont détruit ici la grande famille traditionnelle de l'Inde, la « Joint Family », qui rassemble d'ordinaire trois générations avec gendres et belles-filles en une cellule solidaire, la famille, même rétrécie, n'en demeure pas moins la communauté par excellence. Tout s'y passe, tout s'y décide, tout s'y partage... Or, de cette famille-là, la femme est l'incarnation, la clef de voûte. Pour le meilleur et pour le pire.

Explication de mon compagnon de découverte : « C'est bien simple, les gens d'ici ont encore une conception magique de la femme. A compter du mariage, tout ce qui arrivera de bon ou de mauvais dans la famille sera imputé à son influence. Si le père est chassé de son travail, si les enfants tombent malades ou si la mousson crève le toit de la « chambre », ce sera arithmétiquement de sa faute. Elle ne sera plus, dès lors, qu'une créature méprisable, porteuse du mauvais œil, rudoyée — ou même abandonnée — par son mari et tenue en suspicion par la courée. Que surviennent en revanche une suite de hasards heureux, un salaire retrouvé ou un gosse qui réussit, et tous seront convaincus qu'ils le doivent à l'aura particulière de la mère. On fera d'elle aussitôt une vraie déesse vivante, accablée d'hommages et de respect, consultée sans cesse, y compris par les voisins. Entre l'excès d'honneur et l'excès d'indignité, pas de juste milieu. »

Qu'on ne s'étonne pas, me dit-on, si le cas des femmes — veuves ou abandonnées — représente à l'intérieur du slum « le » drame par excellence sur lequel bute immanquablement chaque conversation. En perdant son mari, la femme perd du même coup ses ressources *et son statut, mais garde* sur ses épaules le poids écrasant des six ou sept enfants. Le scénario qui se met alors en mouvement — identique, monotone — est celui d'une irrésistible descente aux enfers. Tôt ou tard, et faute de pouvoir réunir les 40 roupies (24 F) du loyer, on commence par être chassé du logement. Puis c'est l'errance interminable, du trottoir à une encoignure de porte, avec une couverture graisseuse pour toute fortune, et cette brassée de gosses squelettiques. Aucune de ces infortunées, pourtant, ne coule à pic sans *résistance. Il faut les voir*, au contraire, ces familles infirmes du slum, décapitées par l'absence de l'homme, s'acharner encore à survivre, s'agripper de tous leurs ongles au plus petit secours. Ne comptant même plus en roupies mais en paises (une paise = 0,06 F).

Si, passant un jour sur la Grand Trunk Road (route Calcutta-Delhi), qui traverse Howrah par son milieu, vous voyez des femmes couleur de poussière, alignées contre un mur, dos à la rue, observez de plus près. A pleines mains, elles malaxent de la bouse de buffle, la partagent, la tapotent des doigts pour lui donner la forme d'une galette de la taille d'une soucoupe. Ces galettes calibrées, elles les collent ensuite d'un geste sec sur le mur, à touche-touche, où elles sécheront au soleil. Ce sera, dans tout le quartier, le principal combustible pour l'hiver qui, comme chaque année à date fixe, noiera toute l'agglomération Calcutta - Howrah dans une âcre puanteur de brûlé. Or ces femmes pétrisseuses d'excréments ne sont le plus souvent ni propriétaires de la bouse ni du mur séchoir ! Seulement en quête de quelques centimes pour prix de leur travail.

Avec quelle fureur, ils s'acharnent donc mes amis français, campant sur le slum, à arracher ces fillettes à cet imbécile destin. Qu'elles se défoncent, qu'on les aident pendant qu'il est encore temps *pour apprendre* au *moins* à lire et à écrire, pour savoir un bout de métier — si humble soit-il — qui les garantira du désastre ! On a ouvert ici, grâce à des dons venus d'Europe, quelques centres d'apprentissage, on distribue au coup par coup des allocations aux familles, qui compenseront le manque à gagner d'un gosse envoyé à l'école. Bagarre presque vaine ! Chaque petite fille, dès sept ou huit ans, a intériorisé si fort le destin matrimonial que lui commandent les usages qu'elle en rêve. Romantique...

Certes, elle ne choisira pas son mari ; bien sûr, elle ne fera sa connaissance que deux ou trois jours avant le mariage, mais quelle journée fabuleuse cette noce-là ; quel feu d'artifice subit dans la crasse quotidienne ! Vu par les pères, le mariage des filles — sa mise au point leur échoit de droit, — c'est « la » grande affaire de leur vie, le devoir prioritaire sur lequel l'éternité les jugera. Préparé de longue date, dans le mystère et les conciliabules, il représentera surtout un océan de dettes dans lequel *toute la famille et sa descendance* risquent de s'abîmer. Pour trente ou quarante ans... Impensable, en effet, de marier une fille sans dot ; belle ou pas, personne n'en voudrait. Or, la dot plus la fête, c'est bien 2 000 ou 3 000 roupies empruntées au taux maximum. Et la fillette aussitôt arrachée à l'école !

Pas besoin de chercher longtemps un cas d'espèce. On l'a sous les yeux. La fille aînée de Bornod a seize ans. Au début de l'année, elle a cessé d'aller à l'école pour préparer son mariage. Un prétendant s'était déclaré, mais, au dernier moment, découragé par l'extrême pauvreté des parents, il a pris le large. Depuis, le vieux tuberculeux de Bornod, qui lutte pied à pied contre la mort, ne pense qu'à cela. Arrivera-t-il à marier sa fille avant de mourir ? Le destin tout entier de la jolie Mouna est suspendu à cette incertitude du calendrier. « Que son père meure avant de la marier, soupire mon guide, et sa vie est foutue. Sans dot ni garantie paternelle, inutile qu'elle espère trouver pour mari autre chose qu'un mendiant ou un lépreux. Ça se jouera dans les six mois qui viennent. »

(A suivre.)

(Voir le Monde *depuis le 3 août.)*

LA DÉMISSION DE L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A L'ONU

M. Carter risque de perdre le soutien de l'électorat noir

De notre correspondant

Washington. — Il y a un peu moins de deux ans, M. Carter avait failli pleurer en annonçant le départ de son ami Bert Lance, le directeur du budget, contraint à la démission par ses scandales financiers. Mercredi 15 août, la démission de M. Andy Young a aussi fait couler des larmes, mais chez la personne dont on attendait le moins une telle manifestation : M. Powell, le porte-parole de la Maison Blanche, pleurait tant qu'il eût du mal à lire jusqu'au bout la lettre de M. Carter acceptant « *avec un profond regret* » la démission de son ambassadeur à l'ONU. Mais le rapprochement entre ces deux démissions « à scandale » s'arrête là : le départ de M. Young n'est pas seulement beaucoup plus noble, il est aussi plus lourd de conséquences tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, éclipsant même en ampleur le remaniement du cabinet le mois dernier.

L'ambassadeur assure que ce départ ne lui a été réclamé ni même suggéré par aucun membre du gouvernement. Il avait rédigé seul, dès lundi soir, sa lettre de démission, après que le département d'Etat eut diffusé la version exacte de sa rencontre du 26 juillet avec le représentant de l'O.L.P. à l'ONU, et fait savoir le « déplaisir » de MM. Carter et Vance à ce sujet. « *Je crains que ma conduite,* écrivait M. Young au président, *n'ait créé en plusieurs occasions de sérieuses difficultés au gouvernement. J'ai toujours agi dans ce qui me paraissait être le meilleur intérêt de notre pays, bien que les interprétations soient souvent allées en sens contraire.* »

Après avoir noté que le succès des plans de la Maison Blanche « *dépend dans une grande mesure d'un règlement au Proche-Orient* », il ajoutait : « *C'est pourquoi il est extrêmement embarrassant que mes actions, quelles que soient leurs bonnes intentions, aient pu porter tort au processus de paix.* » Il démissionnait donc, tout en se disant prêt à assumer ce mois-ci la présidence du Conseil de sécurité, à conduire une mission commerciale en Afrique prévue pour le début de septembre et à « *commencer à faire activement campagne pour votre réélection* ». On précise, à la Maison Blanche, que M. Young restera en fonctions jusqu'à ce qu'un successeur ait été désigné, en consultation avec lui, et confirmé par le Sénat.

Cette démission n'était pourtant pas encore connue mercredi matin, lorsque M. Young se présentait au département d'Etat pour avoir avec M. Vance une conversation décrite plus tard comme « *excellente* ». Au même moment, les pressions convergeaient sur le gouvernement pour obtenir le limogeage de l'ambassadeur imprudent. Fait exceptionnel, M. Robert Byrd, chef de la majorité démocrate au Sénat, était descendu dans l'arène pour demander que cette rencontre « *inexcusable* » avec un représentant de l'O.L.P. soit sanctionnée par le transfert de M. Young à un poste « *moins sensible* ».

Ce n'est pourtant qu'au milieu de l'après-midi, et après que l'ambassadeur eut passé plus de trois heures à la Maison Blanche, que M. Carter acceptait sa démission : « *Vous avez mérité la gratitude de tous les Américains,* écrivait le président dans une lettre manuscrite. *Vous nous avez gagné l'amitié, la confiance et le respect de nombreux pays qui considéraient jusqu'alors les Etats-Unis comme suspects et indignes d'une telle relation, vous avez illustré de manière exemplaire les plus beaux traits du caractère américain.* »

Entre-temps, et sans attendre cette réponse, M. Young s'était présenté à la presse pour annoncer ses intentions. Sans émotion apparente, il affirmait n'en vouloir à personne, mais admettait que « *la franchise a toujours été ma faiblesse* ». Non, il ne se sentait pas coupable et ne regrettait rien : « *Dans la même situation, j'agirai de même.* » Il dit encore : « *Par le sang, j'appartiens à ceux qui ont connu ou se sont identifiés avec un certain degré d'oppression dans le monde. Par choix, je continuerai de m'identifier avec ceux que la Bible appelle les plus petits d'entre eux, mes frères.* » Il maintient par ailleurs une fidélité touchante à M. Carter : en tant que citoyen privé, il s'exprimera librement sur tous les sujets et sera « *un soutien non payé du gouvernement* ».

Trois rencontres à Vienne

M. Young n'a pas changé d'avis non plus sur le bien-fondé de sa rencontre avec M. Terzi, l'observateur de l'O.L.P. En tant que représentant des Etats-Unis et futur président du Conseil de sécurité, son objectif immédiat était d'obtenir un ajournement du vote sur la question palestinienne. L'ambassadeur du Koweït, également membre du Conseil, lui avait expliqué qu'il devrait pour cela persuader le représentant de l'O.L.P. et lui proposa de le rencontrer chez lui. « *J'ai dit que je ne pouvais le rencontrer,* précisa M. Young, *mais je ne pouvais refuser l'invitation d'un de mes collègues du Conseil ni lui dicter qui il peut recevoir chez lui. Bien entendu, M. Terzi s'y trouvait !* »

Le tapage créé autour de cette rencontre est d'autant plus étonnant que l'ambassadeur des Etats-Unis à Vienne, M. Milton Wolf, a eu en juin et juillet non pas une, mais trois rencontres avec des représentants de l'O.L.P., dont un membre du bureau politique de l'Organisation. Ce fait, confirmé mercredi 15 août par le département d'Etat, n'a entraîné jusqu'à présent aucune sanction. On explique que deux de ces rencontres étaient fortuites ou « *sociales* », que, au cours de la troisième, organisée à l'initiative des Palestiniens, M. Wolf s'est borné à « *enregistrer* » une position que lui exposait son interlocuteur, enfin et surtout qu'il a informé régulièrement le département d'Etat de ces trois démarches. M. Young, lui, avait laissé ses supérieurs dans l'ignorance pendant quinze jours avant de leur donner une version erronée.

Pourtant, on peut se demander si les conversations de l'ambassadeur en Autriche n'ont pas été en fait plus « *substantielles* » que celle de M. Young. Elles précédaient la rencontre entre M. Arafat et le chancelier autrichien M. Kreisky, rencontre que l'on sait avoir été discrètement encouragée par Washington. Aussi bien la discrétion observée autour du cas de M. Wolf empêche, jusqu'à maintenant du moins, de parler d'un triomphe israélien à cent pour cent.

Au total, et malgré les apparences, M. Young a été une fois de plus victime de sa franchise. Sans doute a-t-il menti à ses supérieurs, mais s'il avait maintenu ce qu'il a appelé pudiquement la « *version officielle* » de sa rencontre avec M. Terzi et ne s'était pas confié en toute candeur, lundi soir, à son collègue israélien, M. Blum, il serait très probablement encore à son poste aujourd'hui.

Or M. Young a encore aggravé son cas en critiquant publiquement la politique adoptée par les Etats-Unis en 1975 — et toujours en vigueur — à l'égard de l'O.L.P. : pas de contact avec cette organisation tant qu'elle n'aura pas accepté la résolution 242 et reconnu Israël. « *Je ne pense pas que cette politique est saine,* a-t-il dit. *Elle a été adoptée à un moment où l'on pensait que l'O.L.P. disparaîtrait. Depuis lors, elle a perdu de l'influence sur le plan militaire, mais c'est le contraire qui s'est produit sur le plan politique. Il n'est de l'intérêt de personne d'ignorer cette réalité. Je n'ai jamais été partisan de forcer Israël à reconnaître l'O.L.P., mais les Etats-Unis sont dans une position différente.* » Et M. Young a justifié ainsi ses manifestations d'indiscipline en général : « *Je trouve très difficile de faire ce qui me paraît conforme aux intérêts du pays tout en respectant les normes de la diplomatie, ou du protocole que vous* (la presse) *et d'autres nous obligez à observer.* »

MICHEL TATU.

M. Andrew Young :

Un gêneur indispensable

Lorsqu'en décembre 1976, M. Carter fit connaître la composition de son premier cabinet, la plupart des observateurs insistèrent sur le manque de relief de cette équipe. Tous remarquèrent cependant une exception : M. Andrew Young, le jeune militant des droits civiques qui avait rallié une grande partie du vote noir à la cause de M. Carter, se voyait nommé à la tête de la délégation américaine aux Nations unies.

Sur le coup, on ne voulut voir dans cette nomination que le règlement d'une « dette » électorale contractée par le nouveau président. Depuis longtemps déjà, les Nations unies avaient perdu de leur importance, et ce n'est pas M. Young qui pourrait y redorer le blason des Etats-Unis. Tout au plus pourrait-il faire œuvre de « relations publiques », mais de là à avoir une influence sur la politique étrangère de son pays... C'était mal connaître M. Young et les liens privilégiés qui l'unissaient alors à M. Carter. Très vite, le nouvel ambassadeur allait démontrer aux sceptiques qu'il ne se contentrait jamais d'un rôle de potiche, et qu'il avait toute la confiance du chef de la Maison Blanche.

Des incartades

C'est à la politique africaine des Etats-Unis que M. Young se consacra tout d'abord : la tâche était immense, tant M. Kissinger avait négligé et mal compris les problèmes du continent noir, ne voulant y voir qu'un nouveau théâtre de la guerre froide. Beaucoup plus sensible aux injustices de la colonisation et de l'apartheid, M. Young se montra tout particulièrement actif en ce qui concerne le règlement du problème rhodésien et l'Afrique du Sud, multipliant les voyages sur le terrain et les déclarations explosives : quelques mois seulement après son entrée en fonctions, il était devenu l'un des ennemis principaux des dirigeants sud-africains — dont il avait qualifié le régime d'« illégal » — et de M. Smith. Déjà, les éléments les plus conservateurs demandaient sa démission aux Etats-Unis.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que ce soit à propos de l'Afrique qu'ait éclaté le premier scandale Young. La goutte d'eau prit la forme de déclarations minimisant les interventions soviétique et cubaine en Angola et en Ethiopie, et leur accordant une certaine influence « stabilisatrice ». Encouragés par les critiques de M. Kissinger, plusieurs membres de la chambre des représentants déposèrent en juillet 1978 une résolution exigeant la destitution de M. Young ; elle fut repoussée, mais n'en recueillit pas moins de quatre-vingt-deux voix. Une interview accordée par M. Young au Matin avait joué un rôle important dans cette polémique ; l'ambassadeur y minimisait notamment l'importance des procès politiques en U.R.S.S., affirmant que « dans les prisons américaines aussi, il y avait des centaines, peut-être des milliers, de gens que j'appellerais des prisonniers politiques ».

Les incartades de M. Young devaient se poursuivre, que ce soit à propos de MM. Nixon et Ford, qu'il traita de « racistes », de la bombe à neutrons, de l'intervention de la France au Shaba, mais à chaque fois l'ambassadeur avait conservé la confiance de M. Carter. Il n'en est pas allé de même avec le problème palestinien, beaucoup plus sensible, sur lequel vient de buter M. Young. Cette fois-ci, il est vrai, M. Young a refusé de se déjuger et n'a pas accepté de noyer le poisson dans des explications embarrassées. Sans doute a-t-il estimé qu'il y allait de sa crédibilité auprès de sa communauté.

Contrairement à certains autres représentants de la bourgeoisie noire américaine qui ont fait, en leur temps, leur chemin dans l'«establishment» américain, M. Young n'a jamais cherché à oublier la couleur — pourtant assez claire — de sa peau. Il l'aurait pu, pourtant, car il n'a jamais été marqué par la pauvreté et l'injustice : c'est dans une famille aisée qu'il est né en 1932, à La Nouvelle-Orléans ; son père était dentiste, faisait partie de l'importante bourgeoisie noire de la ville et sut lui éviter tout contact trop brutal avec les dures réalités raciales américaines. Très poussé dans ses études, le jeune Andy quitte vite le Sud pour l'université Howard, à Washington, sans doute la meilleure université noire du pays. Décidé à être pasteur, il suit ensuite les cours du séminaire de Hartford (Connecticut) avant d'être ordonné en 1955 au sein de l'Eglise unie du Christ, une « dénomination » à prédominance blanche mais aux préoccupations sociales très marquées.

Représentant de la Georgie

Andrew Young voulut tout d'abord exercer ses activités missionnaires en Afrique — déjà — mais c'est dans le Sud qu'il revint, d'abord en Alabama puis en Georgie. Remarqué par les dirigeants du Conseil national des Eglises, il fut engagé en 1957 par cette organisation libérale et travailla pendant quatre ans à New-York, essentiellement avec des jeunes Blancs libéraux. En 1961, il était coopté par son maître spirituel, le pasteur Martin Luther King, à la direction de la Conférence des leaders chrétiens du Sud. Jusqu'à l'assassinat du pasteur King, en 1968, il allait en être un des adjoints les plus actifs et participer à ce titre à toutes les luttes non violentes pour la défense des droits civiques.

Conscient de l'essoufflement du mouvement, il décidait, en 1970, de porter le combat sur le terrain politique et se présentait à la Chambre des représentants. Battu par un républicain pro-Nixon, qui dénonçait en lui l'« exterminateur de la civilisation occidentale », Andrew Young récidivait deux ans plus tard, avec succès cette fois-ci, devenant le premier représentant noir de la Georgie depuis la guerre de Sécession. Entre-temps, il avait participé aux activités du conseil interracial d'Atlanta ; c'est là qu'il se lia d'amitié avec un jeune politicien blanc qui briguait le siège de gouverneur. Cet inconnu ambitieux s'appelait Jimmy Carter, et cette amitié devait se révéler extrêmement précieuse, puisque c'est Andrew Young qui sut convaincre les dirigeants et les électeurs noirs, en 1976, de donner en grande majorité leurs voix à un candidat venu du Sud. C'est dire de quel prix M. Carter risque de payer l'an prochain la démission de son ambassadeur...

JACQUES AMALRIC.

JÉRUSALEM : un désaveu officiel insuffisant

De notre correspondant

Jérusalem. — La démission de l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, M. Andrew Young, constitue une « *affaire intérieure américaine* », déclarait-on ce jeudi matin 16 août dans les milieux officiels israéliens. C'est avec une grande prudence que la nouvelle a été accueillie à Jérusalem. « *Inutile de jeter de l'huile sur le feu* », s'est borné à nous déclarer M. Shimon Pérès, leader de l'opposition travailliste. « *Les Etats-Unis semblent mieux comprendre la position d'Israël. Ils doivent cesser tous contacts directs ou indirects avec l'O.L.P.* » indique-t-on dans les milieux gouvernementaux.

On fait remarquer, cependant non sans amertume, que M. Young quitte son poste avec « *tous les honneurs de la guerre* » et les louanges sans réserve de ses supérieurs, y compris du président Carter lui-même qui a vanté « *le dévouement de M. Young à toutes les justes causes* ». Son collègue israélien à l'ONU, l'ambassadeur Yehouda Blum, s'est déclaré « *désolé* » de la démission de M. Young, mais il a déploré simultanément le « *tournant* » intervenu dans la politique américaine à l'égard de l'O.L.P...

Le fait que le secrétaire d'Etat américain se soit contenté de blâmer M. Young pour son comportement dans l'affaire de sa rencontre avec l'observateur de l'R.L.P. aux Nations unies M. Zehdi Labib Terzi, sans désapprouver publiquement le principe des contacts avec l'organisation palestinienne est loin de rassurer les Israéliens. Les contacts répétés d'officiels américains avec les représentants de l'O.L.P. — notamment celui de l'ambassadeur des Etats-Unis à Vienne avec M. Sartawi, révélé par le *Jerusalem Post*, officiellement confirmé à Washington —, sont considérés à Jérusalem comme très préoccupants.

« *Les Américains cherchent manifestement à faire entrer l'O.L.P. dans la négociation par une porte dérobée, et l'affaire Young est, à cet égard, des plus révélatrices* », écrit le quotidien israélien de langue anglaise. Pour l'indépendant *Haaretz*, M. Young a été « *sacrifié sur l'autel du ble jeu des Etats-Unis au Proche-Orient* »... « *Le président Carter, par l'intermédiaire de son envoyé spécial M. Robert Strauss attendu ce vendredi à Jérusalem, cherchera une fois de plus à nous rassurer mais il ne vaincra plus personne* », écrit pour sa part *Hatzofé* (parti national religieux).

Quoi qu'il en soit, alors que les contacts entre l'administration américaine et l'O.L.P. ont un caractère clandestin, c'est très officiellement qu'une conférence israélo-palestinienne, organisée par la revue *New Outlook*, aura lieu dans deux mois à Washington. Quinze députés israéliens ont été invités à y participer. Seuls, trois d'entre eux ont pour l'instant répondu positivement : MM. Meir Pail et Ouri Avneri (Shelvi) favorables de longue date à un dialogue avec l'O.L.P. et Mme Schoulamit Aloni, du mouvement pour les droits civiques. Le parti travailliste et le mouvement « *Changement et initiative* » (S.H.A.I.) n'ont pas encore donné le feu vert aux députés de leurs formations respectives invitées à la conférence. Ils veulent s'assurer au préalable qu'aucun représentant officiel de l'O.L.P. ne participera à cette manifestation. Quant au parti national religieux, il craint les surprises. Les deux députés de cette formation, MM. David Glass et Avraham Melamed, invités par *New Outlook*, n'iront pas à Washington. « *Il est trop difficile de faire la distinction entre Palestiniens modérés et partisans de l'O.L.P. Par ailleurs, dans le contexte actuel, notre participation ne pourrait qu'affaiblir la position du gouvernement* », a déclaré le porte-parole du P.N.R.

(Intérim.)

BRÉSIL

Une vague de grèves perturbe plusieurs États

Rio-de-Janeiro (*A.F.P.*) — Le Brésil connaît actuellement une recrudescence de mouvements de grève : plus de cent cinquante mille ouvriers et fonctionnaires ont cessé le travail afin d'obtenir des augmentations de salaire. Sept Etats sont touchés par ce mouvement : Rio-Grande-do-Sul, Parana, Goias, Bahia, Rio-de-Janeiro, Minas Gerais, ainsi que le district fédéral de Brasilia.

La construction est le secteur le plus touché, notamment Brasilia, et dans les Etats du Rio-Grande-do-Sul, de Goias et de Minas-Gerais, les travailleurs réclament un doublement de leurs salaires. A Porto-Alegre, le mouvement, lancé le 14 août, est maintenant suivi par la quasi-totalité des ouvriers du bâtiment de la ville, soit environ soixante mille personnes.

A Porto-Alegre également, les conducteurs et les receveurs des transports en commun ont cessé le travail pour des hausses de salaire. Ce mouvement perturbe complètement la ville.

Dans les Etats de Rio-de-Janeiro et de Bahia, les professeurs de l'enseignement public du premier et du second degré poursuivent leur grève depuis deux semaines. Celle-ci a été déclarée illégale par le ministère du travail, qui se référait à l'interdiction faite aux fonctionnaires de recourir à la grève.

La province de Minas-Gerais est particulièrement touchée. Dans la capitale, Belo-Horizonte, les treize mille employés municipaux, ainsi que les employés de l'entreprise brésilienne des postes et télégraphes (E.B.C.T.), ont cessé le travail. Ils ont été rejoints, le mercredi 15 août, par les employés des banques privées. Dans ce même Etat, les métallurgistes des villes de Divinopolis et de Catete, les mineurs du haut fourneau de Morro-Velho, à Nova-Lima, et les ouvriers du bâtiment, à Ouro-Branco, ont également cessé leurs activités.

NICARAGUA

La Croix-Rouge internationale dénonce un risque de famine

De notre correspondante

Genève. — Si la solidarité internationale ne se manifeste pas de manière rapide et efficace, le Nicaragua est menacé de famine. Telle est la conclusion de M. Carlos Beauverd, délégué du comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) de retour de Managua.

Durant la guerre civile, le C.I.C.R. avait établi le seul pont aérien qui ait pu fonctionner, ce qui lui a permis d'apporter une aide vitale : entre le 20 juin et le 20 juillet, au moins mille cinq cents tonnes de médicaments et de denrées essentielles ont pu être acheminées. Depuis la fin des combats, des tonnes de secours alimentaires ont pu être transportées, tous les quatre jours, par camions, depuis le Costa-Rica, jusqu'à différentes régions du pays.

Le C.I.C.R. n'est plus en mesure, désormais, de poursuivre longtemps le pont aérien, trop coûteux. Ses possibilités financières ne lui permettent de maintenir son assistance au Nicaragua que jusqu'au 31 août. En outre, toujours selon M. Beauverd, des achats trop importants de denrées alimentaires effectués par le C.I.C.R. dans les pays voisins pouvaient mettre en péril l'approvisionnement de leurs populations.

La situation est d'autant plus alarmante que l'ancien dictateur, Anastasio Somoza, a vidé les coffres. Aussi, jusqu'à la prochaine récolte, en mars, le pays ne pourra subsister que si une assistance lui vient de l'extérieur.

Devant cette menace, le C.I.C.R. va lancer un appel de fonds.

Poursuivant une de ses tâches traditionnelles, la protection des détenus, le C.I.C.R. a confirmé que les sandinistes avaient accordé aux gardes nationaux de l'ancien régime qu'ils détiennent le statut de prisonnier de guerre. Le C.I.C.R. a donc obtenu le droit de visiter les quelque cinq mille prisonniers — dont plus des trois quarts sont âgés de moins de vingt-cinq ans. Il a fait savoir que de nombreuses personnes, arrêtées par erreur, ont pu être libérées dans le courant de la semaine dernière. Certes, les conditions des détenus sont pour le moins précaires. Cependant, M. Beauverd a tenu à souligner qu'il n'a pas rencontré chez les sandinistes des manifestations d'un esprit de vengeance. Au contraire, a-t-il conclu, leur action, dans l'ensemble, a été positive.

ISABELLE VICHNIAC.

A TRAVERS LE MONDE

R.F.A.

● M. Juras JAN LEITNER, un Slovaque qui travaillait à Radio-Free Europe comme pigiste depuis deux ans et qui s'était réfugié en R.F.A. en 1973, a été arrêté le 26 juillet dernier et inculpé d'espionnage le mercredi 15 août.

République populaire du Congo

● LE COLONEL SASSOU NGUESSO, président de la République populaire du Congo, a décidé, mardi, d'amnistier les personnes impliquées dans l'assassinat du président Marien Ngouabi et du cardinal Emile Biayenda, en mars 1977, ainsi que les auteurs de la tentative de coup d'Etat du 14 août 1978, et plusieurs autres prisonniers politiques.

Le colonel Nguesso a annoncé ces mesures à l'occasion du seizième anniversaire de la révolution congolaise.

Il a d'autre part assuré que les opposants congolais vivant à l'étranger, notamment en France, ne faisaient pas l'objet de poursuites et qu'ils « *pouvaient regagner leur pays sans crainte* ». — (A.F.P.)

Suisse

● LE GOUVERNEMENT DE BERNE a rejeté, le mercredi 15 août, les accusations de l'U.R.S.S. à la suite de la mort, dans le canton d'Argovie, d'un fonctionnaire soviétique de l'Organisation internationale du cacao, M. Leonid Pantchenko avait été retrouvé mort, les veines ouvertes, dans la baignoire de sa chambre d'hôtel, le 7 avril dernier. Quatre mois plus tard, les autorités soviétiques avaient déclaré qu'il s'agissait d'un « *meurtre déguisé* » et avaient mis en cause les services de renseignements suisses et britanniques. — (*Corresp.*)

PROCHE-ORIENT

Iran : le spectre de la contre-révolution

IV. — Un sauveur nommé Bakhtiar

Une série de nationalisations et de confiscations, l'absence d'une politique économique cohérente, une agitation permanente parmi les *ouvriers et la menace que* **fait peser une armée de chômeurs mobilisent les nantis et les classes moyennes contre l'imam Khomeiny. Faute d'une armée structurée qui pourrait mettre un terme à l'anarchie ou prévenir une guerre civile dont la menace se précise, compte tenu de la prolifération de partis et de milices armées, beaucoup d'Iraniens rêvent d'un homme providentiel. (« Le Monde » des 14, 15 et 16 août.)**

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

Téhéran. — Le journaliste étranger débarquant à Téhéran, à *la mi-juillet, écarquillait* les yeux d'incrédulité. Sur une longue table rectangulaire, un ami avait aligné journaux, hebdomadaires et revues iraniennes qui s'étaient brusquement mis à évoquer la vie et les luttes, les opinions et les goûts d'un homme dont on ne parlait virtuellement plus depuis sa disparition, en *février dernier* : Chahpour Bakhtiar, le dernier chef de gouvernement du chah, condamné à mort par contumace pour *« haute trahison »*.

Avant que M. Bakhtiar eût tenu sa première conférence de presse, à Paris, le 31 juillet, des publications reproduisaient ses manifestes, enregistrés sur cassettes et introduits en Iran clandestinement. Des magazines lui consacraient leur couverture, d'autres leurs manchettes ou leurs éditoriaux. Les articles auxquels il eut droit lui étaient apparemment favorables, ou neutres, rarement critiques.

Les propos que l'on tenait couramment dans certains milieux à Téhéran n'étaient pas moins significatifs. *« Beaucoup de bazaris, comme moi,* nous disait un prospère marchand de tapis, *espèrent qu'avant un an Bakhtiar remplacera Khomeiny ; d'ailleurs la presse y prépare l'opinion. »* Un ancien banquier, issu d'une grande famille terrienne, nous expliquait : *« A ce train, les communistes gouverneront l'Iran avec ou sans Khomeiny. Un régime libéral étant inimaginable dans un pays comme le nôtre, je me résignerai à une dictature militaire, même de type nassérien. Cependant, mes préférences vont à Bakhtiar, un homme fort qui ne se laissera pas berner par les communistes. »*

Tout autant que le centre d'affaires de Téhéran, les beaux quartiers du nord tiennent en haute estime l'ancien premier ministre. N'a-t-il pas été l'élu du chah pour défendre l'institution monarchique ? N'a-t-il pas résisté, jusqu'au bout, et malgré le désaveu de ses amis politiques du Front national, à la poussée du *« fanatisme khomeinyste ? »* L'espoir entretenu dans les foyers des « taghoutis » (les ci-devant) n'est pas cependant dépourvu de lucidité. *« La populace ne recevra pas Bakhtiar les bras ouverts »*, remarque l'un d'eux, au cours d'un dîner. *« Elle ne lui pardonnera jamais d'avoir couvert de son autorité le massacre par l'armée de centaines de manifestants et, surtout, d'être parrainé par les Etats-Unis »*, acquiesce un autre convive.

Au sommet de la Guadeloupe, en décembre dernier, le président Carter proposa à ses pairs français, anglais et allemand de soutenir M. Bakhtiar, seul homme capable à ses yeux de prendre la relève du chah dont le départ lui paraissait déjà inéluctable. Peu après, le souverain confiait à M. Ihsan Naraghi, sociologue de renom, qu'il quitterait *« très prochainement »* l'Iran et, le 30 décembre, chargeait M. Bakhtiar de former le nouveau gouvernement.

Le 8 janvier, le chef de la Maison Blanche faisait remettre un message confidentiel à l'imam Khomeiny, le mettant en garde contre *« le bain de sang »* qui s'ensuivrait si l'exilé de Neauphle-le-Château ne donnait pas sa chance au nouveau premier ministre.

Un ennemi de la pagaille

L'avertissement ayant été ignoré, la *répression fut, en effet,* particulièrement sanglante. Elle se serait sans doute poursuivie si M. Bakhtiar n'avait pas été « trahi » par le chef de l'état-major, le général Gharabaghi qui avait, dit-on, négocié en secret la reddition des forces armées. Ainsi s'expliquerait, selon des sources militaires, la confiance alors incompréhensible qu'affichait l'ancien premier ministre quelques heures à peine avant sa fuite précipitée.

Ce grand bourgeois de culture française, qui citait Camus ou Paul Valéry entre deux rafales de mitraillette, qui ne dissimulait pas son athéisme dans un pays profondément religieux, qui traitait l'imam Khomeiny, au faîte de sa puissance, de *« vieux fou irresponsable »*, frisait peut-être l'inconscience. Mais ses propos et son comportement avaient de quoi séduire tous ceux que lésait la révolution islamique. Pour lui, *« la révolution, c'est la pagaille qui donne la nausée » ;* les millions de manifestants *qui exigeaient sa démission* n'étaient à ses yeux qu'un *« défilé de braillards » ; « je suis pour la démocratie, non pour la populace »*, disait-il. Pourquoi n'organiserait-il pas des élections ? lui demandait-on deux jours après le retour de l'imam Khomeiny en Iran. *« Parce que neuf élus sur dix porteraient le turban »* répondait-il. *Il a fait* confiance *« à la bourgeoisie, aux cadres, aux intellectuels »*, bref *« aux forces vives »* de la nation. Et c'est à ces élites nanties ou aisées, occidentalisées ou *« modernes »*, donc laïques, qu'il donne des raisons d'espérer dans ses manifestes comme dans sa conférence de presse parisienne.

A quelques nuances près, l'exilé *de Paris n'est pas, sur le fond,* idéologiquement éloigné de nombre de personnalités laïques qui animent la scène politique iranienne. Il est de la famille mossadeghiste à laquelle appartiennent des hommes comme M. Bazargan, actuel premier ministre, M. Sandjabi, président du Front national, M. Hassan Nazih, président de la NIOC (compagnie nationale du pétrole), M. Moghadam, président du parti radical, et même M. Matine-Daftari, petit-fils de Mossadegh et président du Front national démocratique, qui reproche essentiellement à M. Bakhtiar ses liens avec les Etats-Unis.

Cependant, de toutes ces personnalités nationalistes, respectées des classes moyennes et qui pourraient un jour, à la faveur des circonstances, prétendre à la succession de l'imam Khomeiny, M. Bakhtiar est aujourd'hui candidat favori du *« marais »* centriste, qui aspire avant tout à l'ordre dans le respect de la propriété privée.

Si M. Martine-Daftari paraît trop radical, MM. Bazargan et Sandjabi trop compromis avec le mouvement islamique, l'ancien chef du gouvernement du chah est, lui, exempt de ces *« tares »*. Il a été le premier, et le seul, à ne pas *« céder à la populace »* et à dénoncer d'emblée la *« dictature des mollahs », le seul encore à* bénéficier du triple soutien de Washington, de la haute hiérarchie de l'armée (qu'il s'est bien gardé d'*« humilier »* et à laquelle il continue à rendre de vibrants hommages) et d'une fraction appréciable du clergé, représentée par le puissant ayatollah Chariat Madari.

Le rôle de l'ayatollah Chariat-Madari

Ce dernier est, d'une certaine manière, un représentant authentique du Bazar, dont 40 % des commerçants sont originaires de sa province natale, l'Azerbaïdjan, et qui lui vouent une fidélité à *toute épreuve.* Le Bazar et l'Azerbaïdjan ont traditionnellement fourni à l'Etat et à l'armée de nombreux cadres et au monde des affaires d'éminentes personnalités. MM. Bazargan, Hassan Nazih, Moghadam et l'amiral Madani (l'actuel gouverneur du Khouzistan, ami de M. Bakhtiar), pour ne citer que ceux-là, sont des Azerbaïdjanais issus de familles bourgeoises.

Chef de file des mollahs conservateurs et *« éclairés »*, l'ayatollah Chariat Madari est aussi un homme politique subtil. Monarchiste, de raison et de cœur, il s'est rallié à la République islamique, tout en contestant à toute occasion ses fondements et ses *orientations, avant de prêcher* une *« laïcité »* qui ressemble fort à un cléricalisme déguisé. Il veut, dit-il, éloigner les mollahs des affaires politiques, mais, comme il nous l'expliquait récemment, il prône l'établissement d'une sorte de contre-pouvoir religieux qui donnerait des *« directives »* au gouvernement tout en veillant à ce que celui-ci se conforme aux vertus et aux principes de l'islam chiite qu'il tient à instaurer comme religion d'Etat.

Cependant, contrairement à une conviction très répandue dans le monde occidental, le clivage religieux-laïcs est souvent une façade en trompe-l'œil et, en tout cas, une contradiction marginale dans le contexte iranien. Plusieurs formations résolument laïques, allant de l'extrême droite à la gauche, ont chacune leur « correspondant » dans le clergé, « leur » ayatollah ou « leurs » mollahs qui partagent leurs opinions politiques. Ainsi, par exemple, l'organisation intégriste d'extrême droite des Fedayan-Islam compte en son sein et à sa direction plusieurs religieux dont le plus connu est l'ayatollah Khalkhali. Le Front national démocratique (centre-gauche) consulte régulièrement l'ayatollah Zandjani, mossadeghiste notoire. Les Moudjahidin du peuple (progressistes), et dans une moindre mesure les Fedayin du peuple (marxistes) soutiennent l'ayatollah Taleghani qui entretient également de bonnes relations avec le Front national de M. Sandjabi. Il ne faudrait donc pas s'étonner si les centristes collaborent étroitement avec l'ayatollah Chariat Madari.

Les affinités politiques entre l'ayatollah azerbaïdjanais et M. Bakhtiar, qui sont d'ailleurs de vieilles connaissances, sont évidentes. Partisans tous les deux d'une monarchie constitutionnelle, du moins avant le départ du chah, ainsi que d'une économie libérale, ils sont tout autant l'un que l'autre anticommunistes et favorables à une collaboration avec l'Occident. Leur alliance, tacite ou formelle, repose sur un postulat : tout pouvoir qui se veut stable doit nécessairement s'appuyer sur au moins deux des trois piliers du monde politique iranien : la bourgeoisie, le clergé, la gauche.

Cette dernière est la moins influente, compte tenu du fait que le *« tiers état »* des *« moustazefin »* (déshérités) est aujourd'hui, de l'avis général, peu ou prou acquis à l'imam Khomeiny. Il demeure pour eux le *« père de la révolution »* et le garant de son aboutissement. Cependant, le drame du patriarche de Qom est qu'il n'a pas d'alliés dans le camp laïc. Les anciennes classes possédantes, cela va de soi, mais aussi une bonne partie du Bazar, la bourgeoisie libérale, l'appareil de l'Etat, la majeure partie de l'intelligentsia lui sont hostiles ou ne s'identifient pas à sa politique. D'autre part, il récuse les formations de gauche ou d'extrême gauche, dont il se méfie, bien qu'elles aient été disposées à soutenir tout autant sa lutte *« anti-impérialiste »* — malgré son caractère *« mystique »* à leurs yeux — que sa politique sociale, incontestablement radicale. En outre, l'imam Khomeiny n'a pas d'atouts comparables à ceux que détient le tandem Bakhtiar-Chariat Madari. Aucune puissance étrangère ne lui fait vraiment *confiance. La presse lui échappe* largement. Il paraît tout ignorer des règles de la politique. Ainsi a-t-il manqué l'occasion d'être le guide d'une *nation, disent* ses ennemis, pour devenir le chef d'une faction du clergé, d'ailleurs hétéroclite.

L'ayatollah Chariat Madari s'est livré à une manœuvre qui a eu pour effet de *mettre l'imam* Khomeiny au pied du mur. Après avoir approuvé, *grosso modo,* le projet de Constitution, le dignitaire azerbaïdjanais s'est brusquement prononcé en faveur de l'ancienne loi fondamentale amendée, avant d'inviter la population à boycotter l'élection de la constituante, et cela deux jours avant la *consultation. Il* atteignait ainsi un double objectif : il fermait la porte au dialogue, au compromis avec l'imam, tout en récusant d'avance la légitimité d'une Constitution qui serait adoptée par une assemblée *« mal élue »*. Brandissant l'épouvantail de la guerre civile, il a menacé d'appeler à l'insurrection les *Azerbaïdjanais qui* représentent environ un tiers de l'ensemble de la population. Il a sommé, en quelque sorte, l'imam Khomeiny de se soumettre ou de se démettre.

Le patriarche de Qom étant, il l'a prouvé, tenace et obstiné, il acceptera sans doute de relever le défi. Il est ainsi acculé à avoir recours à *la violence et à la répression* — auxquelles le poussent d'ailleurs ses adversaires pour le discréditer davantage — afin de défendre son autorité et, partant, la révolution islamique.

L'issue de l'épreuve de force demeure pour le moins incertaine. Les forces de gauche et d'extrême gauche, bien que persécutées par les intégristes musulmans, préfèrent encore, à tout prendre, le *« populisme archaïque »* de l'imam Khomeiny au *« conservatisme réactionnaire »* d'un Bakhtiar. Les mouvements autonomistes ne pourront pas de même se ranger dans le camp d'un nationaliste qui parle de *« décentralisation provinciale »*. L'armée, jusqu'à nouvel ordre divisée, affaiblie et apathique, n'est pas en mesure de faire pencher la balance en faveur d'un *« sauveur »* que la troupe conteste.

L'Iran de Khomeiny est-il donc condamné à une *« anarchie »* prolongée ? L'avenir de la république islamique, à court ou à moyen terme paraît, en tout cas bien sombre.

FIN

UN ORGANE DE L'OPPOSITION LAIQUE PUBLIÉ A PARIS

Divers groupes de l'opposition laïque, représentés à Paris par des personnalités de l'émigration, en tête desquelles figure M. Chapour Bakhtiar, publient à partir du lundi 20 août un quotidien sous le titre *Nameh Rrouz (la Lettre du jour)* M. Djanad Alamir, journaliste et ancien producteur à la télévision iranienne, est l'un de ses principaux animateurs.

Paraissant en persan, sur huit pages ronéotypées, *Nameh Rrouz* entend se substituer aux journaux interdits en Iran — tel *Aayandegan* — ou censurés. Il se serait déjà assuré 2 000 abonnements en Iran et environ 5 000 dans divers pays européens.

Une édition en langue anglaise sera diffusée à partir de l'automne prochain aux Etats-Unis.

Les animateurs du nouveau quotidien affirment avoir obtenu le soutien de diverses formations laïques, dont le Front national démocratique de M. Matine Daftari.

Liban

L'armée prend le contrôle du port de Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. — A l'issue d'affrontements dans le port de Beyrouth entre l'armée et les milices chrétiennes (*le Monde* du 16 août), qui ont fait un tué et six blessés dans les rangs des militaires, deux détachements de l'armée, comptant au total deux cents hommes, ont pénétré, ce jeudi 16 août, à l'aube dans l'enceinte portuaire, sans rencontrer d'opposition.

Cette opération avait été précédée de contacts qui avaient permis un arrêt des combats, mercredi à 16 heures. L'armée dispose, désormais dans le port, de près de trois cent cinquante hommes et de vingt blindés, ce qui constitue pour elle un certain succès dans sa difficile tentative pour affirmer l'autorité de l'Etat.

Son intervention est, jusqu'à présent, limitée au secteur chrétien où ont commencé à se produire des affrontements. Le chef des forces libanaises (chrétiens), M. Bechir Gemayel, nous a déclaré à ce propos : *« Pour complaire au premier ministre et bluffer certains ambassadeurs* (l'ambassadeur des Etats-Unis, N.D.L.R.), *l'armée a été postée à certains points bien visibles, alors que la responsabilité des divers fronts est laissée aux milices. C'est en se rendant à leurs « positions » que nos miliciens se sont heurtés à l'armée qui se trouve là où elle est inutile. La solution est simple : ou bien l'armée prend la responsabilité de la ligne de fronts de bout en bout, et c'est ce que nous souhaitons, en étant prêts à adhérer à cette solution, ou bien elle se retire. »*

La première hypothèse équivaudrait à une relève par l'armée libanaise des troupes syriennes de la Force arabe de dissuasion, tout au long de la limite du secteur chrétien. Pour le moment, l'Etat s'emploie, avec l'appui discret des Etats-Unis, à limiter cette relève au centre de Beyrouth où les combats sont quotidiens, depuis un an, entre les milices chrétiennes et les troupes syriennes. Au demeurant, dès que l'incident du port s'est achevé, ces affrontements *« traditionnels »*, ainsi qu'on les qualifie à Beyrouth, ont repris le devant de la scène, avec une violence inhabituelle. Plusieurs obus sont tombés à l'intérieur du secteur chrétien, dans les rues proches du centre-ville, sans toutefois faire de victimes.

Il ne semble pas, cependant, que ces incidents, entre les milices chrétiennes, d'une part, l'armée libanaise et les forces syriennes, de l'autre, doivent, pour le moment du moins, prendre une grande ampleur. — L. G.

Israël

Judaïsme contre hellénisme...

De notre correspondant

Jérusalem. — *Depuis quinze jours consécutifs le quartier ultra-orthodoxe de Méa-Shéarim connaît une fièvre anti-laïque provoquée par la poursuite des travaux de construction d'un grand stade à Shoafat, banlieue nord de la capitale. Des centaines de zélotes en caftan noir recouverts de sacs, symbole du deuil et de l'affliction, ont bloqué la circulation et se sont heurtés pour la première fois, mercredi soir 15 août, aux forces de l'ordre venues les disperser. Dix d'entre eux ont été arrêtés.*

Les manifestants protestent contre plusieurs « profanations » : celle du Sabbat que constitue le passage des voitures sur la route de Ramot, nouveau faubourg extérieur relié à la ville par un axe routier important qui passe à proximité des quartiers orthodoxes. La circulation sur cette route le samedi heurte les convictions et le « repos sabbatique » *des ultra-religieux. La route qui mènera au stade passera également non loin de ce quartier. Ce fait aura pour conséquence de drainer le samedi, unique jour de repos hebdomadaire, consacré de ce fait aux rencontres sportives, une foule nombreuse et bruyante. Le maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek, a annoncé qu'il était prêt à envisager la construction du stade ailleurs, mais à condition que le gouvernement finance cette opération et dédommage la municipalité pour les dizaines de millions de livres déjà engagées dans les travaux de Shoafat. Le ministre de l'intérieur a opposé un refus à cette requête.*

En fait, c'est contre le principe même de la construction d'un grand stade à Jérusalem, la Ville sainte, que s'élèvent les « hommes à papillotes ». *Les jeux du stade, affirment-ils, sont en contradiction flagrante avec la philosophie, les idéaux et le comportement juif traditionnels. Bref, le judaïsme ne peut s'accomoder de l'hellénisme, et la qualité de* « peuple du Livre » *attribuée au peuple juif dès l'antiquité provient, rappellent-ils, de sa recherche permanente de la spiritualité opposée à* « la culture physique », *celle du corps et de la force qui s'exprime dans les jeux du stade.*

(Intérim.)

AFRIQUE

République Sud-Africaine

M. Sithole conspué à Johannesburg

De notre correspondante

Johannesburg. — *« N'étant pas concerné* (as an outsider), *que pensez-vous de la race humaine ? »*, demande avec aplomb, au milieu d'applaudissements, un jeune étudiant blanc au révérend Ndabaningi Sithole, dirigeant de la faction interne de la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe) et député à Salisbury.

Il fut un temps où l'université anglophone du Witwatersrand à *Johannesburg était considérée* comme le fief des étudiants libéraux. Les deux mille étudiants, dont de nombreux Rhodésiens, qui assistaient au meeting organisé à l'université avec M. Sithole se sont appliqués à montrer que cette époque est révolue. C'est dans une ambiance hostile, et parfois raciste, que le dirigeant noir y a fait son intervention. Pour le public, le Zimbabwe est encore la Rhodésie. Quand M. Sithole a fait allusion à la guérilla, l'auditoire crie *« terroriste » ;* quand il demande *« qui a le contrôle des forces dans le maquis ? »*, on entend dans la foule *« les Russes »...*

M. Sithole a eu cependant l'occasion, dans une conférence de presse, de faire connaître ses critiques concernant l'actuelle constitution du Zimbabwe-Rhodésie, qui garantit aux Blancs une minorité de blocage et leur confie les postes-clés à *la tête du pays.* Le *dirigeant* nationaliste soutient le texte rédigé à Lusaka par les pays du Commonwealth et le qualifie de *« pas en avant »*. Il demande, en revanche, que l'ancien premier ministre, M. Ian Smith, l'*« auteur de la déclaration unilatérale d'indépendance »*, soit exclu de la conférence de toutes les parties, prévue à Londres le mois prochain *(le Monde* du 16 août). *« Il faut éviter,* a-t-il dit, *qu'il cherche à influencer les résultats des délibérations. »*

C. C.

● LE GOUVERNEMENT DE ZIMBABWE - RHODESIE dirigé par l'évêque Muzorewa a confirmé, mercredi 15 août, qu'il acceptait de se rendre à la conférence organisée à Londres, à l'initiative du Commonwealth, le 10 septembre prochain *(le Monde* du 16 août). Bien que le communiqué officiel soit muet à cet égard, il semble, selon le correspondant du *New York Times* à Salisbury, que M. Ian Smith, ancien chef du gouvernement rhodésien, et membre du cabinet actuel, fera partie de la délégation.

LA CRISE SAHARIENNE

Les autorités marocaines préparent la population à un éventuel élargissement du conflit

(Suite de la première page.)

« L'Algérie occupe, par l'intermédiaire de ses mercenaires, de vastes zones du nord mauritanien », croyait pouvoir écrire *Al-Mittaq,* avant d'ajouter : *« D'importantes unités, dotées d'armements sophistiqués, ont investi le port et l'aéroport de Nouadhibou au vu et au su des autorités mauritaniennes. (...) Ces forces comprennent des soldats algériens et sont encadrées par des officiers algériens. »*

Malgré une outrance évidente — l'investissement d'un port et d'un aéroport par une armée étrangère ne passe habituellement pas inaperçu — l'information, qui a fait sensation, n'a pas été démentie par les autorités. La guerre psychologique et la propagande ont évidemment leurs lois. Mais il ne s'agit peut-être pas là seulement de cela. On estime, en effet, à Rabat, que l'ambition du Polisario est désormais de tenter rapidement un coup d'éclat dans l'ancien Tiris-El-Gharbia pour ne pas laisser les Marocains s'installer sans encombre dans ce territoire dont l'accord d'Alger l'avait, en théorie, rendu maître. Les offensives du Front, pense-t-on ici, devraient être menées à partir du territoire mauritanien, dont la proximité permettrait des replis rapides là où les combattants sahraouis doivent effectivement bénéficier de bases logistiques et de complicités. Rabat parle d'ores et déjà, *« en le regrettant pour le peuple frère de Mauritanie »*, d'exercer, si besoin est, son *« droit de suite »* au-delà de la nouvelle frontière du sud.

Que cette intention relève de l'information ou de *« l'intoxication »*, le ministre marocain de l'intérieur, M. Basri, annonçait en tout cas, mercredi soir, sous la tente des représentants des tribus, que son gouvernement allait armer mille cinq cents civils de l'Oued-Eddahab (nouveau nom du Tiris-El-Gharbia). La décision est habile, dans la mesure où elle est plus susceptible que les manifestations organisées samedi 11 août à Dakhla de convaincre de la *« marocanité »* les populations de la région. Elle viendra s'ajouter aux importantes dispositions prises pour renforcer la défense de la nouvelle province grâce au rapatriement désormais achevé avec l'aide américaine de mille cinq cents soldats marocains du Shaba et au repli en cours des six mille hommes stationnés en Mauritanie.

Plus timidement, le *front* diplomatique commence également à s'animer depuis quelques jours. A Rabat, avec la visite d'un émissaire irakien et des ministres des affaires étrangères mauritanien et ivoirien ; en Arabie Saoudite, où séjourne depuis samedi un conseiller du roi, M. Bensouda, et à Alger, où est arrivé, mercredi, venant de Mauritanie et du Maroc, le président de la sous-commission des affaires africaines de la Chambre des représentants américaine, M. Solarz. Mais, pour l'heure du moins, ostensiblement, on se prépare plus à agir qu'à négocier.

BERNARD GUETTA.

Liban

L'armée prend le contrôle du port de Beyr...

Israël

Judaïsme contre hellénisme

ASIE

Japon

AFIN DE RENFORCER SON CONTROLE SUR LE PARTI AU POUVOIR

M. Ohira souhaite provoquer des élections anticipées au début de l'automne

De notre correspondant

Tokyo. — Bien que l'annonce officielle n'en soit pas encore faite, personne ne doute plus au Japon qu'il y aura des élections générales fin septembre ou au plus tard début octobre. Le premier ministre, M. Ohira, avec l'art consommé de l'esquive qui est le sien, se contente de formules vagues. Cependant, symptômes qui ne trompent pas, des affiches électorales ont commencé à apparaître à travers le pays et le premier ministre a soudain ajourné l'introduction d'une T.V.A.

On s'attend, en général, dans les milieux politiques nippons que le premier ministre décide de convoquer une session extraordinaire du Parlement à la fin de ce mois, pour faire approuver les projets de lois qui restent en suspend, et dissolve la Chambre basse aussitôt après, des élections pouvant avoir lieu soit le 30 septembre, soit le 7 octobre.

Certes, aucun gouvernement qui juge utile pour asseoir son pouvoir d'user de l'arme de la dissolution n'est généralement en peine de trouver un prétexte. A condition que sa majorité le suive sur ce terrain. Précisément, c'est là que le bât blesse : les tergiversations et la valse-hésitation à laquelle se livre M. Ohira sont dues moins à sa prudence légendaire qu'aux âpres discussions qui se déroulent, au sein du Parti libéral-démocrate (P.L.D.), entre factions, clientèles regroupées autour d'un chef. Celles-ci ont théoriquement été dissoutes en 1977. Mais étant donné que rien n'a changé dans le fonctionnement du P.L.D., que la presse continue à parler des clans et que les milieux politiques sont toujours secoués par leurs luttes, on peut considérer cette « réforme » comme non avenue.

M. Ohira cherche avant tout à s'assurer les chances d'obtenir un second mandat de chef de gouvernement. Il manœuvre avec son groupe moins en fonction de l'opposition, trop faible et divisée actuellement pour le gêner, mais dans l'espoir de grignoter des sièges aux autres factions de la majorité. Celle du premier ministre, qui est en même temps président du parti majoritaire, partant dans la course électorale avec un avantage certain, les groupe rivaux s'opposent à son initiative. M. Ohira est d'autant plus vivement contré par ses adversaires qu'il s'est lui-même opposé à la dissolution de la Chambre basse, pour des motifs analogues aux siens, souhaitée par M. Fukuda, son prédécesseur.

Le seul argument dont dispose M. Ohira pour convaincre ses adversaires, c'est qu'il faut profiter de l'avance acquise par le P.L.D. aux élections locales d'avril (*le Monde* du 10 avril), car plus on attend et plus les problèmes sociaux risquent de s'aggraver et la chance de renforcer la majorité de s'échapper.

Un déluge d'argent

Les élections qui s'annoncent donneront lieu, comme par le passé, à une grande débauche financière. M. Niki, l'un des chefs du P.L.D., avait tenté, lorsqu'il était premier ministre, après le scandale Tanaka, d'assainir la vie politique. « M. Propre », comme on le surnomme, se fait à nouveau l'avocat de réformes sur la manière dont doit être menée la campagne électorale et en fait même une condition à son accord pour la dissolution de la Chambre. Sans mettre en doute sa bonne foi, on peut remarquer néanmoins qu'une réforme du système de financement du P.L.D. desservira d'abord M. Ohira et le clan Tanaka son allié, dont l'usage qu'il fait des fonds politiques n'est plus à démontrer (et a servi grandement, dit-on, à l'accession au pouvoir de M. Ohira).

Le monde politique nippon ayant été à nouveau secoué ces derniers temps par des scandales de pots-de-vin versés par des firmes aéronautiques américaines à des politiciens japonais, M. Ohira prendra sans doute certaines mesures destinées à apaiser l'opinion publique. Il a déjà « conseillé » fermement à M. Matsuno, ancien directeur de l'agence de défense, compromis dans l'affaire Mac Donnel-Douglas, de démissionner du P.L.D. Ce que ce dernier a fait d'autant plus volontiers que la commisération qu'éveillera cette sanction dans son électorat lui assure sa réélection... comme l'a prouvé celle en 1976 de M. Tanaka.

En attendant que les politiciens de la majorité aient terminé leurs arbitrages et se soient entendus sur la composition des « habits neufs » avec lesquels ils entendent se présenter devant l'électorat, la presse publie régulièrement le montant des fonds politiques, se chiffrant à des centaines de millions de yens, qui commencent à circuler au sein du P.L.D. et entre celui-ci et les milieux d'affaires.

PHILIPPE PONS.

Afghanistan

DES CENTAINES D'OPPOSANTS AURAIENT ÉTÉ BRULÉS VIFS OU ENTERRÉS VIVANTS PAR L'ARMÉE

Une trentaine de Soviétiques et une quinzaine d'Afghans auraient été tués, dimanche 13 août, au cours d'une émeute à Kandahar, dans le sud-est du pays, selon les opposants au régime de M. Taraki réfugiés au Pakistan.

Un chef de tribu de l'ethnie hazara, Wali Beg, a, d'autre part, lancé mercredi un appel d'Islamabad à la Commission des droits de l'homme des Nations unies pour qu'elle enquête sur « *le régime de terreur de l'armée afghane, qui se déchaîne contre la population musulmane* ». Il a affirmé que sa tribu combattait aux côtés des autres groupes ethniques afghans contre le « *régime au pouvoir aidé par l'Union soviétique* » et qu'elle contrôlait plus de 10 % du termerritoire du pays.

Selon un fonctionnaire international, qui s'est rendu à plusieurs reprises en Afghanistan, et que cite *l'International Herald Tribune* de ce jeudi, environ trois cents Hazaras ont été exécutés récemment par l'armée dans des conditions atroces, près de Kaboul. Citant le témoignage d'un fonctionnaire du régime, il rapporte, en effet, que cent cinquante-trois Hazaras amenés par camions ont été jetés à terre, arrosés d'essence et brûlés vifs. Les membres d'un deuxième groupe auraient été entassés dans une fosse et enterrés vivants à l'aide de bulldozers.

Cambodge

LE « PROCÈS » DE MM. POL POT ET IENG SARY S'EST OUVERT A PHNOM-PENH

Le « procès de MM. Pol Pot, Ieng Sary, et autres », dirigeants du régime khmer rouge renversé en janvier dernier lors de l'invasion du Cambodge par les troupes de Hanoï, s'est ouvert, mercredi 15 août, dans une salle de conférences de Phnom-Penh (*le Monde* du 10 août). Neuf chefs d'inculpation ont été retenus contre les deux « *prévenus* » — dont ceux de « *génocide et de massacre systématique* », d'« *esclavagisme* », de « *perversion des adolescents* », de « *sabotage de l'économie condamnant la population à la famine* », de « *poursuite de leurs crimes après avoir été renversés et d'abandon de l'indépendance et de la souveraineté nationales* ». Les accusés sont jugés par un « tribunal révolutionnaire du peuple » délégué par le régime pro-vietnamien de M. Heng Samrin.

Ce régime n'ayant toujours pas créé de ministère de la justice, c'est le ministre de la culture et de l'information, M. Keo Chanda, qui dirige les débats, qui doivent durer jusqu'au 19 août. Huit juristes étrangers, quatorze représentants d'organisations internationales et une trentaine de journalistes étrangers — venus pour la plupart du bloc soviétique — assistent au « procès », dont l'issue ne fait guère de doute. MM. Pol Pot et Ieng Sary, qui avaient été « *sommés de comparaître ou de se faire représenter par un avocat* », sont « *représentés* » par deux « *défenseurs* » commis d'office.

DÉCIDÉE SANS L'ACCORD DU HAUT-COMMISSARIAT POUR LES RÉFUGIÉS

L'« adoption » par Bonn de cent neuf enfants cambodgiens crée un précédent regrettable

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — La République fédérale d'Allemagne risque de créer un précédent fâcheux en adoptant 109 enfants cambodgiens — censés être tous des orphelins — par l'entremise exclusive de la Croix-Rouge thaïlandaise, sans vérification de leur situation familiale et sans avoir consulté au préalable le Haut-Commissariat des Nations unes pour les réfugiés (H.C.R.), intermédiaire obligé dans toute démarche concernant les réfugiés. Le transfert de Thaïlande en Allemagne de l'Ouest doit avoir lieu dans le courant de la semaine, indique-t-on de sources bien informées.

Les 109 enfants, âgés en moyenne d'une dizaine d'années, n'ont pas la qualité de réfugiés, du fait même de la discrimination opérée par les autorités de Bangkok. Considérés comme « immigrants illégaux », ils ont été sélectionnés par la Croix-Rouge thaïlandaise dans le camp de Khao-Larn, qui passe, avec celui de Ban-Len, pour avoir abrité longtemps un nombre élevé de soldats kmers rouges, leurs familles, et des milliers de civils qu'ils avaient entraînés dans leur fuite en Thaïlande.

En dépit de multiples tentatives, les autorités militaires thaïlandaises n'ont jamais permis aux organisations internationales, et particulièrement au H.C.R., d'assister et de protéger ces deux camps. Cependant, contrairement aux quarante-deux mille autres illégaux (arrivés sans encadrement kmer rouge), refoulés en juin dernier, ceux de Ban-Len et de Khao-Larn ont été autorisés à rester en Thaïlande. Les deux camps, placés sous la supervision de l'armée, bénéficient d'ailleurs de l'assistance de la Croix-Rouge de Bangkok.

En juillet, l'essentiel des militaires khmers rouges de ces deux camps — quelque trente mille hommes selon la presse locale — qui campaient depuis deux mois en Thaïlande ont regagné le Cambodge pour se battre contre les Vietnamiens. Plusieurs milliers de civils sont restés à Khao-Larn et n'ont toujours pas été transférés dans les camps jouissant de la couverture du H.C.R. C'est parmi eux que la Croix-Rouge thaïlandaise a sélectionné les cent neuf « orphelins ».

S'il convient de louer la R.F.A. pour sa politique à l'égard des réfugiés du Sud-Est asiatique, et notamment pour sa décision de ne pas appliquer de critères de choix comme la plupart des pays occidentaux, le caractère humanitaire de l'opération « orphelins » risque, pour deux raisons au moins, d'avoir par la suite des effets négatifs. D'une part, s'il n'est pas avéré que tous les enfants soient des orphelins : aucune mission allemande, aucun représentant du H.C.R. n'a été autorisé à se rendre sur place pour vérifier ce point. D'autre part, en court-circuitant l'autorité compétente, mandatée par la communauté internationale, la R.F.A. court le risque d'affaiblir encore le H.C.R. face aux autorités thaïlandaises, qui n'ont cessé d'invoquer les arguments de la souveraineté et de la sécurité nationales pour limiter leurs obligations humanitaires.

R.-P. PARINGAUX.

Union soviétique

Selon M. Tchernienko

LES POURPARLERS AVEC LA CHINE « COMMENCERONT INCESSAMMENT »

Moscou (*A.F.P. - Reuter*). — M. Léonid Brejnev a regagné Moscou, le mercredi 15 août, après sept semaines de vacances passées en Crimée, où il a reçu, comme chaque année, des dirigeants des pays socialistes européens, ainsi que M. Tsedenbal, chef du parti communiste mongol.

D'autre part, M. Tchernienko, secrétaire du comité central et membre du bureau politique du parti communiste soviétique, a déclaré à Frounzé (capitale de la Kirghizie), non loin de la frontière chinoise, que les pourparlers sur la normalisation des relations entre l'U.R.S.S. et la Chine « *commenceraient incessamment* ». C'est depuis plusieurs semaines la première déclaration soviétique officielle concernant ces négociations. M. Tchernienko, qui passe pour un très proche collaborateur de M. Brejnev, et qui a constamment été aux côtés du secrétaire général pendant ses vacances, a ajouté : « *Nous sommes prêts à fonder nos rapports avec la Chine sur les principes de la coexistence pacifique. Nous avons toujours été et nous demeurons des adversaires résolus de la pratique et de la théorie du maoïsme ; mais, en même temps, nous avons toujours fait et nous continuerons à faire tout le nécessaire pour normaliser les rapports entre nos pays.* »

A la suite de la décision des Chinois de ne pas proroger le traité d'amitié sino-soviétique qui vient à échéance en avril 1980, et après plusieurs échanges de notes, Moscou et Pékin se sont mis d'accord pour que des négociations visant à définir un nouveau cadre pour les relations d'Etat à Etat s'ouvrent dans le courant du mois de septembre, dans la capitale soviétique, au niveau des vice-ministres des affaires étrangères.

DIPLOMATIE

LES ARCHIVES DU QUAI D'ORSAY AU FORT DE SAINT-CYR

Une partie des archives diplomatiques déménagera dans les quatre ou cinq prochaines années, indique-t-on au ministère des affaires étrangères. Cette partie des archives sera installée dans le fort de Saint-Cyr à Bois-d'Arcy (Yvelines), dans des locaux libérés par des services de la météorologie nationale et qui iront en province. Ce déménagement est destiné à offrir une plus grande place au ministère des affaires étrangères. Resteront cependant à Paris : les dépôts récents susceptibles d'être consultés par les services du Quai d'Orsay, la bibliothèque et le service des traités dans sa totalité.

EUROPE

Irlande du Nord

A BELFAST

Une ville dans la ville : le Falls

De notre envoyé spécial

Seize sympathisants de la cause républicaine ont été arrêtés mercredi 15 août, au cours d'une rafle dans les quartiers catholiques de l'ouest de Belfast. Vingt et une arrestations ont été opérées le même jour à Lurgan, près de Belfast, où deux cents manifestants avaient construit des barricades, incendié des voitures et enfoncé des vitrines de magasins. Enfin, deux ressortissants pakistanais ont été blessés par balles à Belfast, dans un attentat revendiqué par l'IRA et qui visait des personnes travaillant pour l'armée britannique. Les deux hommes servaient le thé dans les camps militaires.

Belfast. — *Dix ans après les premières émeutes entre catholiques et protestants, la capitale de l'Ulster (trois cent vingt-cinq mille habitants) est une ville pantelante et défigurée. Ghetto catholique et ghetto protestant. No man's land et terrains vagues. Usines rouillées et fermées. Avec, en plus, la sinistre cohorte d'attentats à la bombe, de maisons soufflées et de quartiers abandonnés.*

Depuis 1969, soixante-dix-sept mille personnes l'ont fuie, soit 19 % de sa population : soixante mille protestants et dix-sept mille catholiques qui ne voulaient pas devenir minoritaires dans leurs quartiers d'origine respectifs. Quelque vingt-cinq mille maisons, situées surtout à la jonction des quartiers des deux communautés, ont été endommagées ou détruites. Cela donne ces rues mortes au cœur et à la périphérie de Belfast, ces emplacements à la terre brûlée, ces habitations aux portes et fenêtres murées par des blocs de parpaings.

Progressivement, les protestants se sont retirés dans les secteurs nord, est et sud de la ville, les catholiques dans l'ouest, tout en gardant quelques enclaves — Old Park, North Queen Street et The Markets — en territoire protestant. Et le « West Belfast », ville dans la ville, est devenu un problème pour les autorités. On l'appelle à présent le Falls, du nom de la Falls Road, née avec le développement industriel au dix-neuvième siècle. S'étirant sur près de 5 kilomètres, le Falls est une succession de quartiers ordonnés autour du même axe : la Lower Falls, avec ses immeubles cafardeux, les secteurs de Males, Ballymurphy et Turf Lodge, avec les maisons de poupée en brique qui suintent la pauvreté (1), Andersons et sa population de classe moyenne. Bref, un ghetto avec sa hiérarchie sociale.

S'il existe des maisons vides et donc libres dans le nord de Belfast, à la suite de cette nouvelle répartition géographique, l'Ouest, surpeuplé, craque de partout. Les autorités évaluent à soixante et onze mille le nombre des habitants de Falls.

Depuis longtemps, les catholiques demandent la construction de maisons neuves, la réparation des anciennes et l'extension du Falls, mais les « lenteurs » de l'administration font que la situation n'évolue guère. Dès 1971, pourtant, le gouvernement de Londres avait créé un service du logement en Irlande du Nord afin de mettre un terme à une politique indiscutablement discriminatoire dans la répartition des logements entre les deux communautés.

Le Falls, selon la volonté des forces de l'ordre, peut être coupé du reste de Belfast par un système de barrières bloquant les artères qui le relient au centre-ville. Le chômage y atteint une proportion de 30 %, alors que son taux moyen en Ulster est de 12,7 %. De plus, il varie selon les quartiers, oscillant entre 14 % et 50 %. La « logique de ghetto » est sensible aussi dans le domaine de l'emploi. Neil O'Connor, une quarantaine d'années, de classe moyenne, explique : « Mon nom révèle ma religion dès que je me présente. Je ne peux donc pas travailler en secteur protestant. » *En 1970, alors que les chauffeurs des autobus de Belfast, en grande majorité protestants, avaient refusé, pendant sept mois, de desservir le Falls, il avait fondé, avec six amis, une association des taxis de Falls. Partie de cinq taxis d'occasion, la petite coopérative gère aujourd'hui un parc de trois cent cinquante voitures.*

Chaque taxi a deux chauffeurs, qui rachètent leur véhicule et versent une cotisation mensuelle à l'association. Les tarifs sont fixes : 15 pence pour les adultes, 5 pour les enfants et les personnes âgées. Le succès des grosses voitures noires, qui circulent vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ne s'est jamais démenti. Les autobus, eux, traversent le Falls à vide ou peu s'en faut.

Falls vit en circuit fermé. Il a ses magasins, ses pubs républicains, ses églises, et cela semble lui suffire. La religion ? « Pour l'instant, c'est tout ce qu'il nous reste », *disent beaucoup.*

Cette semaine, le ghetto catholique a vécu l'anniversaire de l'arrivée des troupes britanniques en Ulster. Cette date en recouvre d'autres, plus anciennes. Mais qu'importe. Seul le présent compte. Pour les catholiques républicains, il signifie : « Nous gagnerons notre liberté. » *Ce n'est pas forcer le trait. De 40 % à 70 % des habitants de Falls, selon plusieurs recoupements, aspirent au départ des Britanniques de l'Irlande du Nord. Pour eux, les hommes de l'IRA provisoire ne sont pas des terroristes.*

LAURENT GREILSAMER.

(1) Une maison sur cinq en Ulster se situe en dessous des normes d'hygiène en vigueur, contre une maison sur quatorze en Grande-Bretagne (statistique de 1974).

Espagne

LES PARLEMENTAIRES ANDALOUS ONT PRÉPARÉ LE PROJET DE STATUT D'AUTONOMIE DE LEUR RÉGION

Madrid (*A.F.P.*). — Après le Pays basque et la Catalogne, l'Andalousie, la plus grande région d'Espagne, qui s'étend sur huit provinces et l'ensemble du sud du pays, prépare son autonomie.

Mercredi 15 août, à Séville, des parlementaires andalous appartenant à l'Union du centre démocratique (U.C.D., gouvernemental), au parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.), au parti communiste (P.C.E.) et au parti socialiste andalou (P.S.A.) ont présenté les grandes lignes du statut d'autonomie qu'ils ont négocié ensemble pour leur région.

Contrairement à la formule retenue pour le Pays basque et la Catalogne, le projet ne parle pas de la « *nation* » mais de la « *communauté autonome* » andalouse. Seul le P.S.A., qui avait obtenu cinq députés lors des élections législatives du 1er mars, entend défendre la « *nationalité* » andalouse lors des négociations successives qui devront, face aux représentants du gouvernement de Madrid donner une formulation définitive au projet.

Outre des prérogatives régionales en matière de finances et de justice, le projet considère les « *objectifs politiques* » de l'Andalousie à propos des problèmes de l'émigration et du chômage. Le texte rattache Gibraltar à la « *communauté autonome* » envisage « *une collaboration spéciale* » avec Ceuta et Melilla, enclaves espagnoles sur la côte du Maroc.

● *La grève des pompistes espagnols*, entamée lundi 13 août, a pris fin mardi, les syndicats et la partie patronale s'étant mis d'accord pour reprendre la négociation d'une nouvelle convention collective. Douze mille cinq cents policiers avaient été mobilisés pour assurer éventuellement la distribution et la sécurité des approvisionnements de dépôts de carburants. — (*A.F.P.*)

Le Monde

société

ÉDUCATION

LE STATUT DES PROFESSEURS DES UNIVERSITÉS

Le retour de Napoléon

(Suite de la première page.)

Selon une formule bien à nous, les « super-pairs » (trois quarts d'élus, un quart de nommés) de chaque discipline, réunis chaque année à Paris, décident des candidats à inscrire sur les « listes d'aptitude » aux fonctions de maître de conférences (2). Il s'agit des différentes sections, une par discipline, du comité consultatif des universités (C.C.U.). Dans certaines sections, il s'agit presque d'une formalité — tous les candidats ayant acquis les titres requis, c'est-à-dire la thèse d'Etat, étant inscrits sur la fameuse liste, — dans d'autres disciplines, une sélection plus ou moins sévère et selon des critères variables, est effectuée. Enfin, les universités puisent librement parmi ce vivier.

Le compromis explicité en 1968 entre le « national » et le « local » a été soumis à trois critiques de force bien inégale.

La première visait les critères retenus par ces « super-pairs » pour l'inscription sur la liste d'aptitude. Elle émanait le plus souvent des responsables de nouvelles institutions, comme les instituts universitaires de technologie ou les nouvelles filières universitaires à finalité professionnelle. Ils estimaient souvent, et avec raison, que des candidats les mieux qualifiés pour assurer un enseignement de type nouveau étaient refusés pour avoir commis des travaux de recherche appliquée, jugés impurs par les membres des sections correspondantes du comité consultatif.

La seconde critique portait sur la montée du népotisme ou des complaisances à l'égard d'une clientèle locale. Compte tenu de l'arrêt général de l'extension des effectifs des étudiants et de leur diminution parfois dramatique dans certaines disciplines, le nombre des nouveaux postes de professeurs créés par le ministère s'est considérablement réduit. Dans ces conditions, les universités tendent de plus en plus à réserver ces postes devenus si rares aux candidats locaux et, parmi eux, aux postulants les plus anciens. C'est-à-dire que les universités ferment bien souvent leurs portes aux candidats extérieurs même remarquables. Quelques universitaires ont dénoncé publiquement cette grave menace sur la qualité scientifique de l'université française.

Le pendule

La troisième critique a été exprimée sans ambages par Mme Saunier-Seïté. Elle a accusé les membres de certaines sections du comité consultatif de faire preuve de laxisme en inscrivant tous les candidats sur les listes d'aptitude. L'inscription sur ces listes étant traditionnellement considérée comme l'octroi d'un droit à obtenir un poste, le ministère et le gouvernement se trouvaient donc placés dans une situation peu enviable et, exploitée à fond par plusieurs syndicats. Faisant de ces listes des armes de guerre ils réclament des postes en s'appuyant sur le nombre des inscrits et non sur les besoins en enseignants supplémentaires.

La solution retenue par Mme Saunier-Seïté est simple. Les listes d'aptitude sont supprimées. Désormais les « super-pairs » du comité consultatif rebaptisé « conseil supérieur des corps universitaires » (C.S.C.U.) sont chargés d'admettre ou de refuser les candidats aux emplois réellement vacants dans telle ou telle université. Ils sont donc transformés en jury de concours.

Le pouvoir local est donc singulièrement réduit au profit d'un système de concours nationaux par discipline : c'est bien le retour à Napoléon.

L'autonomie sans chasse gardée à l'américaine n'ayant eu sur le terrain que bien peu de partisans en France, ce retour à nos traditions centralisatrices était-il évitable ? Les passions et les polémiques que vont susciter le « coup d'août » du ministre risquent d'étouffer tout débat de fond. Mais fallait-il aller si loin dans la réaction ?

Les protestations vigoureuses de certains syndicats vont porter sur l'atteinte aux « droits acquis » de leurs mandants. Mais il y a un autre perdant : les universités. La réduction considérable des débouchés pour les diplômés des universités a provoqué un effondrement des effectifs dans les voies d'études les plus dangereuses en termes d'emploi. Ces données socio-économiques, ainsi que la réduction des crédits de fonctionnement ont accru le pouvoir, encore bien limité des instances centrales des universités (conseil et président) au détriment de ceux des groupes de pression interne. Marche hésitante vers cette élaboration de politiques et de stratégies propre à chaque institution, rêvée à Caen et en 1968.

Comme cela a été souligné par quelques sociologues lucides, notamment Raymond Aron, Michel Crozier ou Alain Touraine, la constitution d'un véritable pouvoir de l'institution ne peut se produire que par une diminution de celui, exorbitant, de chaque groupe de disciplines et chaque professeur. Or le décret va singulièrement entraver ou ruiner les petits progrès qui avaient été effectués dans cette voie. Les pouvoirs du conseil et du président de l'université dans ce domaine capital du recrutement paraissent très faibles.

Ce retour pendulaire vers la centralisation est excessif. Il fait apparaître les énormes contradictions sous-jacentes depuis la loi d'orientation de 1968 ainsi que les ambiguïtés dans le jeu des différents acteurs : le gouvernement, le ministre des universités, les syndicats, les universitaires et aussi les partis politiques.

Retour révélateur des constantes hésitations françaises dans la dévolution des pouvoirs entre le national et le local. Mais un véritable accroissement du pouvoir local dans ce domaine comme dans d'autres remettrait en cause des privilèges et des situations acquises. Qui le veut ?

BERTRAND GIROD DE L'AIN.

(2) Sauf pour les trois disciplines où il existe un concours national de recrutement : droit, économie, gestion.

AVANTAGES ACQUIS

« La nuit du 4 août » annoncée n'a pas eu lieu : les « mandarins » non seulement conservent leurs prérogatives — trois heures de cours par semaine, — mais renforcent leurs positions au sein de la nouvelle instance nationale chargée des propositions de nomination : le Conseil supérieur des corps universitaires (C.S.C.U.). Au terme de navettes compliquées entre le recteur d'académie, le président d'université, les commissions de spécialistes, le conseil de l'université, le ministre et le nouveau C.S.C.U., les enseignants du haut de la hiérarchie pourront proposer au ministre les « bons » candidats.

« *Mon objectif est d'instituer un mode de recrutement et d'avancement équitable, sain, sans ambiguïté, sans pesanteurs administratives* », affirmait Mme Saunier-Seïté le 25 juin dernier. Même s'il est plus « sain » de ne promouvoir les enseignants qu'en fonction des postes disponibles — et non plus en se fondant sur leurs seuls mérites pour les inscrire sur une liste d'aptitude, — on ne peut pas dire que les pesanteurs administratives soient allégées.

Loin de trancher dans le vif comme elle en a exprimé l'intention à plusieurs reprises, Mme Saunier-Seïté s'est ralliée à un compromis prudent. On ne touche pas à des horaires de cours « *qui semblent trop légers à l'opinion publique mal informée* », alors même que les milieux universitaires bien informés savent pertinemment que les professeurs d'université, à l'étranger, ont souvent des horaires bien supérieurs à ceux de leurs collègues français. Cédant à la pression des universitaires autonomes, défenseurs du *statu quo*, Mme Saunier-Seïté n'a pas touché aux obligations de service des plus favorisés — alors qu'elle a doublé le service des assistants pour décourager les « parasites », par le fameux décret du 20 septembre 1978. Elle se contente de renforcer les contrôles avant le recrutement des futurs enseignants titulaires. Elle autorise même avec l'« éméritat » le prolongement d'activité de professeurs qui ont atteint l'âge de la retraite (1).

En durcissant la procédure de recrutement « à la base » et en épargnant ceux qui jouissent de situations acquises, le ministre des universités favorise une fois de plus ceux qui sont déjà « *dans la place* ». En faisant disparaître — sur le papier — les candidats à une promotion (listes d'aptitudes), elle désamorce l'éternelle revendication des syndicats, naturellement portés à la défense des candidats déclarés « aptes ». C'est un habile tour de passe-passe, mais ce n'est pas le moyen de « *débloquer les carrières* ».

ROGER CANS.

(1) L'article 34 du décret du 9 août, publié au *Journal officiel* du 15 août, sur le nouveau statut du corps des professeurs des universités prévoit, en effet, que les professeurs admis à la retraite pourront pour une durée d'un an renouvelable recevoir le titre de professeur émérite par arrêté du ministre sur proposition de la commission de spécialistes compétente. Ils pourront diriger des séminaires, des thèses et participer à des jurys de thèse.

Les modalités des concours

Le décret « *portant statut particulier du corps des professeurs des universités* » publié au *Journal officiel* du 15 août (*le Monde* du 16 août), précise comme suit les modalités des concours donnant accès au professorat des universités :

● CONCOURS D'AGREGATION :

« Les concours d'agrégation (...) sont ouverts dans les disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion et dans les disciplines pharmaceutiques. Ils peuvent être institués par décret dans d'autres disciplines après avis de la formation compétente du conseil supérieur des corps universitaires (...) (1).

» Les épreuves doivent comporter une discussion des travaux du candidat et au moins une leçon. L'admissibilité est prononcée soit après la discussion des travaux, soit après la discussion des travaux et une leçon.

» Le jury de chaque concours comprend le président nommé par arrêté du ministre des universités parmi les professeurs de la discipline considérée et six autres membres nommés par arrêté du ministre des universités sur proposition du président du jury.

» Quatre au moins de ces membres doivent être professeurs de la discipline considérée. Les autres membres du jury peuvent être choisis parmi les professeurs d'une autre discipline ou les personnalités françaises du secteur public ou privé connues pour leurs compétences ou leurs travaux dans des domaines liés à la discipline considérée. »

● NOUVEAU CONCOURS :

Pour chaque poste offert au concours par un établissement universitaire, « les candidatures adressées par le recteur au chef de l'établissement affectataire du ou des emplois sont soumises à la ou aux commissions de spécialistes compétentes de l'établissement (...) et ne comprenant que des professeurs titulaires. (...) Les commissions concernées réunies ou le groupe de commissions arrêtent la liste de classement des candidats retenus qui comporte deux noms au moins et quatre au plus, sauf lorsqu'il n'y a qu'un seul candidat ou lorsqu'aucun candidat n'est retenu.

» Dans chaque cas, la liste de classement est immédiatement transmise par le chef de l'établissement au conseil de l'université siégeant en formation restreinte aux professeurs. (...) La liste des candidatures enregistrées, les notices individuelles des candidats, les rapports présentés sur chacun d'eux devant les commissions de spécialistes, la liste de classement et les dossiers des candidats retenus ainsi que l'avis du conseil restreint, sont adressés par le chef d'établissement au recteur chancelier qui les transmet au ministre des universités.

» Le ministre saisit la section du Conseil supérieur des corps universitaires, à laquelle correspond l'emploi à pourvoir. Le président de la section désigne, pour chacun des candidats retenus, deux rapporteurs qui établissent chacun un rapport écrit. La section entend les rapporteurs hors la présence des intéressés. Cette audition est suivie d'une discussion entre chaque candidat retenu et les membres de la section ; la discussion porte sur les travaux et titres du candidat et toute autre question en rapport avec sa spécialité. Le candidat admis par la section est proposé au ministre des université en vue de sa nomination. »

(1) Les décrets ne concernent ni la médecine, ni l'odontologie.

QUARANTE MILLE ENSEIGNANTS

Les nouveaux décrets sur les professeurs des universités (*le Monde* du 16 août) intéressent, à des titres divers, quelque quarante mille enseignants du supérieur. Pour l'année universitaire écoulée (1978-1979), on comptait, en effet, 15 077 assistants, 14 742 maîtres-assistants, 5 198 maîtres de conférences et 4 619 professeurs — sans compter quelques centaines d'enseignants associés, — dont les traitements s'échelonnent entre 3 000 F et 13 000 F par mois, suivant la classe (2ᵉ, 1ʳᵉ ou exceptionnelle) et l'échelon (onze en tout).

Les effectifs de ces enseignants ont suivi une progression vertigineuse puisque, au total, on dénombrait 503 professeurs en 1880, 1 048 en 1909, 1 145 en 1930 contre 8 000 en 1960... 30 000 en 1969 et 38 000 en 1975.

Si l'on se borne aux enseignants de rang magistral (professeurs et maîtres de conférences) et aux maîtres-assistants, les chiffres sont les suivants : 723 en 1928, 8 680 en 1965, 15 421 en 1969, 20 850 en 1975, 24 549 en 1978. On prévoit qu'ils seront environ 28 000 en 1980, année de pointe, qui devrait être suivie par un ralentissement du recrutement. C'est donc dès maintenant que les possibilités d'accession au professorat des universités vont commencer à se restreindre. Les universitaires entrent dans le tunnel... — R. C.

A Palaiseau (Essonne)

UNE PRINCIPALE DE COLLÈGE EST SANCTIONNÉE POUR FAIT DE GRÈVE

La principale du collège Joseph-Bara de Palaiseau (Essonne), Mme Lauraine, sanctionnée pour avoir participé à la grève nationale du 17 mai dernier, a reçu un avis de mutation d'office. Le maire de Palaiseau, M. Robert Vizet, député communiste, a écrit au recteur de Versailles et au ministre de l'éducation pour demander la levée de la sanction, « *en contradiction avec le statut des fonctionnaires et les principes de liberté d'opinion que les travailleurs de notre pays avaient conquis avec les communistes au gouvernement* ».

RELIGION

SELON UNE ENQUÊTE DE « LA VIE »

La désaffection pour l'Eglise s'amplifie chez les jeunes femmes catholiques

La définition, en 1950, par Pie XII, de l'Assomption corporelle de la Vierge Marie au ciel, fêtée le 15 août, marque l'apogée du culte rendu par l'Eglise romaine à la mère du Christ, considérée comme une femme parfaite. En dépit de cette idéalisation de « la » femme, la hiérarchie ecclésiastique traite souvent « les » femmes comme des êtres faibles, sous tutelle, qui ne peuvent pas accéder à des postes à responsabilité dans l'Eglise. Une enquête de « la Vie » révèle que les femmes catholiques, surtout les plus jeunes, n'acceptent plus cette discrimination à leur égard.

Après avoir perdu la classe ouvrière à la fin du siècle dernier, l'Eglise est-elle en train de perdre les femmes ? C'est ce qui semble ressortir d'une enquête que publie *la Vie* dans son numéro du 16-22 août (1) : 9 % seulement des femmes françaises de 18 à 34 ans vont à la messe tous les dimanches, alors que la moyenne nationale, tous âges confondus, est de 12 %.

Et, même parmi les pratiquantes, plus d'un quart déclarent ne pas être, ou peu, intéressées par les positions des autorités de l'Eglise sur l'avortement et la contraception. 76 à 85 % des femmes catholiques de 18 à 34 ans d'autre part n'attendent aucune aide de l'Eglise dans leur vie personnelle, familiale, sociale ou professionnelle (40 % pour les pratiquantes tous âges confondus). Pour ce qui est de la participation des femmes aux prises de position de l'Eglise, la moitié des 18-34 ans la considère comme inexistante ou beaucoup trop faible et le quart de l'ensemble des femmes catholiques partage cet avis.

Le droit de prêcher pour les femmes

Comment expliquer ce jugement sévère porté sur leur Eglise par des femmes longtemps considérées comme dociles et pieuses ? Dans l'éditorial de *la Vie*, Mlle Geneviève Laplagne, rédactrice en chef, réclame pour les femmes le droit de prêcher et d'intervenir davantage dans les paroisses et les diocèses, « *en attendant le jour où, peut-être, elles pourront être ordonnées* ».

« *Je lis avec attention ce qui s'écrit autour du nouveau pontificat de Jean-Paul II,* poursuit Mlle Laplagne. *On parle volontiers à son endroit de « réveil de l'Eglise », d'un « souffle », d'un dynamisme nouveau. Mais le vrai renouveau de l'Eglise peut-il avoir lieu si l'on continue à laisser les femmes à une place de second plan, à l'écart des lieux d'études et de décisions ? Cette attitude semble d'autant plus aberrante que nous sommes à une époque où des femmes occupent des postes-clés : chef d'Etat, ministre, P.-D.G., etc.* »

Ces critiques paraissent trouver leur justification dans les premières, et encore discrètes allusions du pape au rôle de la femme. Il propose volontiers Marie comme modèle, en tant que mère et épouse, à la femme catholique. Lors de son voyage en Pologne, il s'est adressé aux mineurs de la Haute-Silésie en ces termes :

« *Par le travail, l'homme adulte doit gagner les moyens nécessaires à la subsistance de sa famille. La maternité doit être traitée dans le politique et dans l'économie du travail comme une grande fin et un grand devoir en elle-même. A elle, en effet, est lié le travail de la mère, qui enfante, qui allaite, qui éduque et que personne ne peut remplacer. Rien ne peut remplacer le cœur d'une mère, qui, dans une maison, est toujours présent et toujours attend.* »

La femme « toujours attend »

Cette image traditionnelle de la femme au foyer qui « *toujours attend* », dévouée à son mari et à ses enfants, n'est pas faite pour satisfaire les militantes féministes. Dans le dossier présenté par *la Vie*, le théologien Jean-Marie Aubert, professeur à l'université de Strasbourg, interrogé par Didier Williame sur l'antiféminisme de l'Eglise, ne mâche pas ses mots. Pour lui, le mépris de la femme, déjà affiché en termes souvent violents par les Pères de l'Eglise, est un héritage du monde gréco-romain et une trahison de l'Evangile : des hommes d'Eglise misogynes ont ensuite essayé de justifier leur attitude par des arguments théologiques.

« *La femme est considérée comme un être dangereux, suspect,* déclare le Père Aubert. *On ne peut lui faire confiance, puisqu'elle a, à la fois, été tentée par le démon puis a réussi à tenter Adam. Il faut donc l'isoler, la marginaliser.* » Et de conclure : « *Les chrétiens qui quittent aujourd'hui l'Eglise sur la pointe des pieds sont souvent des femmes. De jeunes femmes qui ne croient pas utile de se battre pour changer les choses.* »

Cette discrimination à l'encontre des femmes n'est pas propre, toutefois, à l'Eglise catholique. A la conférence sur « Foi et science » organisée récemment au M.I.T. (Massachusetts), par le Conseil œcuménique des Eglises, les femmes représentaient moins de 20 % des délégués, et deux seulement d'entre elles ont fait des discours en séance plénière. Comme l'a fait remarquer l'une de celles-ci : « *Les sujets que nous discutons, notamment ceux qui touchent à la bioéthique, concernent la femme en premier lieu, et nous en avons assez de voir tous les pouvoirs de décision monopolisés par les hommes.* »

L'année prochaine, les évêques français doivent publier un document sur *les Femmes dans la société et dans l'Eglise* ». Une occasion à ne pas manquer d'écouter « *l'autre moitié du ciel* », selon la définition poétique des femmes, attribuée à Mao.

ALAIN WOODROW.

(1) *La Vie*, n° 1772, du 16 au 22 août, 163, boulevard Malesherbes, 75849 Paris Cedex 17, 4 F.

DÉFENSE

« EUROSHIMA »

de René Cagnat, Guy Doly et Pascal Fontaine

Du livre *Euroshima* que ses auteurs : deux officiers, Guy Doly et René Cagnat, et un universitaire, Pascal Fontaine, consacrent à la sécurité européenne, on ne sait trop ce qu'il faut apprécier le plus : le jugement, souvent sévère, mais argumenté, sur l'incapacité des Etats libéraux à relever le défi militaire de la puissance soviétique, ou la naïveté des solutions proposées — à peine ébauchées et pas toujours originales — pour organiser une véritable défense européenne qui restât solidaire de l'alliance atlantique.

Au départ de leurs réflexions, une profession de foi qui entraîne les trois auteurs de ce livre, convaincus de la nécessité de résister à la « *finlandisation* » ou à la « *subversion* » de l'Europe par l'armée rouge, à proclamer : « *L'organisation européenne de la défense ne saurait se concevoir indépendamment de l'alliance américaine, et encore moins contre elle, sans faire le jeu de l'adversaire stratégique.* »

Cet adversaire stratégique, l'un des trois signataires d'*Euroshima*, croit bien le connaître, puisque le lieutenant-colonel Guy Doly, sous le pseudonyme de François, lui avait, au début de cette année, consacré un roman de stratégie-fiction, *la Sixième Colonne, si les Russes attaquaient* (*le Monde* du 26 janvier 1979), au style un peu sommaire. Le même jeune officier supérieur, il y a deux ans environ, avait déjà écrit un ouvrage sur la défense européenne, intitulé *Stratégie France-Europe*, qui a beaucoup de parenté avec *Euroshima*.

C'est dire si le lecteur se trouvera, avec ce nouveau livre, en pays de connaissance et s'il aura le sentiment du déjà lu, presque du ressassé malgré l'apport, difficile à discerner, des deux autres coauteurs.

La vraie sécurité des Français passe désormais par l'union européenne, constatent Guy Doly, René Cagnat et Pascal Fontaine. Et s'il existe des risques que la dissuasion nucléaire renforce l'Etat-nation, alors il faut développer la crédibilité des moyens classiques et la mettre au service d'une communauté européenne de défense, nouvelle formule. C'est une thèse à laquelle sont aujourd'hui sensibles de jeunes officiers de l'armée de terre française, parce qu'ils n'ont aucun rôle effectif et déterminant dans l'emploi de l'arme nucléaire.

Les difficultés commencent, pour les auteurs, lorsqu'il s'agit de bâtir cette sécurité européenne sous l'égide d'un exécutif qui serait le Conseil européen à défaut d'être, un jour, un président de l'Europe élu au suffrage universel.

Comment concilier l'existence d'une dissuasion nucléaire britannique avec celle de la force stratégique française ? Comment concevoir une organisation commune des forces classiques dans les autres pays européens qui devraient accepter le « parapluie » nucléaire de Londres et de Paris ? Comment coexisteraient les Etats-Unis et cette Europe militaire intégrée ? Quelles délégations — qui ne seraient pas des abandons de souveraineté nationale — consentirait chacun des pays européens à la défense communautaire ?

Autant de questions auxquelles les auteurs d'*Euroshima* tentent, après bien d'autres théoriciens des institutions européennes, de répondre dans le dernier quart de leur livre, sans toujours réussir à éviter les pièges inhérents à toute construction de l'esprit.

JACQUES ISNARD.

★ *Euroshima*, de René Cagnat, Guy Doly et Pascal Fontaine, 176 p., éditions Media.

MÉDECINE

● *M. Henri Dadolle, qui avait été l'objet d'une greffe du cœur,* le 26 novembre 1978 à Lyon, dans les services du professeur Dureau de l'hôpital Louis-Pradel, est décédé, le 15 août, à Saint-Etienne Souffrant d'une cardiopathie coronarienne, ce jeune électromécanicien stéphanois de trente ans avait reçu le cœur d'un jeune homme victime d'un accident de la route. Trois crises successives de rejet, le 28 janvier dernier, avaient nécessité une deuxième transplantation.

JEUNESSE

● *Journée de vacances pour les « oubliés ».* — La fédération de Paris du Secours populaire français organise, le samedi 18 août, une journée à la plage de Villennes-Médan (Yvelines) pour les enfants « oubliés des vacances » Il reste quelques places disponibles (gratuites pour les enfants de 6 à 12 ans).

(*) S'adresser à la Fédération de Paris du Secours populaire français, 13, rue de Bellefond, 75009 Paris, tél. 285-16-32. Des dons peuvent être envoyés au C.C.P. 18.969.99 X Paris.

APRÈS LA TEMPÊTE EN MER D'IRLANDE

Au moins 17 morts dans le Fastnet

Le Fastnet 1979, dernière épreuve de l'Admiral's Cup, restera synonyme de drame : au moins dix-sept morts, vingt-deux voiliers naufragés ou coulés, tel était, jeudi matin 16 août, le bilan encore provisoire de l'ouragan qui s'est abattu le 14 août sur les quelque trois cent trente concurrents de cette épreuve (« le Monde » du 16 août). Les recherches se poursuivaient en mer d'Irlande et on avait localisé les huit bateaux encore portés manquant jeudi matin.

« C'est la plus mauvaise expérience de ma vie », a déclaré M. Edward Heath, l'ancien premier ministre britannique, dont le yacht, « Morning Cloud », est arrivé le 15 août à Plymouth. Une première estimation du montant des pertes matérielles fait état de 5 millions de livres (45 millions de francs), et un député travailliste se serait déjà inquiété auprès du chancelier de l'Echiquier du coût des secours pour le contribuable britannique.

D'ores et déjà, une polémique s'est engagée sur les responsabilités dans ce désastre unique dans les annales du yachting. Les organisateurs du Fastnet reçoivent deux types de critiques : pour les uns, la course aurait dû être annulée à l'approche de l'ouragan ; pour les autres, les bateaux trop petits et trop légers devraient être écartés de ce type de compétition. Les organisateurs répliquent qu'il appartient aux propriétaires de préparer leurs bateaux du mieux possible et d'évaluer les conditions météorologiques, tout en soulignant que la compétition est devenue tellement serrée que les équipages n'ont jamais été aussi téméraires.

Des faiblesses du matériel et des hommes

Il a fallu une tempête exceptionnelle avec pertes de vies humaines pour que les Français entendent parler du Fastnet et de l'Admiral's Cup, ce championnat du monde de la course au large demeurant à peu près ignoré du grand public jusqu'au drame du mardi 14 août.

Voici donc à nouveau posé le problème de la sécurité en mer qui, chaque été, fait déferler les inexactitudes et les outrances. Il semble utile de noter dès l'abord que, si le nombre des décès enregistré par la plaisance varie d'une année à l'autre selon les conditions météorologiques, il se situe en général autour de vingt à vingt-cinq par an dans la France. vingt-cinq par an pour la France. Compte tenu de la faveur dont jouit cette activité et des imprudences commises par certains, il n'est pas possible de considérer la voile comme meurtrière. Qui plus est, le nombre des disparus demeure à peu près constant alors que la plaisance se développe : en 1965 on avait relevé vingt-et-une pertes de vies humaines pour une flotte quatre à cinq fois moins importante qu'aujourd'hui. La sécurité s'améliore donc constamment.

Rappelons, de plus, que les plans et le dossier de tout nouveau modèle de bateau doivent, avant sa construction (à l'unité ou en série), être agréés par une commission spéciale ; qu'un matériel de sécurité bien défini doit être présent à bord ; que des zones de navigation (éloignement maximal de la côte) sont fixées pour chaque catégorie de voiliers.

Cela dit il est certain que le port systématique des gilets de sauvetage et, sur les unités plus importantes, de harnais de sécurité permettrait d'abaisser encore le nombre des accidents graves.

En matière de secours, les trois CROSS (Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage) de la Manche, de l'Atlantique et de la Méditerranée coordonnent avec efficacité depuis Jobourg (Manche), Etel (Morbihan) et Toulon (Var) les opérations menées à partir des côtes françaises.

Des bateaux trop légers

En ce qui concerne la Fasnet, cette épreuve créée en 1925 et disputée les années impaires a été courue vingt-huit fois sans aucun incident. Depuis douze ans, la course n'avait posé aucun problème aux concurrents, alors qu'en 1967 on avait enregistré trente abandons sur quarante-deux participants. Mais, au fil des ans, la course au large se durcit. Par gros temps, les équipages ne mettent plus à la cape, ils continuent à lutter et ne renoncent à courir qu'à la dernière extrémité, généralement en cas d'avaries.

Celles-ci deviendraient-elles plus fréquentes ? Comment le nier ! Depuis peu, les architectes navals ont amélioré l'efficacité des coques et des gréements beaucoup plus que leur robustesse. Sous l'influence des bureaux de dessin néo-zélandais, très imaginatifs, les chantiers proposent des bateaux de plus en plus légers, souvent vulnérables, parfois fragiles. Des coques se brisent. Les ruptures de gouvernail se multiplient. Le *Morning Cloud* de M. Edward Heath, l'ex-premier ministre conservateur britannique, a été deux fois victime de cet accident qui est également survenu à plusieurs autres bateaux, parmi lesquels l'irlandais *Regardless*, alors qu'il se trouvait à 4 milles du rocher du Fastnet. Ce voilier était en tête du classement individuel de l'Admiral's Cup.

Les faiblesses de construction provoquent des naufrages qui, par miracle, ne s'accompagnent parfois d'aucune perte de vie. On l'a vu naguère avec des trimarans désarticulés dans l'Atlantique ; on vient de le voir avec le *half-tonner* de Pierre Follenfant, dont la coque a été écrasée par une lame dans la course de *l'Aurore*. Au surplus, dans ce dernier cas, le canot de sauvetage pneumatique ne s'est pas gonflé ! De telles défaillances ne sont pas admissibles.

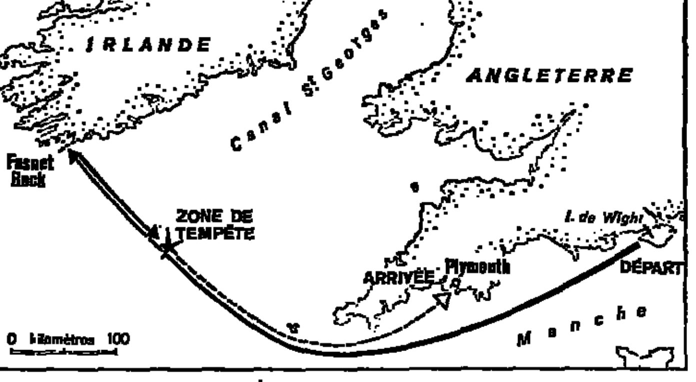
Vers une révision du règlement

A ces faiblesses du matériel, il faut ajouter celles des hommes. Les trois cent trente-trois bateaux qui ont pris, samedi dernier, le départ du Fastnet avaient à leur bord quelque trois mille équipiers de valeur très diverse, allant des navigateurs éprouvés de l'Admiral's Cup aux promeneurs qui tiennent, une fois dans leur vie, à participer à la plus grande course du monde. On a remrqué que les gros bateaux ont mieux résisté à la tempête que les petits : mais, dans le Fastnet, les gros disposaient souvent d'excellents équipiers.

Certains demandent que les courses au large soient annulées ou différées dès que les conditions paraissent dangereuses. Mais où commence le danger ? Il appartient à chaque chef de bord de prendre ses responsabilités, d'apprécier si ses équipiers et son bateau peuvent ou non prendre le départ, s'ils sont prêts. Prêts à quoi ? A tout ou à presque tout. Par exemple à des vents de force 10, rarissimes, certes, mais la mer demeure imprévisible. La météo britannique a naturellement été mise en cause. Le mauvais temps était attendu, mais l'ouragan est survenu brutalement, avec une violence stupéfiante. Ni le gardien du phare du Fastnet, Reggie Sugrue, ni le patron du canot de sauvetage de Baltimore (à l'extrême sud de l'Irlande), Chris Collins, n'avaient jamais observé un temps pareil au mois d'août. Et de grands navigateurs internationaux, ayant fait une ou deux fois le tour du monde, n'avaient jamais rencontré semblable tempête dans l'Atlantique.

Faut-il interdire les épreuves de haute mer par crainte des ouragans ? Certainement pas, mais il faut tirer très vite les leçons de ce drame. Sur le plan du sauvetage, l'efficacité de l'hélicoptère se confirme de façon éclatante. D'après un bilan provisoire, il semble que ces appareils auraient sauvé plus de monde que tous les bateaux réunis. Sur le plan sportif et technique, Keith Ludlow, responsable de la jauge au RORC (Royal Ocean Racing Club), estime que le Fastnet de 1979 hâtera la révision des règles relatives à la robustesse des coques. Nous sommes là au cœur du problème de la sécurité, pour ne pas parler naturellement de la lucidité des chefs de bord et de la valeur des équipiers.

YVES ANDRÉ.



LES TÉMOIGNAGES DES RESCAPÉS

« La pire expérience de ma vie »

déclare M. Edward Heath

De notre correspondant

Londres. — « *Ce fut la pire expérience de ma vie, personne ne voudrait la vivre deux fois* » : le visage tiré, l'ancien premier ministre Edward Heath raconte sur le port de Plymouth comment *Morning Cloud* a été couché par une rafale de force 10, après avoir viré le rocher du Fastnet. « *Je me trouvais à ce moment à la table à cartes, j'ai été renversé, et j'ai reçu des coups sur tout le corps. Nous avons fini avec un tourmentin* ».

Arthur Moss, resté seul une heure à bord du *Camargue*, après l'évacuation de ses sept équipiers, fait un récit encore plus impressionnant : « *Tout d'un coup, mes vêtements se sont déchirés, ma montre-bracelet a été arrachée, puis notre gouvernail est parti. Jamais je n'avais pensé que je verrais un gouvernail complet avec un homme attaché planer sur les flots* », ajoute-t-il en remerciant Dieu d'avoir créé les harnais de sécurité. Finalement Moss dut, lui aussi, se faire évacuer par un hélicoptère : « *Ce n'est pas tant le vent que les vagues monstrueuses qui nous ont vaincus* ».

D'autres, trop choqués moralement, refusent de parler. Steve Taft, un équipier du bateau américain *Imp*, a couru 2 kilomètres aussitôt après avoir mis pied à terre pour trouver un téléphone. Puis il a quitté Plymouth : « *Je prends le premier train que je peux et je fiche le camp de cet enfer.* » Jim Hardy, le skipper du voilier australien *Impetoos*, qui n'a jamais vu de vagues immenses et rapides que mardi, cite Byron : « *L'homme marque la terre de désastres mais son empire s'arrête au rivage* ».

Pour beaucoup, c'est l'heure des remises en question. Tom Mc Loughlin, équipier américain du yacht français *Accanito*, en est « *à se demander sérieusement si la course de plaisance vaut la peine. Il est sans doute temps pour certains d'entre nous de reconsidérer totalement notre attitude face à la compétition et à l'attrait de la victoire.* »

Pourtant, quelques déclarations donneront raison à ceux qui accusent la témérité ou l'inexpérience de certains équipages. Celles de Syd Fisher par exemple, le capitaine de l'équipe australienne dont le yacht, *Raga Muffin*, doit être proclamé vainqueur officiel de l'Admiral's Cup : « *Il n'y avait rien d'inhabituel. Nous rencontrons souvent ce type de temps, même dans la Hobart, et nous sommes habitués à courir dans ces conditions.* »

(Intérim.)

DANS LES HAUTES-PYRÉNÉES

Séron sous l'emprise du Malin

De notre envoyé spécial

Séron. — Le doute a gagné les esprits des deux cent cinquante habitants de la commune de Séron (Hautes-Pyrénées) et de quelques autres : soixante-dix incendies inexpliqués se sont attaqués, depuis le 6 août, aux draps, aux nappes et aux édredons des armoires les plus hermétiques et des pièces les plus closes de la ferme de M. Lahore, un agriculteur âgé de soixante-deux ans. Toute la dot de madame, et notamment une coiffeuse qu'elle affectionnait particulièrement, est partie en quelques jours en fumée.

Les voisins ont prêté main forte ; un tour de garde a été organisé nuit et jour ; un médecin a été appelé pour sonder le moral de la famille ; les gendarmes, en contrôlant avec un zèle inhabituel les pneus lisses et les stationnements illicites, ont chassé les touristes désœuvrés venus nombreux à Séron pour « voir le jeu ». La pluie du 15 août avait également dissuadé plus d'un curieux — « Quand Notre-Dame passe, terre glace », *dit-on dans le pays.*

Les journalistes, dans la cour de la ferme, ont joué à Rouletabille : l'un accusait des insectes microscopiques d'un type nouveau transportant des substances inflammables ; un autre expliquait l'inexplicable par la présence à 8 kilomètres d'une base aérienne où seraient expérimentés des mélanges chimiques très particuliers. Un troisième, qui a fait analyser, à Toulouse, quelques lambeaux de vêtements, n'écarte pas l'hypothèse d'une nappe de pétrole à fleur de terrain.

Mme José, la voyante de Tarbes, vite accourue et photographiée en grand dans le journal, a emporté un morceau de tissu pour le tremper dans un bénitier. Ce 15 août on attendait, mais en vain, M. Lignon, professeur de parapsychologie à Toulouse : sa thèse qui imputait « à un adolescent mal dans sa peau » *la responsabilité des incidents semblait gagner du terrain.*

Personne, pourtant, parmi les officiels, ne comprend : en trente ans de carrière, l'officier de gendarmerie n'a jamais vu pareille affaire. Croyant, mais non pratiquant, il a pourtant fait appel au Père Julien, le curé exorciste du département. Le maire de la commune, M. Lagarde, qui a succédé à son père voici vingt ans, a de bons amis communistes et un chien, Itou, *très bien dressé. Radical valoisien, il souhaite, en pragmatique, que* « l'affaire retourne à son mystère ». *Le sourcier, lui, veut rester secret, et le curé du village, un homme de nerf, paraît-il, refuse également de faire la moindre déclaration : c'est normal, vous dit-on, que cette victoire du Malin le laisse silencieux.*

L'hypothèse d'un geste criminel, en tout cas, est écartée par tous. Certes, en avril dernier, un des jeunes garçons de l'Asistance publique, recueilli par la famille Lahore, avait bien mis le feu, intentionnellement, à la grange. Mais aujourd'hui il est loin. Bien sûr, le maire n'a pas vu lui-même un de ces incendies, mais il connaît des témoins dignes de foi. Enfin, il est vrai que l'adjudant de gendarmerie n'a vu, de ses yeux vu, qu'un seul des incendies — encore, précise-t-il, pas à l'origine mais bien après son déclenchement. Les faits, pourtant, sont là, vous dit-on ! l'édredon n'a-t-il pas brûlé à quelques mètres de la porte de la cuisine, à une heure du matin, alors que la famille prenait le café ? Et n'est-ce pas dans la plume que le diable se dissimule pour entrer dans les maisons ? Et les vêtements de Michèle, une jeune fille de l'Assistance publique placée elle aussi à la ferme, ne se sont-ils pas enflammés tout seuls ? Des questions plus précises sur le déroulement de ces scènes semblent de toute façon déplacées aux gendarmes qui attendent l'avis des experts et, en attendant de recevoir compteurs Geiger et caméras spéciales, passent l'essentiel de leur temps à réconforter la famille.

Les assurances vont payer

Très secoués, au dire de ceux qui les voient, M. et Mme Lahore semblent pourtant faire face. Durant ces huit jours, ils ont dormi sans l'aide de médicaments et ont mangé normalement, continuant de mener une existence de bons chrétiens, après trente-cinq ans de mariage passés à élever trois fils et à donner leur sang, disent-ils, chaque fois que l'occasion s'en présentait.

Certes, leur situation matérielle n'est pas aisée. Quatorze hectares dans les Hautes-Pyrénées ne leur rapportent guère ; et il sera dur, après ces événements, de reprendre en garde ces enfants de l'Assistance publique qui procuraient au ménage 2 000 F par mois : « Mieux vaut être prudents », *disent-ils.*

Les assurances, par chance, vont payer — il y en a, d'après eux, pour des millions (anciens) — d'autant qu'ils avaient opté, sans le savoir, pour une surprime pour « pertes indirectes » *— qui couvre vêtements, édredons et linge perdus — et pour une clause qui leur assure le remboursement de tous les contentieux éventuels avec les compagnies. Mais ces gens qui* « adorent les enfants », *vous disent à mots couverts qu'ils ont tout simplement été* « mal payés de retour » *par ces adolescents de l'Assistance publique : l'un, donc, a brûlé la grange au mois d'avril ; un autre pourrait bien être le médium, parce que* « mal dans sa peau », *dont on commence à parler de plus en plus comme responsable des incendies. Quoi qu'il en soit, le surnaturel n'étant pas prévu dans les codes, la justice a ouvert une information qui a été confiée à un juge d'instruction de Tarbes. Celui-ci a, d'entrée, très prosaïquement demandé une analyse scientifique des lambeaux de tissus brûlés.*

NICOLAS BEAU.

FAITS ET JUGEMENTS

Un juge menacé par un homme qu'il avait condamné.

Un magistrat, M. Joseph Doll, soixante ans, premier juge au tribunal d'instance de Strasbourg (Bas-Rhin), détaché à Haguenau, a été agressé lundi 13 août, place de la Mairie à Haguenau par un jeune homme, M. Bernard Meckès, dix-neuf ans qu'il avait condamné au mois de décembre dernier à une amende de 220 F pour une rixe à la sortie d'un bal. Quand le jeune homme a reconnu le magistrat, il a menacé de lui donner un coup de couteau et lui a donné un coup de pied. M. Doll n'a pas été blessé et a pu s'enfuir.

M. Meckès a été appréhendé peu après par les policiers après qu'il eut frappé ces derniers. M. Meckès a été inculpé d'outrage à magistrat, de violences, rébellion, de port d'arme prohibée et a été écroué. Le jeune homme a promis au magistrat de lui « faire la peau », mais ce dernier n'est pas autrement inquiet et pense qu'il a voulu « éblouir les filles » qui se trouvaient sur la place.

● *Naufrage d'un chalutier espagnol : six disparus.* — Un chalutier espagnol a coulé, le mercredi 15 août, au large de la côte nord-ouest de l'Espagne. Six des quinze membres de l'équipage sont portés disparus.

Deux pyromanes appréhendés.

M. Jacques Fontyn, vingt-deux ans, manœuvre, a été arrêté dans la nuit de mardi 14 à mercredi 15 août à Contes (Alpes-Maritimes). Il venait de mettre le feu à 1 500 m2 de sous-bois et avait lui-même averti les gendarmes. enquêteurs. Placé en garde à vue, il devait être présenté, jeudi 16 août, au parquet de Nice.

Lundi 13 août, un jeune berger corse âgé de vingt ans, avait été interpellé en plein maquis par des gendarmes qui survolaient le centre de l'île en hélicoptère. Le jeune homme, qui nie les faits, a été laissé en liberté et devait être présenté jeudi 16 août au parquet de Bastia.

● *Non-respect d'un stop : quatre morts.* — Un couple et deux enfants sont morts et six autres personnes ont été blessées dans une collision entre un semi-remorque et une voiture, le mardi 14 août près de Clermont dans l'Oise. Le chauffeur du poids lourd a dû freiner brutalement afin d'éviter un automobiliste imprudent qui venait de « griller » un stop. La remorque du camion s'est alors mise en travers de la route, bloquant toute circulation. Une voiture, arrivant en sens inverse, n'a pu l'éviter et s'est encastrée sous le camion. Le responsable de l'accident a pris la fuite.

LES « CROQUIS D'ÉTÉ »

Une lettre du maire de Bains-les-Bains

Après la publication dans le Monde *du 19 juillet d'un* « Croquis d'été », *intitulé* « Rallye thermal », *le docteur Leroy, maire de Bains-les-Bains, nous a adressé une lettre* « pleinement » *approuvée par M. Henri Parmentier, maire de Plombières-les-Bains. Voici les principaux extraits de la lettre du docteur Leroy :*

La pluie n'a jamais choisi spécialement les villes d'eau pour répandre ses cataractes et le soleil y luit comme ailleurs, ne mettant que plus en valeur la richesse des couleurs de nos forêts.

Je passe sur l'ironie morbide des « corps souffrants ». Peut-être M. Pierre Georges a-t-il la chance d'avoir une constitution robuste et de n'être jamais malade. Qu'il y prenne garde, l'acidité de sa plume cache certainement un mal méconnu et si par malchance un jour il se trouve souffrir d'une artérite, la « micro-station » de Bains-les-Bains est à sa disposition et je lui conseille vivement, par expérience, d'essayer notre cure avant de voir le chirurgien. Il n'y prendra certainement pas son petit déjeuner au clairon, n'aura droit qu'à un seul bain par jour et, en fin de cure, appréciera, j'en suis certain, de marcher à pas de plus en plus grands à travers nos forêts.

La fidélité de nos malades est notre meilleure publicité. (...) En voulant trop prouver, on aboutit généralement au résultat inverse : M. Pierre Georges nous donne un beau *satisfecit* lorsqu'il affirme que l'on vient à Bains-les-Bains pour se soigner et lorsqu'il vante pour terminer le grand air, la forêt, le calme auxquels aspirent tous nos citadins, malades ou non. Il va ainsi nous épargner de prendre l'année prochaine le pavé publicitaire que nous insérons chaque année dans votre journal, et si toutes les stations citées en font autant, ce que j'espère, cela laissera la place à M. Pierre Georges pour rédiger un article sérieux cette fois sur les résultats médicaux des cures thermales. Par exemple, l'étude du prix de revient comparatif pour la Sécurité sociale, d'une cure thermale à Bains-les-Bains et du traitement chirurgical de l'artérite dans n'importe quel hôpital. Nous avons pour cela à sa disposition les dossiers des quatre mille cinq cents curistes qui fréquentent annuellement notre « minuscule » station.

A propos d'une omission

Toujours à propos de cet article, M. André Bernanose, professeur à la faculté de médecine de Nancy, nous écrit pour signaler une omission dans ce « Rallye thermal ». *Cet oubli concerne la petite station de Martigny-les-Bains, située à une quinzaine de kilomètres au sud-ouest de Vittel. Selon notre correspondant, Martigny-les-Bains, après avoir connu beaucoup de succès au début du siècle décline peu à peu, notamment depuis la dernière guerre.*

« Si la ville d'eau existe toujours, en quelque sorte à l'état de souvenir, peut-être préfigure-t-elle ce que ses voisines pourraient devenir, si elles n'exportaient pas leur eau, après avoir profité du déclin de Martigny, pour se partager les curistes ».

Mais, souligne M. Bernanose :

« L'avenir de ces régions est dans le calme et la beauté des grandes forêts et de ses lacs, inconnus du reste de la France, avec ou sans dégustation d'eau minérale ».

D'autre part, à propos d'un autre « Croquis d'été », « les Rapides au pas », publié dans *le Monde* du 21 juillet, deux lecteurs, M. Jean-Paul Mandin, professeur de biologie végétale à Aubenas, et M. René Laurent, nous ont écrit pour corriger une double erreur concernant les gorges de l'Ardèche. Ils nous font reproche d'avoir parlé des cathédrales de granit au « royaume du calcaire ». Et d'avoir, par trois fois, vu du maquis là où il s'agit de garrigue. Il est vrai que, comme l'explique M. Jean-Paul Mandin, une erreur peut toujours en entraîner une autre, puisque « *le maquis est une formation végétale propre aux sols acides et donc non calcaires* ».

SOCIÉTÉ

Libres opinions

La grande peur des intellectuels devant les soucoupes volantes

par JEAN-FRANÇOIS GILLE (*)

IL nous souvient d'avoir lu, dans les colonnes du présent quotidien, au début des années 70, — à moins que ce fût à la fin des années 60, — l'article fort docte d'un psychanalyste dont nous *avons oublié le nom,* article qui stigmatisait la folie de nos sociétés industrielles acharnées à la « conquête spatiale ». L'auteur exhortait l'élite pensante de notre humanité à se détourner de jeux aussi dispendieux que futiles — donc immoraux — pour se consacrer, *désormais,* à la *découverte* de nous-mêmes, au déchiffrage de nos labyrinthes intimes, tâche aussi noble que respectable aux yeux des déshérités de ce monde, car peu coûteuse.

Qu'en est-il, selon nous, d'une intention qui se place sous la *double égide d'une sagesse imposante et de la volonté* d'être adulte ?

Dans le cas précis qui nous occupe, le refus de la conquête de l'espace, afin de valoriser par contraste le développement des sciences humaines, nous discernerons la *peur* comme motivation inconsciente de cette attitude, et nous illustrerons cet apparent paradoxe par une brève analyse du rejet du phénomène OVNI par l'intelligentsia française.

En juin 1947, le pilote américain Kenneth Arnold, négociant en matériel pyrotechnique, apercevait neuf disques argentés ricochant sur les basses couches de l'atmosphère entourant le mont Rainier, dans l'Etat de Washington. Dès l'atterrissage d'Arnold, l'expression « soucoupes volantes » est née, lancée par des journalistes. La presse internationale relate l'incident, répercuté également par la presse française, d'autant que les observations vont se multiplier durant la première semaine de juillet 1947 aux Etats-Unis, souvent effectuées par des professionnels qualifiés, pilotes et radaristes civils ou *militaires.*

Or, le 16 novembre 1954, nous voyons le professeur Heuyer, autorité encore reconnue actuellement en tant que psychiatre, affirmer — sans rougir, nous pouvons le supposer : *« Actuellement nous assistons à la psychose collective des soucoupes volantes. VENUE ON NE SAIT D'OU... »* (C'est nous qui soulignons).

Si le professeur avait eu un tant soit peu le respect de son propre travail, il aurait pris la peine de vérifier que la « psychose » *des soucoupes volantes venait d'outre-Atlantique.* Et *c'est* là que le refus de nos intellectuels laisse percer le bout de l'oreille. Il ne vient rien de bon des Etats-Unis, c'est connu, n'importe quel bachelier le sait. Une de nos cousines, une des premières femmes juges d'instruction en France, ne nous rappelait-elle pas il y a peu d'années : *« Mais, mon cher Jean-François, ce n'est pas la peine de lire ce livre, il a été écrit par un Américain ! »*

Anti-américanisme, condescendance vis-à-vis de ce qui semble relever *d'une sous-culture populaire, mais aussi refus d'une « troi*sième force ». Nous voulons dire que, depuis plus de deux siècles, et en tout cas depuis Marx, tout s'inscrit pour nos maîtres penseurs dans une dialectique binaire : patricien-plébéien, bourgeois-prolétaire, exploités-exploiteurs... Pas question qu'un tiers vienne perturber le petit jeu — pardon, le grand jeu — maître-esclave. La mort de Dieu universellement admise (il semble que le faire-part expédié par Nietzsche soit enfin parvenu jusqu'à la dernière école élémentaire), *il a paru naturel de se débarrasser du même coup des anges et* de tous êtres qui eussent pu se situer à un niveau intermédiaire entre l'humanité et le Créateur.

Comme des extra-terrestres visitant la Terre feraient preuve d'une technologie supérieure à la nôtre — faut-il rappeler que nous ne sommes allés *in corpore* que jusqu'à la Lune, et que les distances interstellaires sont des centaines de millions de fois plus considérables ? — cela conduit à supposer, à craindre une intelligence *qui serait par nature irrémédiablement supérieure à la nôtre.*

Cela nous paraît être la cause profonde du refus de traiter du problème des « soucoupes volantes » autrement que par la raillerie ou la commisération désapprobatrice.

Le sommet du magistère moral étant censé être de nos jours occupé par les scientifiques et ceux-ci s'étant fait remarquer, à propos de la question des OVNI, par leur silence, si l'on excepte le « rapport Condon », le reste de la classe intellectuelle s'est cru *tenu de bouder* (1).

Or qu'en est-il aux yeux de l' « honnête homme » de ce dernier quart du siècle, pourvu qu'il soit tout à la fois serein et désireux de s'informer en profondeur ?

Le Dr David Saunders, ancien participant du « projet Manhattan », a établi un catalogue informatique de plus de quatre-vingt mille cas de témoignages d'OVNI. Ils ne sont pas tous produits par des « débiles mentaux », ces témoignages. Parmi eux, on peut compter *celui de Clyde Tombaugh (août 1949), l'astronome qui découvrit la* planète Pluton.

Bien plus, les progrès récents de la science rendent beaucoup moins ahurissante qu'il y a seulement dix ans la présence d'astronefs exogènes dans notre environnement. Nous citerons seulement les travaux d'un physicien français, Jean-Pierre Petit, qui rendent compte de la propulsion dans l'atmosphère de véhicules lenticulaires de plusieurs dizaines de tonnes.

Si la communauté scientifique mondiale est acquise dans son ensemble à l'idée d'une vie intelligente ayant éclos çà et là dans notre galaxie, elle refuse d'aborder de front l'énorme mystère qui frappe doucement à notre porte pour se réfugier dans la recherche de lointaines civilisations galactiques au moyen de radiotélescopes.

De même, quelle répercussion la presse française a-t-elle donné à la discussion du point 126 de l'ordre du jour de la commission politique spéciale des Nations unies ?

...Le 27 novembre 1978, la commission politique spéciale débattait du problème des OVNI. Verrons-nous notre civilisation technicienne et rationaliste basculer — très vite — dans l'oubli au profit d'une contre-culture absolument non maîtrisée, comme l'avait fait la civilisation antique lorsque, moins de trois générations après des fastes inouïs, les chèvres broutaient sur le Forum ?

Cela nous semble pouvoir se produire si nos savants continuent d'ignorer les « signes du ciel » que tant d'humbles humains ont aperçus.

Il est temps qu'une certaine élite se ressaisisse, non seulement pour ne pas se retrouver complètement enkystée au sein du reste de la population, mais, surtout, pour accomplir son devoir qui est de « dire la vérité », de former, de montrer l'exemple, de rassurer également parfois, certes, mais non pas au prix d'un mensonge par omission.

S'il devait se prolonger encore très peu de temps, ce mensonge par omission ressemblerait fort à de la lâcheté.

(*) Docteur ès sciences, chargé de recherche au C.N.R.S.

(1) Il a été créé le 1er mai 1977, au sein du Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) un groupe d'étude des phénomènes aérospatiaux non identifiés (GEPAN) chargé d'examiner les phénomènes célestes insolites, en particulier les OVNI. Le GEPAN a expertisé quelques centaines de rapports d'observation, dont 20 % environ ne paraissent explicables par aucun phénomène naturel connu. A ce stade des recherches, le GEPAN estime prématuré d'avancer la moindre hypothèse. — (N.D.L.R.)

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

1977

AUJOURD'HUI

UN COIN POUR JOUER

Problème nº 16

De sept à treize

Passés les trop évidents Un, Deux et Trois, les nombres Sept et Treize sont les deux premiers objets réellement troublants de l'arithmétique. Mystiques et superstitieux sont d'accord : la coloration bénéfique de Sept est aussi intense que l'influence maléfique de Treize. Achevons donc le mystère en liant Sept et Treize par le parcours d'un labyrinthe.

Traversez ce carré comme l'indiquent les flèches, en partant du grand 7 au nord-ouest, pour aboutir au grand 13 du sud-est. Progressez par bonds successifs. Sautez toujours d'un grand nombre à un autre grand nombre, si celui-ci est entouré de quatre petits dont la somme égale le premier.

Par exemple : du premier 7, vous pouvez aller au 16 de la première ligne, car ce nombre est entouré de 1, 2, 3 et 1 et 1 + 2 + 3 + 1 = 7.

(Solution dans le prochain numéro.)

PIERRE BERLOQUIN.

1		2		6		4		6		1		2
	7		16		23		19		9		16	
4		3		1		3		2		3		1
	24		15		55		21		7		17	
7		2		0		4		5		6		8
	12		3		5		3		18		10	
8		4		9		7		6		2		1
	22		2		8		44		20		2	
5		1		5		0		7		0		3
	4		14		12		7		16		5	
0		2		3		1		2		1		8
	11		12		6		8		16		13	
1		4		0		1		5		3		5

MÉTÉOROLOGIE

PROBLEME Nº 2464

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II								■	
III					■				
IV				■		■	■		
V									
VI							■		■
VII	■	■				■			
VIII									
IX			■	■				■	
X						■			
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Son importance dépend beaucoup de sa place. — II. Une bonne farce suffit à le combler. — III. Préposition ; Unité. — IV. Atome ; Interjection. — V. Où l'on chercherait vainement toute trace d'innovation. — VI. Feu saint Elme. — VII. Signale une coïncidence ; Brame. — VIII. S'apparente donc à Bayard. — IX. Début de maint Evangiles ; Devise. — X. Aimable invitation ; S'ouvre quand le temps change. — XI. Ne durent qu'un temps.

VERTICALEMENT

1. Faire l'âne pour avoir du son ; Court sur trois pieds. — 2. Evoque un bateau sans capitaine ; Humble charge. — 3. Provoque un rafraîchissement local ; Abréviation. — 4. Couvre le citateur ; Château ; En fin de compte. — 5. Orientation ; Matières à potage. — 6. Ville étrangère ; Au premier plan du paysage qui s'offrait aux yeux des passagers du coche d'eau ; Terme musical. — 7. Noyée au terme d'une dépression ; Se faire des idées. — 8. Sa racine est bien au-dessus du tronc ; Note. — 9. Met à rude épreuve les yeux d'une cousette ; Combattus par les sages.

Solution du problème nº 2463

Horizontalement

I. Adrénaline ; Tub. — II. Témérité ; Etuis. — III. Id. ; Bractées ; Il. — IV. Réserve ; Is ; Aîné. — V. Tuèrent ; Agrès. — VI. Te ; Rue ; Erines ; St. — VII. TNT ; Laennec. — VIII. Eeau ; Iton ; Œsel. — IX. Minorité ; Rée. — X. Moi ; Na ; Naseaux. — XI. Ouïe ; Imita ; P.M. — XII. Uretère ; Are. — XIII. Serinette ; Liste. — XIV. Et ; Ibères ; On. — XV. Emirats ; Semis.

Verticalement

1. Tirette ; Mousse. — 2. Aède ; Enamouré (« Pépin », dans le sens d'amourette). — 3. O.M. ; St ; Tuilier. — 4. Rêveur ; Etier. — 5. Er ; Réunion (île) ; Enta. — 6. Nièvre ; Traire. — 7. Atrée ; Loi ; Métis. — 8. Léa ; Néant ; TB. — 9. Titre ; Entrées. — 10. Nées ; Ino ; Aa. — 11. Eté ; Années ; Alès. — 12. Usagées ; Eprise. — 13. Ti ; Ir ; Cérames. — 14. Usines ; Leu ; Toi. — 15. Leste ; Examens.

GUY BROUTY.

Visites, conférences

VENDREDI 17 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins, Mme Vermeersch : « La manufacture des Gobelins ».

15 h., métro Eglise-d'Auteuil, Mme Oswald : « Les maisons Guimard au village d'Auteuil ».

15 h., métro Raspail, Mme Pennec : « Cimetière Montparnasse ».

15 h., 60, rue des Francs-Bourgeois, Mme Saint-Girons : « Le Marais » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h. 30, métro Hôtel-de-Ville : « Autour de Beaubourg » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

21 h., métro Saint-Paul - le Marais : « Le Marais illuminé » (Lutèce-Visites).

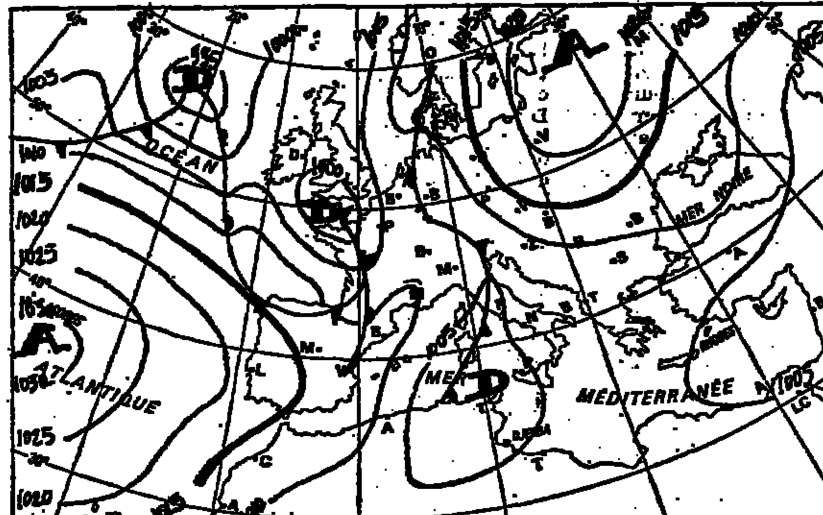
15 h., 2, rue de Sévigné : « Le Marais » (M. Teurnier).

15 h., 4, boulevard du Palais : « Le Palais de justice et la Sainte-Chapelle » (Tourisme culturel).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16-08-79 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 16 AOUT A 6 HEURES (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 16 août à 0 heure et le vendredi 17 août à 24 heures :

La perturbation pluvio-orageuse, qui affectait jeudi matin la moitié est de la France, se déplacera très *lentement vers l'est en Méditerranée,* sa partie septentrionale demeurant à peu près stationnaire. D'autre part, une perturbation venant de l'Atlantique atteindra vendredi nos régions de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Ce jour-là, le temps sera médiocre sur l'ensemble de notre pays : pluies et orages sur la Champagne, la Lorraine, l'Alsace, la Bourgogne, les Alpes, l'est du Massif Central, la *Provence et la Corse ; ciel très nuageux* ou couvert ailleurs avec des pluies intermittentes. Quelques éclaircies cependant sur le Languedoc.

Les vents souffleront d'ouest, puis de nord-ouest, de la Bretagne aux Pyrénées et au golfe du Lion, en étant assez forts par moments, surtout près des côtes ; ailleurs, ils seront faibles ou modérés et viendront de l'est ou du sud-est.

Les températures varieront peu sur la moitié est ; sur la moitié ouest, on notera une hausse des minima, les maxima étant stationnaires ou en légère baisse.

Le jeudi 16 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 017,6 millibars, soit 763,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre *indique le maximum enregistré* au cours de la journée du 15 août ; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 28 et 17 degrés ; Biarritz, 17 et 12 ; Bordeaux, 18 et 10 ; Brest, 19 et 10 ; Caen, 19 et 9 ; Cherbourg, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 14 et 12 ; Dijon, 19 et 13 ; Grenoble, 30 et 15 ; Lille, 20 et 11 ; Lyon, 26 et 13 ; Marseille, 27 et 17 ; Nancy, 19 et 12 ; Nantes, 20 et 8 ; Nice, 27 et 21 ; Paris - Le Bourget, 20 et 12 ; Pau, 17 et 9 ; Perpignan, 27 et 14 ; Rennes, 20 et 9 ; Strasbourg, 23 et 15 ; Tours, 17 et 9 ; Toulouse, 19 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Agadir, 20 et 18 degrés ; Alger, 35 et 23 ; Amsterdam, 19 et 12 ; Athènes, 28 et 21 ; Barcelone, 29 et 17 ; Berlin, 28 et 15 ; Bonn, 19 et 13 ; Brindisi, 27 et 19 ; Bruxelles, 21 et 14 ; Le Caire, 28 et 21 ; îles Canaries, 25 et 20 ; *Casablanca, 25 et 17 ; Copenhague,* 23 et 14 ; Djerba, 32 et 23 ; Genève, 28 et 13 ; Istanbul, 26 et 18 ; Jérusalem, 26 et 17 ; Lisbonne, 24 et 15 ; Londres, 21 et 10 ; Madrid, 28 et 12 ; Milan, 30 et 19 ; Moscou, 23 et 12 ; Nairobi, 20 (max.) ; Naples, 30 et 20 ; New-York, 22 et 16 ; Nicosie, 27 et 19 ; Palerme, 27 et 24 ; Palma-de-Majorque 35 et 22 ; Rome, 29 et 19 ; Rhodes, 26 et 22 ; Stockholm, 16 et 15 ; Tirana, 25 et 16 ; Tunis, 32 et 24 ; Valence, 31 et 17 ; Zagreb, 28 et 14.

SPORTS

OMNISPORTS

LES PAYS ARABES NE BOYCOTTERONT PAS LES JEUX MÉDITERRANÉENS

Tunis *(A.F.P.).* — Les pays arabes participeront aux Jeux méditerranéens de Split, en septembre, et ne boycotteront pas les équipes égyptiennes, a décidé le congrès extraordinaire de l'Union arabe des sports (U.A.S.), réuni mardi 14 et mercredi 15 août à Tunis.

Le vice-président de l'Union arabe des sports, Cheikh Fadh Al Hamad Al Jaber Essabah, a déclaré que les pays arabes n'avaient « *aucunement l'intention* » de perturber le déroulement des jeux de Split. Il a mis l'accent sur la volonté du monde arabe de préserver les « *bonnes relations* » avec la Yougoslavie, pays organisateur des Jeux méditerranéens.

Toutefois, l'U.A.S. a décidé de suspendre l'appartenance de l'Egypte et de ses représentants à l'Union arabe des sports et de ne pas rencontrer directement ou indirectement les équipes et les sportifs égyptiens.

ATHLÉTISME

LE GRAND CHELEM DE SEBASTIAN COE

C'est la nouvelle petite merveille de l'athlétisme mondial : Sebastian Coe. Agé de vingt-deux ans, d'un gabarit qui le ferait paraître presque fragile, étudiant en sciences économiques à l'université de Loughbrough (à 150 kilomètres au nord de Londres), il partage, avec quelques autres vedettes de l'athlétisme, le privilège d'être entraîné par son père, ingénieur à Sheffield et ancien coureur cycliste. En l'espace d'un mois et demi, il a effacé des tablettes des records les noms des prestigieux Alberto Juantorena (Cuba) sur 800 mètres et John Walker (Nouvelle-Zélande) sur le mile (1 609 mètres), et enfin, mercredi soir 15 août, à Zurich, celui de Filbert Bayi (Tanzanie) sur 1 500 mètres. Il a couvert cette distance en 3 min. 32 sec. 1/10, soit un dixième de seconde de moins que le Tanzanien.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	153 F	278 F	385 F	500 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	260 F	480 F	700 F	920 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	183 F	325 F	468 F	610 F
II. — SUISSE - TUNISIE	230 F	420 F	612 F	800 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux, trop éloignés d'une agglomération, d'être assurés de lire le Monde, nous acceptons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :

Quinze jours	31 F
Trois semaines	40 F
Un mois	49 F
Un mois et demi	69 F
Deux mois	89 F
Deux mois et demi	108 F
Trois mois	128 F

ETRANGER (voie normale) :

Quinze jours	46 F
Trois semaines	63 F
Un mois	83 F
Un mois et demi	119 F
Deux mois	155 F
Deux mois et demi	192 F
Trois mois	228 F

EUROPE (avion) :

Quinze jours	57 F
Trois semaines	78 F
Un mois	103 F
Un mois et demi	150 F
Deux mois	197 F
Deux mois et demi	243 F
Trois mois	290 F

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'affranchissement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant une semaine au moins avant leur départ, en rédigeant les nom et adresse en lettres majuscules.



Le Monde DES LIVRES

Aguirre, le missionnaire de l'enfer

● *Une expédition qui torne au cauchemar.*

LOPE DE AGUIRRE est un petit bailli de la justice espagnole. Il débarque au Prou en 1537, devient « sergent d bataille », dresseur de cheyux et comploteur. On l'appelle éjà Aguirre le fou. Mais c'est n peu plus tard que son génie a s'épanouir. En 1560, une xpédition doit descendre l'Amazone et découvrir l'improbable royaume de l'or. Aguirre s'enrôle et l'expédition change. Ce n'est plus vers l'or qu'elle cingle, mais vers la mort et la haine. Aguirre est un cauchemar.

Le chef des deux brigantins et des trois mauvais chalands qui descendent l'Amazone est Pedro de Orsùa, un brave homme. Aguirre le fait tuer, désigne un autre chef, Don Fernando, et se nomme mestre de camp. Dès ce moment, les deux cents hommes de l'expédition de l'El Dorado sont dans sa main. Le long voyage va devenir un long meurtre dont la chronique, qu'a réussi à tenir un rescapé, Francisco Vasquez, écœure, fascine. C'est cette relation que publient les éditions Fayard dans leur excellente « Bibliothèque des voyageurs ». Dans la même série paraît un autre titre, d'un intérêt égal, le reportage écrit par Stanley (1), il y a un peu plus de cent ans, « Comment j'ai retrouvé Livingstone ».

La maîtresse de Pedro de Orsùa, on la saigne au couteau. Le successeur de Pedro, le faible Don Fernando, on le tue, et ce n'est rien encore. Aguirre a besoin de plus de sang. Il s'acharne sur les meilleurs, sur ses amis les plus fidèles. Tous les moyens sont bons, le couteau et l'épée, la garrotte et la noyade. Quand un soldat massacré s'enfonce sous les eaux de l'Amazone, Aguirre le contemple dans une espèce d'extase. Parfois, Aguirre commence à tuer, par exemple en coupant un bras, et puis il se ravise et il soigne, mais encore une autre idée, il finit d'assassiner.

Des crises de fureur le secouent. Il voudrait tuer tous les prêtres, tous les juges, toutes les femmes de mauvaise vie. Joli programme, qu'il n'aura pas le temps d'accomplir, mais, sur l'Amazone, il aura assassiné déjà vingt-cinq de ses compagnons, vingt-cinq autres dans l'île Margarita, où l'on repose, et ensuite, quelques douzaines encore.



L'exploitation du Potosi (aujourd'hui en Bolivie) la plus grande mine du Nouveau Monde aux XVI[e] et XVII[e] siècles

Tant d'épouvante et ce pouvoir intriguent. Par quel maléfice ce petit homme, de peu de figure et qui boitait, règne-t-il sur sa bande, et comment ses soldats ne se révoltent-ils pas ? Francisco Vasquez nous dit qu'il était un parieur prodigieux. Un discours, et il renverse les esprits. C'est un rusé aussi, mais ses ruses sont de l'arrière-monde. Par exemple, il sait lier ses compagnons à leurs propres infamies. Un jour, il fait abattre six innocents dont un vieillard. Un peu plus tard, à minuit, il réveille ses soldats, organise un cortège illuminé de chandelles, et les conduit vers le charnier où gisent les corps : *« Regardez ce que vous avez fait. Il n'y aura plus un lieu de la terre où vous pourrez vivre tranquilles après avoir commis ces crimes, sauf en ma compagnie. »*

Aguirre était-il seulement une âme sombre et malade, et qui voulait établir son empire sur le néant ? Ou bien un millénariste, un de ces hallucinés que la Renaissance produit en quantité et qui voulait hâter l'apocalypse pour le plaisir de Dieu et le repos des hommes ? Etait-il la « colère de Dieu » comme le dit Herzog dans le film sublime qu'il lui a consacré ?

GILLES LAPOUGE.

(Lire la suite page 10.)

(1) *Comment j'ai retrouvé Livingstone,* de Stanley. Fayard, 331 pages.

Les naufragés de la Terre de Feu

● *Un pays improbable vu par un Anglais très tranquille.*

IL est très probable que Bruce Chatwin est allé en Patagonie, il passe son temps à nous le dire. Son livre contient même une carte de la Terre de Feu sur laquelle ont peut le suivre à la trace. Mais Bruce Chatwin est un voyageur un peu spécial. Il nous lâche bien quelques croquis, une poignée de choses vues, des forêts de hêtres noirs, des troupeaux de moutons, des déserts de cailloux tristes et des pentes de neige, mais on croirait qu'il le fait par devoir et pour calmer nos inquiétudes. En vérité, sa tête est ailleurs. Ce qui le passionne, ce sont les gens. Dostoïevsky était ainsi : quand il allait en Italie, il ne rencontrait pas une église et pas un cyprès, mais des tas d'Italiens.

Bruce Chatwin a vu des Patagoniens. L'ennui, ou le charme, c'est que la plupart des Patagoniens sont des Européens. Peut-être est-ce le génie singulier de cette terre grise, qui abrite des pétrels noirs, des crabes écarlates et sur laquelle on s'attend toujours que sortent en meuglant des dinosaures ou des licornes, que d'être terre d'asile. Elle a récolté, depuis un siècle, un tas d'épaves de l'histoire. Sur la carte du monde où les places sont prises depuis longtemps, la Patagonie forme un long pays improbable, un pays qui souffre d'une difficulté d'être, une chimère sur laquelle les naufragés des cinq continents peuvent toujours faire les Robinsons.

Ainsi Bruce Chatwin réussit-il ce tour de raconter un pays, et même de le faire voir très bien, en accumulant une série de portraits, un imbroglio de mini-romans. Quelques-uns de ces personnages sont illustres ou bizarres : par exemple, Darwin, Buch Cassidy qui traîna ses bottes dans ces solitudes, le long de ces mers pâles, avant d'aller se faire pendre en Bolivie en 1916 (à moins que sa sœur ne dise vrai qui le vit mourir d'une pneumonie à Washington en 1925). Par exemple, encore, le Père Manuel Palacios, génie unique et encyclopédique qui a retrouvé en Patagonie des êtres arrivés tout droit du tertiaire, des petits bonshommes de 90 cm de haut, munis d'immenses chevelures vertes et qu'on appelle les Yoshils.

Les autres trouvailles de Bruce Chatwin sont plus ordinaires. Ce sont des humbles qui possèdent tous un même trait. Jetés dans ces plaines mélancoliques par les haussements d'épaule de l'histoire, ils semblent avoir débarqué avec tout leur petit nécessaire, maisons, livres, jardins, clôtures et horloges. Avec leur nostalgie et leur mémoire, aussi, de sorte que la Patagonie de Bruce Chatwin évoque une monumentale madeleine de Marcel Proust, une espèce d'Europe ratatinée et périmée, presque mythique, une miniature du monde.

On y trouve, pêle-mêle, Europe, Afrique, Asie et Amérique. Pêle-mêle et intacts. Un Anglais, vêtu de tweed à chevrons et d'un pantalon de laine peignée. Des Boers méchants, rustiques et taciturnes. Des colonies de Gallois dans des maisons de briques rouges. Des moulins de style victorien, calculés exprès pour moudre l'eau des rivières anglaises du siècle dernier. Des fermes bâties pour les hautes solitudes, et que gèrent de grands hommes secs vêtus de kilt et jouant de la cornemuse. Une vieille institutrice anglaise, très douce et très heureuse, car elle possède un petit jardin, et qu'elle dit souvent : *« J'ai toujours rêvé d'être jardinière dans la Terre de Feu. »* Un Allemand, qui regarde les montagnes de hêtres noirs avec l'œil, exactement, que l'on a d'habitude pour contempler les sapins de Bavière ou les châteaux de Louis II, le roi fou. Des Espagnols, qui sont, cela va de soi, des anarchistes, et qui ont toujours un petit bout de dynamite dans la poche, on ne sait jamais. Une doctoresse russe avec son samovar. Des juifs qui attendent le retour à Sion. Des Arabes. Des chansons tyroliennes, des poèmes épiques de l'Espagne, des lieder, bref, le reste du monde exploserait sous une bombe atomique, il suffirait que le C.N.R.S. expédie une mission en Patagonie, et il y pourrait recomposer toute l'histoire de la planète.

Tout cela fait un livre curieux, irritant en ce qu'on cherche sans arrêt la Patagonie et qu'elle s'éloigne toujours, attachant en ce que l'homme qui fait ces rencontres est un Anglais délicieusement anglais, précieux et tranquille, bourré de rêve et d'ironie, qui n'a peut-être pas emporté dans ses bagages un court de tennis et un collège de Cambridge, mais qui s'est muni de son humour, variété noire, de sa minutie interminable et assez embrouillée parfois, et, enfin, d'une vraie tendresse pour ce pays sans identité, et surtout pour ces hommes, ces femmes qui ont greffé, dans la plaine morne et froide, des petits bouts de pays prélevés dans toutes leurs enfances. — G.L.

★ EN PATAGONIE, de Bruce Chatwin. Grasset. Collection « Histoires de vie ».

Odessa n'est plus ce qu'elle était

● *Deux voyages sans retour.*

ODESSA, « perle de la mer Noire », comme disent les prospectus et les guides, métropole ceinte d'une auréole de légendes ! La ville de la pègre, la ville *du Potemkine*... Un grand port sur une mer du Sud — du sud de la Russie, née de la volonté de Catherine. Ouverte aux idées de l'Occident comme aux marchandises de contrebande — la Roumanie est si proche, la Turquie à quelques encablures ! Cosmopolite par vocation, troisième ville de Russie avant 1917 Odessa des ghettos et des pogromes (un tiers des habitants étaient juifs), Odessa des quartiers malfamés de la Moldavanka et de la Bougaievka, Odessa des quartiers ouvriers et révolutionnaires de la Peresyp, Odessa inspiratrice d'Isaac Babel de Paoustovski, de Kataiev, de son frère Petrov et de leur copain Ilf... Odessa, cité du commerce, qui, encore aujourd'hui, possède « le plus grand marché aux puces de l'U.R.S.S. » ; inaccessible aux étrangers, inconnu à l'Intourist !

⁂

Deux livres, deux romans épais, parus simultanément en France ont fait d'Odessa le lieu de leur action. Curieuse coïncidence, curieux voyage... Deux livres au passé, à l'imparfait, pour une ville qui n'est plus, qui ne sera plus ce qu'elle était.

Arkady Lvov, l'auteur de *la Cour*, ne vous incite absolument pas au voyage. Pas de pittoresque, pas de nostalgie. Du stalinisme, du soviétisme ordinaire, au ras du pavé. Dix-sept années sans sortir de la cour d'un immeuble ouvrier de la périphérie d'Odessa, près de la place de Tiraspol. Lvov connaît bien Odessa, il y a vécu près d'un demi-siècle qui ne s'est pas caractérisé spécialement par la douceur de vivre : la guerre civile, la famine, la collectivisation, la guerre, le siège, par les Allemands, de soixante-treize jours, l'occupation par les Roumains, le retour des héros...

Emigré depuis trois ans — il habite aujourd'hui les Etats-Unis — sans espoir de revoir jamais les acacias et les pierres des quais de sa ville, l'ex-Odessiste a écrit ce gros livre de plus de cinq cents pages qui suit minutieusement l'existence d'une dizaine de familles d'artisans et d'ouvriers depuis l'année 1936, quand fut promulgée la Constitution *« la plus démocratique du monde »*, jusqu'en 1953, quand meurent en même temps le « petit père des peuples », à Moscou, et Degtiar, le « petit père de la Cour » à Odessa.

« Nous sommes nés pour faire d'un conte une histoire vraie » a-t-on inscrit. Quelle histoire vraie ! On a rarement vu, aussi précisément que dans ce livre, comment des Russes moyens — ni intellectuels, ni aristocrates, ni bourgeois, ni contestataires — se trouvaient confrontés à la terreur douce, à l'horreur ordinaire. Anciens partisans ou anciens boutiquiers, juifs ou orthodoxes, opportunistes ou « grandes gueules », héros ou planqués, mouchards ou responsables du parti s'affrontent dans ce lieu clos, symbole en réduction du pays tout entier. On s'épie, on se dénonce, on fait expulser son voisin pour obtenir une « belle chambre d'une dizaine de mètres carrés », on reçoit des lettres anonymes, on menace à tout instant de vous envoyer « du côté des Solovki », le camp le plus réputé à l'époque, on s'entraide aussi, on s'embrasse, on pleure beaucoup.

L'auteur s'est appliqué, péniblement, minutieusement, sans effet, sans pittoresque, à recréer cet enfer de petitesses, de mesquineries et de saloperies, une sorte d'illustration photographique et sonore qui concorde parfaitement avec ce que Zinoviev s'échine à nous faire savoir lorsqu'il démontre que la société engendre le type d'homme qui lui convient et qu'il y a une sorte de complicité qui s'établit entre l'homme formé par le système et le système lui-même. La description par Lvov, presque ethnographique, de l'« homo sovieticus » tout cru n'est pas toujours d'une lecture agréable. Son sujet ne l'était pas.

⁂

Anne Loesch, dans *les Couleurs d'Odessa,* a adressé l'itinéraire romancé d'un peintre, Julius Levson, marqué à jamais par la ville de l'enfance. Dans sa peinture du port presque méditerranéen, on sent qu'elle s'est acharnée à retrouver les relents de son Algérie natale. Elle dit Odessa et elle rêve Bal-El-Oued. Elle n'oublie jamais *la Valise et le Cercueil* — son premier roman — et, comme Julius, se souvient des rues qui descendent vers le port, obstruées par une foule affolée qui se jette sur les bateaux, tandis que des valises éventrées, des ballots, des malles en osier entravent la fuite... Cinquante ans plus tard, devenu célèbre, indifférent aux êtres, aux idées, à l'histoire — si elle ne le blesse pas, — Julius, le peintre d'Odessa, revient pour retrouver les couleurs d'une ville qui l'ont tant marqué. Il ne reconnaît plus rien d'autre qu'une forme, les palais replâtrés, l'Opéra où chantèrent Caruso et Chaliapine, le parc Alexandre Chvtchenko, le somptueux Hôtel de Londres devenu Hôtel Intourist Odessa.

Odessa des touristes, coquille vidée de souvenirs. Odessa des cours... Voyages sans retour. Où aller ?...

NICOLE ZAND.

★ LA COUR, d'Arkady Lvov, Edition des autres, traduit du russe par Maya M. Noutschine, 538 pages.

★ LES COULEURS D'ODESSA, d'Anne Loesch, Calmann-Lévy, 398 pages.

« Voyage autour du Mont-Blanc » DE RODOLPHE TÖPFFER

Montagne, ô mes délices...

RODOLPHE TOPFFER a enchanté mon enfance, sans que je m'en doute : des premières lectures, seuls les héros émergent et non leur créateur. Je vivais avec les aventures en images de *M. Vieux-Bois.* Passionnée par ce Don Quichotte de fantaisie, j'ignorais que Töpffer, écrivain suisse, serait reconnu plus tard pour cet aspect graphique de son œuvre comme l'ancêtre de nos bandes dessinées. J'ignorais encore plus que, de son temps (1799-1846), et au-delà, la célébrité l'avait touché pour un genre d'ouvrages tout à fait différents, quoique également illustrés : le récit d'excursion alpestre, et que les deux volumes de ses *Voyages en zigzag,* le premier publié en 1844, le second en 1853, six ans après la mort de leur auteur, lui avaient valu l'attention très admirative de Sainte-Beuve.

Je n'ai jamais retrouvé les *Histoires de M. Vieux-Bois* disparues dans les vicissitudes de la guerre et dont j'ignore si elles ont revu le jour. C'est l'autre Töpffer, le montagnard, que, devenue montagnarde moi-même, j'ai découvert cet été, au cœur des Alpes, où justement il nous entraîne, dans une réédition fort bien venue.

M. TOPFFER avait bon pied et mauvais œil... Du moins sa vue était-elle assez mauvaise pour qu'il ait dû renoncer à la carrière de peintre, où s'était illustré son père, professeur de dessin de l'impératrice Joséphine. Il ouvrit une institution pour jeunes gens à Genève dont il était citoyen, et c'est avec ses élèves et accompagné de sa femme qu'il se mit à *parcourir* les montagnes. Les premiers *Voyages en zigzag* sont modestement sous-titrés « Excursions d'un pensionnat en vacances dans les cantons suisses et sur les revers italiens des Alpes ».

En 1842, il récidive à la tête d'une troupe de vingt-deux personnes, assisté d'un majordome, Mme Töpffer à ses côtés, qui se lance dans une balade de vingt-trois jours qui va comporter, en premier lieu, le tour du Mont-Blanc. Il part de Martigny dans le Valais, passe le col de la Forclaz, traverse Chamonix, Saint-Gervais, franchit, non sans effroi, le col du Bonhomme, puis celui des Fours et de la Seigne, qui l'amène

par Jacqueline Piatier

à Courmayeur. De là, par l'hospice du Grand-Saint-Bernard, le col et le val Ferret, il rejoint son point de départ. Boucle bouclée en neuf jours de marche, où l'on a couché dans les auberges de village quand il s'en trouve ou dans les cabanes d'alpage gardées par des bergers. C'est moins qu'il n'en faut pour apaiser les ardeurs de ce promeneur infatigable. Il remonte le val d'Hérens jusqu'à Envolène, le val de Saint-Nicolas jusqu'à Zermatt, il remonte le cours du Rhône jusqu'au Grimsel.

C'est le récit de cette expédition que la « Bibliothèque des voyageurs » vient de rééditer en gratifiant Töpffer d'un titre qui ne lui a jamais appartenu. Ce voyage *autour du Mont-Blanc*, qui s'agrémente de tant d'autres fioritures, n'est qu'une partie, la plus importante, du second volume des *Voyages en zigzag.*

TOUT alpiniste aujourd'hui a l'esprit fixé sur Ferdinand de Saussure et sa première ascension du mont Blanc dont Maspero vient de rééditer le récit. Expédition héroïque, scientifique, et qui marque une étape décisive dans l'histoire de nos loisirs montagnards, puisque maintenant c'est en procession de fourmis qu'on gravit les sommets alpins. Dans cette histoire, Töpffer mérite aussi largement sa place. Mais ce qu'il annonce, ce sont nos « randonnées », nos « collectives ». La prouesse d'escalade ne le tente pas. Partout où il passe passe aussi la mule, qu'on décharge de ses sacs dans les endroits périlleux. Il y en a dans ces cols haut situés, et il arrive à M. Töpffer d'y connaître le vertige : *« Alors le cœur bat de prodigieux roulements, la tête court la prétentaine, les membres flageolent... Ah ! les vilains moments ! »*

M. Töpffer n'enjolive pas son récit. Il n'y manque ni la pluie, ni la neige, ni les brouillards, ni le froid, ni le vent. Mais frimas traversés, peines endurées, peurs vaincues, font partie de sa philosophie du plaisir née d'une alternance entre la détente et l'effort où tout montagnard reconnaîtra la sienne.

IL ne faut pas attendre de ce livre une suite d'aventures. C'est même sa gageure de retenir le lecteur sans aucun élément dramatique. Le voyage se passe sans incident sinon sans anecdotes, dans lesquelles l'effroi que causent les taureaux joue un rôle inattendu. Le tempérament du reporter fait tout, et M. Töpffer porte en lui une allégresse des plus communicatives. Il s'intéresse à tout et il a pour tout voir, paysages et gens, l'œil exercé de l'artiste. S'il n'a pas été peintre, il était né dessinateur. A tout bout de champ, il croque et recommande l'art du croquis au promeneur. Sainte-Beuve le tenait pour un très fin paysagiste, non seulement avec son crayon mais aussi avec sa plume. Nous goûtons moins aujourd'hui ses descriptions, que les notions de majesté, d'harmonie et la manie des adjectifs gâtent, selon la mode du temps. Mais à cette mode, en original indépendant qu'il est, Töpffer échappe souvent. Hors des morceaux de bravoure, il trouve l'image concrète qui fait mouche, le raccourci qui cerne d'un trait. « *Au couvent*, écrit-il après une nuit à l'hospice du Grand-Saint-Bernard, *sortir du lit n'est pas récréatif... Tout est froid comme une roche à l'ombre.* » Et voici la vision qu'il reçoit du grand col Ferret avant de le gravir : *« Il est, pour l'heure, gai comme un manteau noir, riant comme un crêpe pendu au séchoir d'un teinturier. »*

M. Töpffer est à coup sûr un pédagogue qui moralise abondamment. Mais il est au moins autant un humoriste, et rien ne le révèle mieux que ces portraits de touristes croisés sur les sentiers dont il dresse en un rien de temps un pittoresque inventaire : touriste *« barbu, chevelu, trapu, touriste pekoe »*, anglais évidemment, *« rasé de frais, parachevé de toilette, et dédaigneux de tout, excepté de sa provision de thé super fin »*, touriste pie qui arbore fièrement les taches de sueur sur sa chemise. Les montagnes de ce temps-là n'étaient pas aussi solitaires qu'on se plaît aujourd'hui à les imaginer quand trois cents alpinistes quêtent le gîte et le couvert dans un refuge de cent places.

DES voies d'accès se sont ouvertes, la route goudronnée conduit en bien des lieux — pas en tous — que Rodolphe Töpffer ne gravissait qu'à pied ; la vallée de Zermatt, où les villageois jouaient encore des mystères, est devenue un haut lieu de sports d'hiver ; on n'est plus reçu de col en col par des bergers tout occupés de leurs fromages ; les vaches elles-mêmes ont pratiquement déserté les Alpes. Demeure surtout inchangé le profond rapport à la montagne que traduit ce récit, avec ses joies conquises, ses fringales apaisées, son sentiment de l'absurde vaincu... Ce M. Töpffer, maître de pensionnat, était un drôle : on le suit nostalgiquement dans un passé qui n'est plus, et les sentiments qu'il exprime sont toujours les nôtres.

★ Fayard, « Bibliothèque des voyageurs », 302 pages.

voyages

Les observations d'un jésuite en Chine

● *Un évangéliste très « confucéen ».*

« *LES Chinois cueillent les feuilles au printemps, les sèchent à l'ombre et les gardent pour cette décoction. (...) On la boit, ou plutôt on la hume, toujours chaude, et, par son amertume tempérée, elle n'est pas désagréable à la bouche. (...) Les Japonais mêlent ces feuilles pulvérisés en un gobelet plein d'eau chaude, à la quantité de deux ou trois cuillerées, et boivent cette potion ainsi mêlée. Mais les Chinois jettent quelque quantité de ces feuilles en un petit vaisseau d'eau bouillante, et après, quand elle a attiré la vertu et faculté des feuilles, ils la boivent chaude, rejettant les feuilles.* »

Non, il ne s'agit pas de la découverte du thé dans *Astérix chez les Bretons*, mais de la description, tirée de l'*Histoire de l'expédition chrétienne au royaume de la Chine*, rééditée par Desclée de Brouwer, du très sérieux missionnaire jésuite Matteo Ricci, le premier Européen qui ait vécu et soit mort à Pékin. L'un des plus grands missionnaires de tous les temps, selon le sinologue Edouard Duperray, Ricci fut aussi, pour notre plaisir et notre édification, un observateur méticuleux et un écrivain amusant.

Aucun détail ne lui échappe, et, lorsqu'il note la coutume chez les femmes depuis leur jeune âge « *d'envelopper très étroitement leurs pieds avec des bandes* », car leur beauté est jugée en grande partie selon la petitesse du pied, ce célibataire malicieux ne peut pas s'empêcher d'ajouter : « *Cela semble être de l'invention de quelque homme sage, afin qu'il les retînt en la maison et qu'elles ne courussent pas par les rues.* »

« *Notre spécialité,* aiment à répéter les jésuites, *c'est de n'en avoir point.* » Et de fait, on en trouve partout et dans toutes les disciplines. Ils peuplaient les cachots secrets pour prêtres proscrits dans l'Angleterre élisabéthaine et fournissaient les confesseurs de Louis XIV et les conseillers de la cour impériale de Catherine de Russie ; les casuistes défendaient le « probabilisme » contre Pascal et élaboraient des thèses régicides, tandis que leurs frères missionnaires se faisaient tuer aux Indes ou fondaient la République du Paraguay.

La « querelle des rites »

C'est pourquoi, autant que missionnaire, Matteo Ricci s'est montré un homme de science émérite, à la fois mathématicien, astronome et géographe. Mais la science, chez lui, était au service de la foi et faisait partie de sa stratégie missionnaire. Stratégie qui peut se résumer ainsi : incorporation aussi complète que possible à la haute société chinoise, en adoptant le style de vie — et jusqu'aux habits de soie et au port de la barbe — de la caste des lettrés confucéens ; utilisation de ses connaissances scientifiques pour gagner l'estime des lettrés et la bienveillance de l'Empereur ; présentation de la doctrine chrétienne dans des formes adaptées à l'esprit chinois.

Et là nous touchons à la fameuse controverse autour des « rites chinois », soulevée, à son insu, par Ricci et réglée, après sa mort, par le Saint-Siège, au grand dam de l'évangélisation en Chine. C'est là, également, où on peut émettre quelques réserves à l'égard du livre *Histoire de l'expédition chrétienne au royaume de la Chine*, par ailleurs admirable pour l'érudition de sa présentation. Le texte qui nous est présenté est une traduction française de la version latine faite en 1613 par le jésuite belge Nicolas Trigault des carnets de voyage de Ricci. Malheureusement, *Trigault a non seulement* complété les différentes parties inachevées par Ricci, mais il a parfois déformé la pensée de Ricci afin de rendre son récit plus acceptable par les autorités romaines et le dédouaner de tout soupçon de libéralisme. C'est ainsi qu'il souligne les superstitions des Chinois, et durcit la pensée de Ricci.

Même légèrement altérée, cette pensée est claire : puisque la révélation chrétienne s'adresse à tous les hommes et que l'humanité est d'une variété infinie, il faut respecter la culture chinoise autant que possible et ne chercher à la modifier que lorsque c'est absolument nécessaire. Il s'ensuit que, puisque le confucianisme n'est pas une religion, mais une sagesse philosophique, on peut conserver le culte rituel des ancêtres. Ricci n'avait donc aucun scrupule à autoriser les convertis à participer aux honneurs rendus à Confucius.

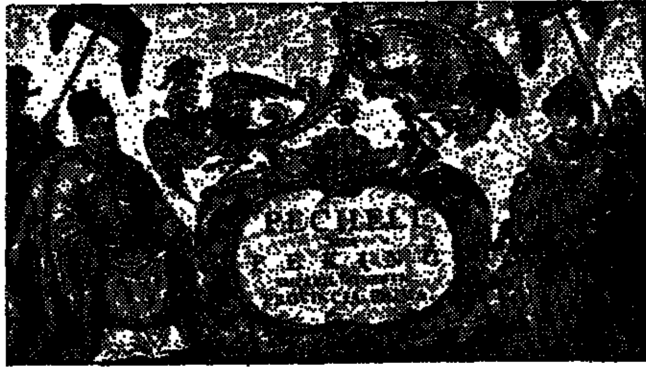


Illustration extraite de la carte de Chine tirée de l' « Atlas Sinicus », de Martin de Martinis, pl. 1, édité chez Jean Blaeu, Amsterdam 1655.

La querelle des rites ne concerne pas la liturgie catholique, comme on le dit souvent, puisque le pape Paul V autorisa, en 1615, aux prêtres autochtones à dire le bréviaire, à administrer les sacrements et à célébrer tous les offices liturgiques, y compris la messe, dans le chinois littéraire.

Mais, faute de prêtres autochtones, cette dernière permission ne fut jamais utilisée, et, après la mort de Ricci en 1610, l'autorisation d'instituer une liturgie chinoise, demandée par le nouveau général des jésuites, fut refusée, ainsi que la permission pour les catholiques de pratiquer le culte des ancêtres. Voilà comment l'entreprise missionnaire jésuite, menée si brillamment par Matteo Ricci, se solda par un échec.

ALAIN WOODROW.

★ HISTOIRE DE L'EXPEDITION CHRETIENNE AU ROYAUME DE LA CHINE, de Matteo Ricci et Nicolas Trigault, Desclée de Brouwer, 742 pages.

AGUIRRE

(Suite de la page 9.)

La relation de Francisco Vasquez et la lecture qu'en fait son préfacier, Manoël Faucher, suggèrent d'autres voies. Elles sont peut-être plus étonnantes. Aguirre aurait été conduit par une extraordinaire vision politique. Il a lancé la première déclaration d'indépendance de l'histoire de l'Amérique. Dès qu'il assure son pouvoir sur l'expédition, en effet, il en bouscule les règles. Au lieu de chercher l'El Dorado, il descend jusqu'à l'Atlantique, remonte vers le Venezuela, entend traverser l'isthme de Panama pour prendre le Pérou à rebours, le conquérir, le proclamer indépendant.

C'est laver à bon compte un personnage impardonnable, mais il est vrai qu'on repère dans Aguirre des constances. Vasquez reproduit la longue lettre qu'Aguirre, du fond de son rêve, expédie à Philippe II, le roi d'Espagne, pour lui dire son projet. Texte magnifique et amer, un délire, mais contrôlé, et qui s'achève sur cet adieu au roi : « *Fils de tes fidèles vassaux du Pays basque, mais, moi, rebelle, jusqu'à la mort, à cause de ton ingratitude. — Lope de Aguirre.* »

Il faut ajouter néanmoins que cette volonté politique est enrichie de couleurs bien noires. Une fois, comme la tempête immobilise l'expédition, Aguirre hurle : « *Est-ce que Dieu pense que, parce qu'il pleut, je ne dois pas aller au Pérou et détruire le monde ?* » Quant à Dieu, Aguirre n'est pas de ses amis. Il en vomit les serviteurs, moines et prêtres. *Il est un champion du* blasphème, et sa philosophie est celle du néant. « *Si je dois mourir abattu dans cette province, je n'en crois pas à la parole de Dieu, ni à la secte de Mahomet, ni à Luther, ni au paganisme, mais seulement qu'on naît et qu'on meurt.* »

Les derniers jours sont hallucinants. Avec sa troupe fourbue, Aguirre est cerné par les soldats du roi. Il tombe malade. Par quel prodige les désespérés qui le transportent dans un hamac ne s'en débarrassent-ils pas, d'autant qu'Aguirre les met au défi : « *Tuez-moi ! Tuez-moi !* » Ensuite, ses soldats débandés, Aguirre est seul, ou [illegible]esque, avec sa petite fille Alvi[illegible] qu'il aime. Il la tue, pour qu'[illegible]lle ne devienne pas « la put[illegible]n de tous ». Les soldats d[illegible] roi l'abattent, le découpent en quartiers, et sa tête sera exposé[illegible] dans une cage de fer.

Aujourd'hui encore, la m[illegible]oire du forcené n'est pas étein[illegible] en Amérique du Sud. Lorsque, [illegible]ans les nuits torrides, des sort[illegible] de feux follets illuminent les h[illegible]bes de la forêt, ce sont des « [illegible]ux d'Aguirre » — comme si le t[illegible]an n'avait abandonné sur la t[illegible]re que cette trace dérisoire, [illegible]es petits clins d'œil de l'enfer.

GILLES LAPOUGE.

★ AGUIRRE OU LA FIEVRE [illegible] L'INDEPENDANCE - Relation vé[illegible]dique de l'expédition de l'Omag[illegible] et de l'El Dorado (1560-1561), d[illegible] Francisco Vasquez. Traduit, présenté et annoté par Manoël Faucher. Fayard, « Des Voyageurs », 298 pages.

L'épopée de Flora Tristan au Pérou

● *L'éveil d'une vocation féministe.*

EN 1833, le Pérou était une république gouvernée par des clans de riches seigneurs. Le plus puissant d'Arequipa, don Pio Tristan Moscoso, voit surgir devant lui une fine figure frêle aux grands yeux :

« Mon oncle, êtes-vous bien persuadé que je suis la fille de votre frère ? » « Oh, sans doute, Florita. Son image se retrouve en vous trop fidèlement pour qu'on en puisse douter... » Elle est là debout réclamant l'héritage de son père. Et voici la réponse : Flora Tristan, fille du frère mort et d'une Française, a été reconnue, mais le mariage de ses parents n'est pas valide. Enfant naturelle, donc... pas d'héritage. Mais qu'elle demeure là, parmi les volcans, les montagnes, les plantations, les couvents, les villages indiens, les esclaves, la parentèle. Qu'elle se joigne à la vaste *gens* gravitant autour du seigneur. L'oncle la mariera à un homme riche...

Voilà. Le rêve est brisé. Flora a englouti tout ce qu'elle possédait dans un voyage de quatre mois et demi. En vain. Elle ne peut avouer la vérité... Désespérée par la misère, elle s'était à moins de dix-huit ans mariée à un graveur, André Chazal, alcoolique, joueur perdu de dettes, fou... Portant son troisième enfant en elle, Flora s'était enfuie. Sans un sou, sans métier, elle s'est faite caissière, puis femme de chambre d'une aristocratique Anglaise voyageuse. Mais dans une France au divorce aboli, une épouse fugitive est une délinquante de droit commun. Aussi Flora, si on la voyait avec Aline, sa dernière-née, préférait se faire passer pour fille-mère. Sans Aline, elle s'affirmait célibataire. Prisonnière de ce mensonge, la bigamie devenait son cauchemar...

L'esclavage

La voilà donc au Pérou, découvrant une misère pire qu'au quartier Maubert à Paris : le dénuement de l'esclavage. Dans sa prison, une Noire lui explique pourquoi elle a, de ses mains, tué sa nouveau-née ; elle voulait lui épargner sa propre existence : jouet des chefs dans l'extrême jeunesse, puis bête de somme. Flora découvre la dépendance de ses parentes face au tout-puissant don Pio. Et aussi les étranges libertés des religieuses au couvent. Et encore l'existence jamais imaginée des *rapanas*, cantinières indiennes, qui, sur l'arrière des armées levées par les chefs locaux, forment une communauté sans maris, où l'homme peut ensemencer l'enfant mais ignore même qu'il en est le père. Ces femmes, sans tendresse ni rêves, capables, endurantes, défendant une rude liberté, pillent parfois pour manger, et tueraient pour obtenir leur dû. Elles dessinent devant Flora une image étrange de la liberté féminine. Autre image, mais d'une licence fondée seulement sur la ruse : celle des bourgeoises émancipées de Lima. Comme les Vénitiennes de la grande époque elle circulent partout, seules, portant un masque, drapées dans la *saya* qui déguise les formes, et s'amusent à intriguer leurs propres maris. Mais ce sont là quelques privilégiées...

Un coup d'Etat survient. Flora devient une sorte de conseiller : n'a-t-elle pas vu les barricades de 1830 à Paris ? Le parti de don Pio Tristan subit une défaite, mais qu'importe : le prudent seigneur compte des amis dans l'autre camp. Alors, dans l'entourage du vaincu, le président Gamarra, la Parisienne rencontre sa plus grande tentation. Le colonel Escudero est un Espagnol, tantôt journaliste, tantôt militaire, joueur de guitare, poète « l'esprit vif, l'imagination inépuisable, le caractère gai ». Amoureuse, Flora ? Il semble bien. Associée à cet homme, elle sent qu'elle pourrait conquérir le pouvoir... Mais dans le camp adverse de celui de l'oncle. Elle n'ose pas. « *Je redoutai cette dépravation morale que la jouissance du pouvoir fait généralement subir.* » « *Le sacrifice fut d'autant plus grand qu'Escudero me plaisait.* » Elle rencontre aussi — autre figure effrayante de la puissance féminine — celle qui avait, à l'ombre de son mari, exercé la réalité du gouvernement : la senora Peña cha Gamarra. Atteinte du haut mal, capable d'assister aux batailles à califourchon sur son cheval, en pantalon la « Croquemitaine du Pérou » *produit sur la Parisienne* l'inoubliable attrait-répulsion d'un monstre malheureux.

Revenue en France avec une maigre pension allouée par l'oncle Pio, Flora publie en 1838 *les Pérégrinations d'une paria*. Quelle bombe ! L'oncle d'Arequipa fait brûler le livre en place publique... et supprime la pension. A Paris, le mari, Chazal, que l'alcool et la misère enfoncent dans la folie, commence par enlever leur fille. Puis, en pleine rue du Bac, il tire sur Flora : elle l'a calomnié dans son récit... Du coup, la voilà célèbre. Elle manque d'en mourir, puis vient témoigner au procès. L'avocat de Chazal, le jeune Jules Favre, dont c'est la première grande cause parisienne, tente de faire de la victime une accusée. Il brandit les *Pérégrinations* : n'est-ce pas l'autobiographie d'une démone, créature sans loi ? Son client n'a-t-il pas eu toutes les raisons de tirer ? Dans la salle, George Sand, Eugène Sue, Jules Janin, bref le Tout-Paris admire celle qui se défend et qui parfois défaille.

Le mari condamné à vingt ans de prison, Flora est libre. Elle pourrait enfin jouer les dames de lettres : le procès l'a mise à la mode... Ses *Pérégrinations* ont fait surgir en elle d'autres exigences.

Elle deviendra une pionnière du féminisme socialiste et mourra à la tâche à quarante et un ans en prêchant son « union ouvrière ».

Les Pérégrinations d'une paria, découverte conjuguée d'une femme triomphant du malheur et d'un Pérou romantique, offrent plus de personnages, d'histoires, d'événements, de croquis de mœurs, de situations touchantes ou cocasses qu'aucun roman. En nos saisons, où un néo-romantisme tente, — difficilement — de se frayer un chemin, Flora prend toute son actualité. Pionnière de la cause des femmes, certes, mais aussi écrivain romantique à découvrir, elle pourrait bien, à travers ses œuvres et sa vie, devenir un modèle de « nouvelle romantique ».

DOMINIQUE DESANTI.

★ LES PEREGRINATIONS D'UNE PARIA, de Flora Tristan, Maspéro, « La Découverte », 377 pages.

AGUIRRE

L'épopée de Flora Tris[…] au Pérou

Entretien avec Patrick SEGAL

Un bourlingueur en fauteuil roulant

Avril 1972. Un coup de feu transforme un grand jeune homme de vingt-quatre ans en grand invalide. Comme Joe Bousquet. Comme tant d'autres, cloués à vie.

Patrick Segal, lui, s'est mis à bouger. Reporter-photographe, il parcourt le monde entier. Il racontera son aventure dans *L'homme qui marchait dans sa tête* (1) prix des Maisons de la presse 1977 et best-seller. Cette année, il lui a donné une suite : *Viens la mort, on va danser.*

Mais Patrick Segal n'est pas seulement écrivain, reporter ou voyageur. Expert en matière de rééducation, chargé des problèmes de réinsertion des handicapés sur le plan social et médical, son expérience est sollicitée en divers points du globe, aussi bien à l'île Maurice qu'au Québec. Il a formé des médecins et des éducateurs au Liban et au Vietnam. Il fait des conférences dans les milieux médicaux. Il est responsable des problèmes d'aménagement au département d'architecture de la Ville de Paris pour tout ce qui concerne l'accès des handicapés. Les bâtiments publics ont été revus par ses soins. Seul le Louvre lui résiste : un handicapé ne peut s'y rendre seul.

On fait confiance à Patrick Segal parce qu'il connaît dans le détail la vie quotidienne des handicapés. Il sait, et il prouve, qu'un handicapé peut vivre davantage ou autrement que ce qui est prévu dans des règlements dictés par des gens « normaux ». Il a su briser un mur de silence et de résignation. Il sert d'exemple.



★ *Dessin de Bérénice CLEEVE.*

« Patrick Segal, vous êtes, si j'ose dire, écrivain par accident ?

— Oui, mais pas par hasard. Avant mon accident, j'aimais dessiner des bandes dessinées, pour mon plaisir.

» Il y a eu ce choc. Je me suis réveillé, attaché sur un lit d'hôpital. Dès qu'on m'a libéré une main, j'ai demandé un bloc de papier, un crayon, et pendant mes six premiers mois d'allongé, j'ai fait des poèmes.

» Max-Pol Fouchet organisait un concours de poésie, en 1972. Je lui ai écrit. Il m'a encouragé à persévérer. Puis j'ai commencé un roman. Quatre éditeurs l'ont refusé. Ils le trouvaient insoutenable pour d'éventuels lecteurs. Je l'ai plus tard « cannibalisé » dans mes livres.

» L'écriture était pour moi la seule façon de répondre à la mort, et mon stylo, une arme contre la solitude. L'écriture m'a permis aussi de retrouver un langage. Vous savez, à l'hôpital, vous n'avez plus la parole. La seule façon de m'évader de ce monde, c'était de l'écrire. J'ai donc fait ce roman pour exorciser le mal.

» Je ne sais pas ce que c'est qu'un « écrivain ». Les mots jaillissent, c'est tout. J'ai du mal à maîtriser le langage, comme le reste. J'ai perdu une grande partie de mes facultés physiques. Mais j'ai gardé ma violence. Et j'étais d'autant plus violent que j'avais l'impression que la société voulait me rogner les ailes : Tu ne feras plus jamais ça, ni ça... Je suis un témoin... Je veux communiquer. Je me sers de mon stylo comme de mes mains ou de mon appareil photo.

— Ne forcez-vous pas sur le côté « tarzan » de votre personnage ; c'est-à-dire, non seulement je fais comme les autres, mais encore je vais plus loin ?

— Je ne suis pas Tarzan. Mais c'est dans ma nature, j'ai besoin de vivre dans l'aventure. Je sais, j'en fais beaucoup. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas d'en faire plus que les autres, mais d'aller jusqu'au bout de mes possibilités.

» Ce que je recherche, je le trouve dans la rencontre avec les gens, en faisant des reportages, en allant donner des soins. Et quand je le fais, ce n'est pas en tant que handicapé-Tarzan. C'est au nom de tout le monde. « Handicapé », c'est un mot qu'il faut rayer. Et quand on me demande : par quoi le remplacer ? Je réponds : par rien.

— Que vous apporte l'écriture, dans tout ce mouvement ?

— C'est un besoin, comme l'oxygène ou le soleil. J'écris par jet, comme je vis. Je suis incapable de fournir à la commande. J'amasse des notes. Un jour, je les assemble. Un bouquin, je le construit comme une maison. Une fois que c'est fini, je jette la clef. J'ai besoin de recommencer, tout le temps.

— Sinon ?

— J'exploserais.

— Et vous pensez continuer ?

— Ecoutez : On m'a dit : Patrick, tu as deux livres. A présent, tu dois penser à une carrière d'écrivain. Je ne sais pas ce que ça veut dire. Si demain je cesse de me passionner pour l'écriture, je cesserai d'écrire. Etre écrivain à vie, c'est comme être fonctionnaire. Je ne sais pas ce que c'est. Je ne veux pas le savoir.

— N'avez-vous pas l'impression d'explorer la même veine ? Ne craignez-vous pas de devenir le Guy des Cars des handicapés ?

— Exploiter la même veine ? Disons d'abord que je la vis. Ce n'est pas simple. Il faut se pousser tous les jours, et ça fait cent kilos, avec le fauteuil. Et c'est aussi quinze ans à vivre. Mon temps est compté. Je ne cherche pas à faire pleurer dans les chaumières, au contraire. Les handicapés ne sont pas pour moi ce que sont les femmes pour certaines féministes. Je suis diminué. J'ai le privilège d'en souffrir moins que d'autres. Mais la vie de la majorité des handicapés est effroyable. Ce sont des gens tellement peu montrables... J'écris pour eux, pour témoigner, pour les défendre. Je n'ai plus besoin de *me* défendre. Si quelqu'un me dit : *« Tu n'es qu'un bout de viande »*, je lui fous mon poing sur la gueule.

Marcel le clown

» Ce dont je parle, quand je vais au Vietnam et au Liban, c'est de la détresse et de la souffrance des gens. Et je la vis à tout moment : ce sont, par exemple, les petits enfants, dans la rue, qui me montrent du doigt à leurs mères... Ce sont les restaurants où l'on me dit : il n'y a plus de place. Vous appelez ça une veine ?

» Et à présent, pour moi, c'est plus facile, puisque je suis devenu une vedette. Ce statut, je m'en sers pour les autres. Ce n'est pas non plus par hasard. J'ai fait des études de médecine. C'est donc un peu ma vocation.

— Envisagez-vous d'écrire dans un registre différent ? De devenir un romancier, par exemple, au lieu de rester un cas ?

— Je n'ai pas l'intention d'être un cas, ou d'exploiter un cas, mais de rester un témoin. Je suis un journaliste, même sans carte de presse. Et puis, je vous ai dit que j'avais commencé par écrire un roman. Je crois que c'était un bon roman. Il paraît que les lecteurs n'auraient pas supporté... Me mettre à un autre ? Pour le moment, la vie que je mène, les gens que je rencontre, c'est tellement fort, tellement plus intense qu'un roman. Pourquoi essayer d'imaginer une histoire alors que ce que je vis est si intense ? Je ne méprise pas le roman. J'y reviendrai peut-être un jour.

— Si ?...

— Si je suis dans une situation d'amour et de détresse, en marge de la réalité. Je continue à écrire de la poésie. Et je crois que mes personnages poétiques sont aussi des personnages de roman.

» A six ans, j'avais créé un clown, Marcel, pour faire rire ma sœur. Un clown qui ne tenait pas sur ses jambes. Je ne savais pas qu'un jour, je serais ce clown. Il me tient toujours à cœur. Il est tout petit, et je l'envoie sur une planche de surf, affronter des vagues hautes comme des montagnes. Il veut aller à Hawaï. Tout le monde a peur, mais Marcel part quand même. Et on l'attend. C'est loin, Hawaï.

— Vous pensez à la mort ?

— Elle me fascine. Le suicide, j'y ai pensé, mettez-vous à ma place.

— Non. Revenons à l'immortalité. Pour vous, le style ?

— J'avais emporté mon premier livre aux Etats-Unis. Ils m'ont rendu le manuscrit en me disant que le style n'était pas très bon, parce que ça ressemblait trop à du Prévert. J'ai éclaté de rire. J'étais le plus heureux des hommes.

» J'essaie d'écrire le plus simplement possible. Je suis pressé. Je dois vivre vite. Je n'ai pas le temps de m'attarder à faire vingt pages avec une idée. Je préfère le contraire. J'écris comme je parle, et je parle comme je vis. Je n'ai pas le temps de prendre la pose.

» Je vais vous raconter une histoire. Le père d'une de mes amies, qui est professeur agrégé de lettres, se refuse à me lire. Mais il demande à sa fille, qui me lit, et qui est prof également, de lui dire ce qu'il y a dans mes livres. Pour lui, *je ne suis pas* de la littérature. Mais quand il donne des dissertations à ses élèves, il arrive qu'ils me citent... Je fais partie des auteurs que l'on a proposés aux sujets du bac, en 1977 et en 1978. Mais il ne peut toujours pas me lire.

— Vous pensez que certains vous refusent parce qu'ils se font de vous une idée fausse?

— Bien sûr. J'étais professeur de karaté. Allez donc avec ça faire croire que vous êtes un homme sensible qui aime la poésie. On m'a tellement collé cette image de Superman que, quand mon corps s'est dérobé, j'en étais content. Enfin, j'allais pouvoir parler de ce que j'aime. Et maintenant, je suis de nouveau classé comme un aventurier. Superman n'est pas mort.

— Et vos projets ?

— Si demain, Médecins sans frontières me prévient : « Patrick, on monte un hôpital en Erythrée », je pars. Mais cela ne m'empêche pas de rester un conteur. J'aime toujours raconter des histoires aux enfants. Et j'aime les images. C'est sans doute pour ces raisons que des gens comme Jane Fonda, Al Pacino, John Voight ou Milos Forman m'ont demandé de travailler avec eux.

— Par exemple ?

— Forman me demande d'attendre 1981, pour essayer de faire ensemble *l'Homme qui marchait dans sa tête.*

— Avec le recul, comment voyez-vous votre vie, depuis votre accident ?

— Je crois que, au départ, j'en ai fait beaucoup, pour prouver aux autres que je n'étais pas mort. Et à présent, l'action, c'est pour moi comme une drogue. Et l'écriture comme un défi. Mais pas simplement un défi du genre de celui d'un fils d'ouvrier qui veut devenir prof de philo. Parce que mon défi est devenu un succès, et ce succès permet à beaucoup de gens de voir que l'on peut vivre même si on est condamné, même si on est rejeté. D'une façon ou de l'autre, nous sommes tous des handicapés.

— Nous n'allons tout de même pas en finir sur ce mot ?

— Tout de même pas. Voyez-vous, pendant cinq ans, dès que j'ai pu, j'ai bourlingué à travers le monde, dans mon fauteuil roulant. Personne n'en parlait. Ce n'était pas sérieux. Parce que, finalement, comme disait mon père : *« Mon garçon, dans la vie, l'important, c'est d'avoir une situation assise. »*

Propos recueillis par
CLAUDE COURCHAY.

★ VIENS LA MORT, ON VA DANSER. Flammarion.

(1) Flammarion.



Le Monde

culture

Danse

Baryshnikov et Ailey pour la rentrée

La rentrée chorégraphique s'annonce particulièrement brillante et chargée cette année. A Paris, elle commencera dès le 25 septembre avec deux manifestations exceptionnelles : au Théâtre des Champs-Elysées, un programme de ballets de Balanchine et de Robbins dansés par Mikhaïl Baryshnikov et cinq solistes du New-York City Ballet, P. Martins, P. Mac Bride, B. Cook, H. Watts, et J. Fugate, en prélude au Festival de France, créé par la Ville de Paris sous la présidence de M. Marcel Landowski, et au Théâtre de la Ville en avant-saison une intégrale de l'œuvre d'Alvin Ailey — vingt et un ballets dont seize inédits, — à l'occasion du vingtième anniversaire de la compagnie (du 25 septembre au 7 octobre).

● Dix-septième Festival international de la danse : dirigé par Jean Robin, le Festival a choisi de présenter au Théâtre des *Champs-Elysées la compagnie de* Paul Taylor, qui interprétera, notamment, la dernière œuvre du chorégraphe américain « Diggity », musique de Donald York (12-18 novembre). Ensuite, Lucinda Childs créera « Dance », accompagnée par Phil Glass et ses musiciens sur des projections de Sol Lewitt (20 et 21 novembre). *Puis ce sera* le retour du Ballet nacional de Cuba avec des chorégraphes de Fokine, Alberto Mendez, Brian Mac Donald (22-25 novembre). Pour la première fois en Europe, le New-Yorkais Eliot Feld se produira avec une compagnie importante de danse contemporaine riche de vingt et un éléments (27 novembre - 2 décembre). Ce sera enfin le Ballet de Stuttgart qui interprétera « la Dame aux camélias », ouvrage composé par John Neumeier à l'intention de la danseuse étoile et directrice de la compagnie, Marcia Haydée (3-9 décembre).

● Festival d'automne : plusieurs compagnies de modern dance américaine ont été invitées en accord avec le Festival international de la danse. Elles se produiront dans différents lieux : la troupe de Merce Cunninham au Théâtre de la Ville (8-14 octobre) et au Centre Georges-Pompidou (16 octobre-4 novembre), le groupe de Trisha Brown au Centre Georges-Pompidou (7-12 novembre). Deborah Hay et Dana Reitz, deux représentantes de la post modern dance, seront du 22 au 24 décembre à la Chapelle de la Sorbonne, où Scheryl Sutton leur succédera du 29 novembre au 1er décembre.

● Théâtre national de l'Opéra : pour sa dernière saison, Hugues actuelle (Rolf Liebermann, Hugues Gall, Violette Verdy, à qui succéderont respectivement la saison prochaine Bernard Lefort, Georges Hirsch, Rosella Hightower) a prévu la remise au répertoire de « Sylvia », musique de Léo Delibes dans une version de Lycette Darsonval d'après les chorégraphies de Mérante, Staats et Aveline (13 novembre) et une nouvelle production de Rudolf Noureev, « Manfred », sur une musique de Tchaïkovski, qui sera montée au Palais des Sports à partir du 20 novembre ; mais déjà on se préoccupe de la création, le 22 février 1980, du « Fantôme de l'Opéra », grand ballet de Roland Petit, d'après Gaston Leroux, sur une partition originale de Marcel Landowski. Interprète : Noureev.

● Hors Paris : le Ballet Théâtre Français de Nancy fera sa rentrée le 1er octobre avec « la Boutique fantasque », de Massine. Le 1er décembre, il présentera, à Beaubourg, une animation inédite conçue par la chorégraphe américaine Viola Farber en fonction des lieux. Le Ballet du Rhin ouvre la saison avec un hommage à Diaghilev : « le Spectre de la rose », « l'Oiseau de feu », « le Faune » (9 novembre), tandis qu'à Rennes le Théâtre chorégraphique affiche, dès le 17 septembre, une nouvelle création de Gigi Caciuleanu, « Machine à sous, porte du ciel ». Rentrée cruciale pour le Centre chorégraphique d'Angers, dirigé par Nikolaïs, qui devra, au cours de cette seconde année d'existence, affirmer sa double vocation de centre de formation et de lieu de création. Il est à noter que les meilleures œuvres des jeunes danseurs-chorégraphes fourniront la matière d'un spectacle présenté en fin de saison à Paris au Théâtre de la Ville. — M. M.

Cinéma

« AVEC LES COMPLIMENTS DE CHARLIE » de Stuart Rosenberg

On y trouve ce que l'on attend : une dose convenable de surprises et pas trop d'épaisseur. Charles Bronson n'étant jamais autre que lui-même, et Stuart Rosenberg n'ayant jamais réalisé que des stéréotypes (*les Indésirables, la Toile d'araignée*, etc., il y en a beaucoup et dans tous les genres), que pourrait-on espérer de plus ?

Avec les compliments de... Charlie se passe en grande partie en Suisse, ce qui confère une agréable étrangeté au pays (il en devient inquiétant) et au film (Charles Bronson doit faire des efforts d'adaptation). Trains, tunnels, chalets, téléphériques : les bons sont poursuivis par les méchants et, cahin-caha (parce que le scénario est bancal), ça fait une longue traînée de cadavres dans la neige. Charles Bronson, policier envoyé par le F.B.I., a dû kidnapper la maîtresse d'un mafioso, et, tout amoureux qu'il est, le mafioso a décidé de la faire assassiner pour que, justement, elle ne renseigne pas le F.B.I. sur ses activités.

L'intérêt, c'est que l'on croit au danger et à l'inévitable sentiment qui relie les fuyards. On y croit, et pourtant Charles Bronson, dont le côté chat et le côté ours sont pour une fois bien mis en situation, est le seul personnage sérieux. Tous les autres ont ce relief qu'on ne trouve que dans le cinéma américain, et sont bizarres, ridicules et drôles. Jill Ireland est jolie et très bien dans le rôle de l'idiote, qui n'en est peut-être pas une. Rod Steiger, en caïd capricieux et bégayeur, procure de bons moments.

CLAIRE DEVARRIEUX.

● Voir les exclusivités.

Musique

L'Orchestre des jeunes de la Communauté à Venise

« Un survivant de Varsovie » de Schönberg

Les deux concerts donnés successivement à l'église de Santo Stefano et au théâtre de la Fenice à Venise par l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne, sous la direction de Claudio Abbado, ont soulevé un enthousiasme touchant au paroxysme. Le programme où étaient inscrits, le premier soir, les noms de Bach et de Bruckner et, le lendemain soir, ceux de Beethoven et de Stravinski, comportait chaque fois une œuvre peu jouée mais que le chef d'orchestre milanais affectionne : Un survivant de Varsovie, *de Schönberg, opus 46, pour récitant, chœur et orchestre, datant de 1947.*

L'admirable salle circulaire de la Fenice, à l'acoustique impeccable, se prêtait mieux que la nef gothique à ce long cri de douleur que pousse un rescapé du ghetto du fond des égouts de Varsovie, et qui s'achève par la prière lancinante et immémoriale, Ecoute, Israël, *reprise par d'autres voix de l'ombre. Le texte était interprété par Maximilian Schell. Interprétation éclatante où alternaient pudeur et violence exprimant l'une et l'autre la plus extrême souffrance. Le récit, dans la version anglaise qu'il nous a été donné d'entendre, était entrecoupé d'ordres hurlés en allemand lorsque le « survivant » se remémore le calvaire des appels interminables auxquels il était soumis.*

Il est intéressant de noter que cette résurgence tragique d'un passé qui ne cesse d'être proche n'est inscrite au programme, dans la tournée des Jeunes de la Communauté, que lorsque ceux-ci se produisent en Allemagne, en Autriche et en Italie. A l'exclusion des pays alliés contre l'Axe à l'époque où le drame se déroulait, ce qui ne semble pas être le seul effet du hasard.

ISABELLE VICHNIAC.

Notes

Expositions

Jeunes Américains à Alès

Le musée du Colombier à Alès présente, sous le titre « Huit voyages à Ners », une exposition consacrée à l'art du paysage. Elle est composée d'œuvres produites entre 1972 et 1979 à Ners, village des bords du Gardon près d'Alès, par un groupe de vingt-six peintres photographes ou cinéastes américains.

Cette exposition comprend plus de cent documents. Elle est l'une des plus importantes en Europe organisée sur le thème du paysage français, la première qui ait été réalisée par un groupe d'artistes américains et la première aussi, dans le monde, où pour les œuvres photographiques on ait utilisé les procédés du daguerréotype modernisé et de la photographie « sans lentille ». Elle exprime la tendance des jeunes Américains vers le retour aux sources esthétiques européennes traditionnelles, notamment le classicisme et le naturalisme.

Outre l'ensoleillement et la variété du paysage, les participants à cette exposition ont été séduits par l'accueil chaleureux de la municipalité et de la population de Ners.

Après Alès, l'exposition deviendra itinérante. Elle doit notamment s'arrêter dans un premier temps dans l'Hérault, à Montpellier au musée Fabre, à Sète au musée Paul-Valéry, dans le Gard, au Musée des beaux-arts de Nîmes, et dans les Pyrénées-Orientales, à Perpignan.

ROGER BECRIAU.

★ Musée du Colombier à Alès. Jusqu'à la fin du mois de septembre.

Variétés

Bruno Garcin au Café d'Edgar

Bruno Garcin est un comédien doué, *brillant*, qui prend le trait juste, saisit les gestes, les mots dans leur vérité, et recrée ainsi toute une série de personnages de la vie quotidienne. Il propose une galerie de portraits croqués souvent avec causticité et un humour noir qui n'est pas si fréquent chez les auteurs français de sketches, et qui fournit à son « one man show » une *partie de son efficacité comique*.

Avec une belle santé, dans des séquences brèves ou de durées plus longues mais toujours vives, Bruno Garcin donne libre cours à des sarcasmes et à une férocité qui sont en quelque sorte équilibrés par une part de rêve, par infiniment de vie et d'humanité dans les notations, par un style plein de panache. Le « tour » de Bruno Garcin dure à peine une heure, mais il est très drôle.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Café d'Edgar, 23 h. 15.

Jazz

Steve Lacy au Café de la gare

Pendant tout le mois d'août, à raison de deux soirs par semaine, Steve Lacy joue la musique qu'il a conçue sur la scène du Café de la gare, en changeant chaque fois de contexte. Le solo d'abord, le duo avec Steve Potts (dimanche et lundi dernier), en attendant le trio puis le quartette.

Plus que tout autre musicien, Lacy croit dans les vertus de l'acharnement et du travail. Voilà près de quinze années qu'il ne joue que du soprano, le plus ingrat de tous les saxophones. Voilà dix ans qu'il quitta Steve Potts, lui aussi saxophoniste : « *Potts et moi, nous nous exprimons dans une totale confiance mutuelle*, dit Steve Lacy. *D'année en année, cette confiance augmente avec notre travail. Aujourd'hui notre entente révèle à la fois la magie de l'amitié et l'intérêt qu'il y a toujours à aller de l'avant. Au début des années 60, alors que je jouais avec Cecil Taylor, j'ai entrevu les espoirs qu'apportait la révolution musicale d'Ornette Coleman. Depuis, sans reculer, j'ai fait la conquête de cette liberté. Les oreilles des auditeurs et des musiciens ont évolué ensemble, et aujourd'hui le contact est bien meilleur. Mais pour percer l'impasse du free jazz, il m'a fallu toujours explorer et en revenir à des formes plus traditionnelles. Même si la relecture de la tradition avec des sons nouveaux a aussi son intérêt.* »

Lacy est au plus haut point intéressé par la formule du quintette et y consacre ses plus grands efforts. Très peu dispersé dans ses activités, il avoue cependant la joie qu'il trouve à n'être qu'un « *sidemen* » avec l'orchestre Gil Evans, auquel il voue une réelle admiration. Lundi soir, au Café de la gare, Lacy et Potts ont atteint l'inexplicable. Comment en effet discerner ce qui dans leur dialogue mené à l'unisson ou bien face à face, est si violemment intense et sincère ? A chaque instant ils paraissent à mille lieues l'un de l'autre et pourtant ils jouent ensemble. Il leur suffit d'une note, d'un glissendo pour que leurs voix se joignent solidement, se mélangent, au point qu'on ne distingue plus l'une de l'autre.

Souvent Potts assure un *rôle de* rythmique, tandis que son compère procède ici et là à de petites phrases. Mais le rythmique de Potts ne suppose pas le solo. Habité par un blues torride, Potts ne joue pas deux fois de la même façon ce *riff* qui semble pourtant l'obséder. Lacy, alors, s'arrête et le laisse seul comme pour mieux l'écouter.

PAUL-ETIENNE RAZOU.

★ Steve Lacy, en trio les 19 et 20 août et en quintette les 26 et 27, à 21 heures, au Café de la gare.

★ Sortie imminente : *Troubles* (disques Black Saint, distribution Musica) et *Solo* (disques Horo, distribution Musica).

Louis Hayes et Sonny Fortune *au Palais des glaces*

Cette semaine est marquée par la venue à Paris de deux formations représentant un style de musique de jazz, dont la source se situe avant le « free », mais qui s'est perpétuée au-delà sans parfois même se soucier de l'existence de ce dernier. On l'a nommé « hard bop », puis « jazz dur », « funky jazz », en ce qu'il simplifiait les formes du bebop tout en durcissant les contrastes et en y introduisant des éléments de musique « soul » (gospel ou rhythm'n blues).

Woody Shaw, Cedar Walton, Louis Hayes, Sonny Fortune sont parmi les meilleurs représentants de ce genre imposé par Art Blakey, Dexter Gordon, Horace Silver, lesquels connaissent aujourd'hui un regain d'intérêt considérable. Bien souvent, l'amateur préfère ces artistes de haut niveau jouant une musique dont ils connaissent chaque détour, à de jeunes loups avides de bouleversements, faisant presque de l'innovation une question d'honneur.

Après Woody Shaw, en juillet, à Antibes, puis à Paris, c'est autour du batteur Louis Hayes et du saxophoniste Sonny Fortune, d'occuper la scène du Palais des glaces. Ces deux noms à la tête de deux formations supposent presque à coup sûr, une soirée haute en swing et en émotions ; du jazz comme l'apprécient finalement une majorité de spectateurs avec les plus évidentes de ses particularités et toutes les surprises de sa démesure. Au sein du groupe de Louis Hayes, le saxophoniste Frank Strozier occupe une place privilégiée. Il est un des rares altos de la veine néo-bop, à n'avoir pas eu à pâlir de la toute-puissance de Charlie Parker. Flûtiste également, son dernier passage à Paris avait confirmé des qualités d'improvisateur exceptionnelles ainsi qu'une rigueur et une défense qui font honneur au style qu'il défend.

Sonny Fortune, lui, après l'expérience de Miles Davis, est revenu à un discours moins véhément. Il recourt souvent sur ses disques à des effets de percussion et d'électronique divers pour accentuer le côté sériel de sa musique, bien qu'il reste très éloigné de toute démarche mystique. Sur scène, en petite formation, son jeu est plus clair et plus solide. Avec son saxophone soprano, en particulier, il enroule successivement et sans fléchir des lignes mélodiques les unes autour des autres contribuant peu à peu à force de patience et d'acharnement, à créer l'envoûtement désiré. — P.-E. R.

★ Louis Hayes, le 16, à 20 h. 30, au Palais des glaces.

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

« *Les cow-boys de Hollywood* », sur FR 3

La rencontre de l'industrie et d'une légende

Sans l'inventeur de l'ampoule électrique, Indiens et cow-boys n'auraient peut-être pas remplacé depuis cinquante ans le jeu des gendarmes et des voleurs, autour du sable des squares. L'Attaque du train, *tournée par Thomas Edison en 1903, est en effet le premier western connu et daté.*

Le reportage de la télévision canadienne proposé au cours du prochain numéro du « Nouveau vendredi » montre que, dès le début du siècle, l'Amérique reconnaissait dans le cow-boy un fils prodigue et une conscience : le rêve individualiste et whitmanien du dix-neuvième siècle. Sans la rencontre de l'industrie et d'une légende encore naissante en 1900, Gary Cooper serait resté un garçon de ferme placide, John Ford aurait peut-être monté des vaudevilles à Milwaukee, et le cow-boy ne serait jamais devenu la plus populaire figure allégorique de ce siècle.

Les premiers westerns sont tournés dix ans avant le début de la guerre de 1914-1918. On filme les premières attaques de diligence, alors que Buffalo Bill sillonne l'Europe avec son cirque et que l'Amérique éprouve, soudain, ses limites géographiques.

A partir de 1930, le western connaît pourtant sa première maladie de langueur ; floraison de cow-boys chantant et de shérifs gominés, la chevauchée menace de s'arrêter devant le Châtelet ou plutôt à Tin Pan Alley, haut lieu de l'industrie du disque. La Fox, la Warner, la Metro tournent quelques westerns-opérettes où Gene Autry chante la romance et laissent aux petites compagnies le soin de bâcler quantité d'attaques de banques et massacres d'Indiens sur des intrigues assez indigentes. Le western industriel se survit.

L'Amérique de l'après-guerre a pour ses boys expédiés en Corée, les mêmes yeux que Grace Kelly pour Gary Cooper quand il remonte Main Street dans Le train sifflera trois fois. *Le western n'a jamais été aussi manichéen, et l'on peut suivre au fil des productions les progrès du syndrome d'encerclement des Américains pendant la guerre froide ; blocus de Berlin ou fusées soviétiques à Cuba, Fort-Apache est entouré par les Rouges, mais John Wayne a toujours le dernier mot.*

La conscience américaine se trouble dans la décennie suivante : le cinéma réhabilite les Indiens qui, à tout le moins, ont bien mérité du western. On déboulonne les gloires de l'Ouest ; le général Custer n'a plus le délicat minois d'Erro Flynn mais le rictus homicide d'un « faucon ». La guerre du Vietnam terminée, les metteurs en scène ont moins le goût d'aller chercher dans les guerres indiennes des leçons pour le présent. Le western retourne donc pour un temps à ce qui a fait sa gloire : l'espace et l'aventure... — K. D.

★ Vendredi 17 août, FR 3, 20 h. 30.

JEUDI 16 AOUT

CHAINE I : TF 1

18 h., Les Provinciales : la Vendée (Julienne); 19 h., Feuilleton : Anne, jour après jour, 19 h. 15, Jeunes pratique ; 19 h. 35, Caméra au poing ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Série : Miss, de J. Oriano, réal. R. Pigault (Miss et la vie en rose). Avec D. Darrieux, J. Morel, D. Provence.

21 h. 35, Série documentaire : Tigris... le voyage sumérien de Thor Heyerdahl (4. — Civilisation).

22 h. 30, Caméra Je : Les Enfants du placard, de B. Jacquot (1977), avec B. Fossey, L. Castel, J. Sorel, G. Marchal, L. Weingarten.

Un frère et une sœur, liés depuis l'enfance par un rite secret, se retrouvent après des années de séparation et cherchent à recréer leur univers. Ils se heurtent aux contraintes de la vie bourgeoise que mène la jeune femme.

Une mise en scène dépouillée, hiératique, pour des fantasmes et des désirs inavoués. Un très beau film.

23 h. 55, Journal.

CHAINE II : A 2

18 h., Récré A 2 ; 18 h. 30, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Les trois caméras ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Téléfilm : Amore, réal. K. Lemke.

Une histoire de légumes où l'amour triomphe de la lutte des classes : Maria, fille d'un petit marchand, rencontre Pietro, fils d'un riche importateur.

22 h., Musique : Requiem, de Verdi, par l'Orchestre philharmonique de Lille, dir. J.-C. Casadesus, les Chœurs de Düsseldorf et R. Kabaiwanska, N. Denize, C. Bergonzi, J. Van Dam.

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

19 h. 10, Journal ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 40, Pour les jeunes ; 20 h., Feuilleton : Les chevaliers du ciel.

20 h. 30, FILM : HIER, AUJOURD'HUI ET DEMAIN, de V. de Sica (1963), avec S. Loren, M. Mastroianni, A. Giuffre, A. Trovajoli, G. Ridolfi. (Rediffusion.)

La femme d'un chômeur napolitain, vendeuse de cigarettes de contrebande, est perpétuellement enceinte pour échapper à la prison. Une bourgeoise de Milan a une brève liaison avec un employé. Une call-girl romaine rend à sa vocation un séminariste épris d'elle.

Trois sketches pittoresques pour un récital Sophia Loren. De Sica en plein cinéma commercial.

22 h. 25, Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Mot à mot : Epoux ; 19 h. 30, Les chemins de la connaissance : la rêverie et le corps ;

20 h., « Antony », d'A. Dumas père ; 22 h. 5, Musique enregistrée ; 22 h. 30, Histoire des trois premiers siècles de l'Eglise, en compagnie d'Eusèbe de Césarée ; 22 h. 50, Opéra, opérettes : Quand les chanteurs d'opéra rendent hommage à l'opérette.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz ;

20 h., Informations festivals ; 20 h. 30, Festival d'Aix-en-Provence : concert Schubert, par l'Academy of Saint-Martin-in-the-Fields, dir. S. Skrowaczewski et les chœurs Elisabeth Brasseur, dir. C. Brilli. Avec V. Masterson, A. Murray, P. Langridge, J. Bastin ; 22 h. 30, Ouvert la nuit : plaisir d'amour ; 0 h. 5, Germaine Tailleferre ; 1 h., Le guide musical des lieux de Paris.

D'une chaîne à l'autre

● *Le prochain concours Eurovision de la chanson* ne sera pas organisé par la radio-télévision israélienne contrairement à ce qui était prévu. Le président du conseil directeur de cet organisme estime préférable de consacrer les sommes disponibes à cet effet à la mise en place de la coloration d'ici à 1981. Cette décision a été dénoncée par le vice-premier ministre israélien qui rappelle les « avantages énormes » que ce type de manifestation présente pour le pays en tant que campagne d'information.

● FR 3 - Radio organise, du 1er au 23 septembre, une randonnée de vieilles voitures de Strasbourg à Lyon. Chaque jour, une émission publique sera diffusée en direct de la ville étape par toutes les stations de FR 3 concernées (Alsace, Lorraine - Champagne - Ardenne, Bourgogne - Franche-Comté, Rhône-Alpes-Auvergne).

SPECTACLES

théâtres

Les théâtres de Paris

Aire libre (322-70-78), 18 h. 30 : Que n'eau, que n'eau ; 20 h. 30 : Délire à deux ; 22 h. : la Voix humaine.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : le Pont japonais.
Bouffes-Parisiens (296-60-24), 21 h. : le Charlatan.
Huchette (326-38-99), 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), I, 18 h. 30 : Je vote pour moi ; 20 h. 30 : Supplément au voyage de Cook ; 22 h. 15 : Roméo et Georgette. — II, 18 h. 30 : Toi, l'artiste, dis-moi quelque chose ; 20 h. 30 : Un cœur simple ; 22 h. 15 : Parle à mes oreilles, mes pieds sont en vacances.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 30 : le Préféré.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 45 : Je veux voir Mioussov.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 21 h. : les Belges.
Variétés (223-09-92), 20 h. 30 : la Cage aux folles.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : les Europophages.

Jazz, pop', folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 22 h. : Jazz Group de Bretagne.
Patio (758-12-30), 22 h. : Maxime Saury Jazz Fanfare.
Riverbop (325-93-71), 22 h. 30 : Trio P. Petit, D. Lemerle, E. Dervieu.
Chapelle des Lombards (236-65-11), 20 h. 30 : Luther Allison ; 22 h. 30 : Henri Guedon.
Petit-Opportun (236-01-36), 21 h. 30 : Nazare Pereira.
Campagne-Première (322-75-93), 20 h. 30 : Vince Taylor ; 22 h. 30 : Dave Burrell.

Festival estival

(633-61-77)

Hôtel Intercontinental, 18 h. 30 : Michel Dalberto, piano (Schumann, Scriabine).

Les cafés-théâtres

Blancs-Manteaux (887-97-58), (887-97-58), 20 h. 15 : E. Rondo ; 21 h. 30 : Joue-moi un air de tapioca ; 22 h. 30 : P.-A. Marchand.
Café d'Edgar (322-11-02), I, 20 h. 30 : Signé Francis Blanche ; 22 h. : Deux Suisses ; 23 h. 15 : B. Garcin. — II, 22 h. 30 : Popeck.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : Marianne Sergent ; 22 h. 30 : le Bastringue.
Coupe-Chou (272-11-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : le Tour du monde en quatre-vingts jours ; 23 h. : Raoul, je t'aime.
Cour des Miracles (548-83-60), 20 h. 30 : R. Magdane ; 21 h. 30 : Commissaire Nicole Bouton ; 22 h. 30 : Elle voit des nains partout.
Le Fanal, 21 h. : le Président.
Petit Casino (278-36-50), 20 h. 45 : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : l'Espion suisse.
Petits-Pavés (607-30-15), 21 h. 30 : Poèmes du jour, G. Verchère et J.-F. Mahé.
Splendid (887-33-82), 20 h. 45 : Bunny's Bar.
Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : les Yeux plus gros que le ventre ; 21 h. 30 : R. Mirmont et M. Dalba ; 22 h. 30 : Cause à mon c... ma télé est malade.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

Jeudi 16 août

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 16 h. : l'Oiseau de Paradis, de K. Vidor ; 18 h. : Tonnerre sur le Mexique, de S. M. Eisenstein ; 20 h. : Traquenard, de H. Teshigahara ; 22 h. : l'Age d'or, de L. Bunuel.
Beaubourg (278-35-57), 15 h. : Viva Villa, de J. Conway ; 17 h. Caméra et théâtre : Electre, de T. Mouzenidis ; 19 h. : Opéras et opérettes : la Valse de l'empereur, de B. Wilder ; 21 h. Espionnage, énigmes et mystères : l'Impasse tragique, de H. Hathaway.

Les exclusivités

A NOUS DEUX (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82).
AU BOUT DU BOUT DU BANC (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
AVALANCHE EXPRESS (A., v.o.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Moulin-Rouge, 18e (606-63-26).
AVEC LES COMPLIMENTS DE CHARLIE (A., v.o.) : St-Germain Studio, 5e (033-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (225-41-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
BARRACUDA (A., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
BUCK ROGERS AU XXVe SIECLE (A.), v.o. : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE CANDIDAT COCO LA FLEUR (Ant., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
CEDDO (Sén., v.o.) : 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Racine, 6e (633-43-71).
CORPS A CŒUR (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE COUP DE SIROCCO (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
DANS LES PROFONDEURS DU TRIANGLE DES BERMUDES (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LES DEMOISELLES DE WILKO (Pol., v.o.) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LA DROLESSE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).
L'ECHIQUIER DE LA PASSION (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
ET LA TENDRESSE ?... BORDEL ! (Fr.) : Styx, 5e (633-08-40) ; Français, 9e (770-33-88) ; Capri, 2e (508-11-69) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
FELICITE (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LA FEMME GAUCHERE (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00), Mer., V., D., Mar.
FLIC OU VOYOU (Fr.), Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
GAMIN (Col., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
HAIR (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Rive gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
HAMBURGER FILM SANDWICH (A., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
HISTOIRES ABOMINABLES (Fr.), Le Seine, 5e (325-95-99).
L'HUMANOIDE (It.) (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93), Caméo, 9e (246-66-44), U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Miramar, 14e (320-89-52), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Secrétan, 19e (206-71-33).
L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
INTERIEURS (A.) (v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
LINA BRAAKE FAIT SAUTER LA BANQUE (A.) (v.o.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
MELODY IN LOVE (A.) (v.o.) (**) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; (v.f) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), Tourelles, 20e (636-51-98).
MEURTRE PAR DECRET (A.) (v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; (v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
MEURTRES SOUS CONTROLE (A.) (**) (v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
MIDNIGHT EXPRESS (A.) (**) (v.f.) : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
LES MOISSONS DU CIEL (A.) (v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), Concorde, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43, Athéna, 12e (343-07-48).
MOLIERE (Fr.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
LE MONDE EST PLEIN D'HOMMES MARIES (A.) (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44), Magic-Convention, 15e (828-20-64).
MORT SUR LE NIL (A.) (v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
NORMA RAE (A.) (v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Balzac, 8e (561-10-60), Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44). 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), Ternes, 17e (380-10-41).
NOUS MAIGRIRONS ENSEMBLE (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54), Quar- 8e (359-29-46), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Mayfair, 16e (525-27-06), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Fauvette, 13e (331-56-86), Madeleine, 8e (073-56-03), Nation, 12e (343-04-67).
NOW VOYAGER (A.) (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LA PERCEE D'AVRANCHES (A.) (v.o.) : Mercury, 8e (225-75-90) ; (v.f.) : Max-Linder, 9e (770-40-004), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Bastille, 11e (357-79-17), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Secrétan, 19e (206-71-33).
PERSONNALITE REDUITE DE TOUTES PARTS (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
PHANTASM (A.) (v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : Bretagne, 6e 222-57-97). U.G.C. Opéra, 6e (261-50-32).
PRINTEMPS PERDU (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). V.f. : Impérial, 2e 742-72-52) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
PROVA D'ORCHESTRA (It., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59 ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Palais-des-Arts, 3e (272-62-98) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
QUATRE BASSETS POUR UN DANOIS (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66).
QUINTET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
ROBERTE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
LA SECTE DE MARRAKECH (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).
SERIE NOIRE (Fr.) : Balzac, 8e (561-10-60).
LES SŒURS BRONTE (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
THE KIDS ARE ALRIGHT (A., v.o.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).
TOTO MISERE ET NOBLESSE (It., v.o.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25).
LE TRESOR DE LA MONTAGNE SACREE (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
TROISIEME GENERATION (All., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), J., S., L.
UTOPIA (Fr.), Vendôme, 2e (742-97-52) ; Le Seine, 5e (325-95-99), h. sp.
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
ZOO ZERO (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; Le Seine, 5e (325-95-99).

Les festivals

NICHOLAS RAY (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42), 18 h., I : les Amants de la nuit, II : la Maison dans l'ombre.
MIZOGUCHI (v.o.), 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) : les Amants crucifiés.
WIM WENDERS (v.o.), 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) : Au fil du temps.
LES GRANDS CLASSIQUES DE LA COMEDIE AMERICAINE (v.o.), Acacias, 17e (754-97-83), 15 h. : Ball Game, 16 h. 30 : Words and Music, 18 h. 30 : Dancing Lady, 20 h. 30 : Banana Split, 22 h. 30 : One, two, three.
STUDIO ETOILE, 17e (380-19-93), 14 h. : Edward Munch (v.o.), 17 h. 15 : Casanova de Fellini (*) (v.o.), 20 h. : les Clowns, 22 h. : les 39 Marches (H.).
HOMMAGE A JEAN RENOIR, Action République, 11e (805-51-33) : la Marseillaise.
CINE-ROCK, Vidéostone, 6e (325-60-34).
LES GEANTS D'HOLLYWOOD (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : (John Huston), Moby Dick.
COMEDIES MUSICALES AMERICAINES (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : le Pirate.
HOMMAGE A LA R.K.O. (v.o.), Action-Lafayette, 9e (878-80-50) : le Médaillon (v.f.).
HUMPHREY BOGART (v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78) : High Sierra.
« **CINE-POLAR** » (v.o.), La Clef, 5e (337-90-80), II : Refroidi à 99 %. — Mélodie pour un tueur.
LES MARX BROTHERS, (v.o.), Nickel Ecoles, 5e (325-72-07) : la Soupe au canard.
QUINZE CHEFS-D'ŒUVRE DU JEUNE CINEMA ALLEMAND (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : la Tendresse des loups.
LA BOITE A FILMS (v.o.), 17e (754-51-50) : I. : 13 h. : Last Waltz ; 15 h. 10 : The song remains the same ; 17 h. 30 : le Dernier Tango à Paris ; 19 h. 50 : Mort à Venise ; 22 h. 15 : Phantom of the Paradise ; vend., sam., 23 h. 50 : Orange mécanique. — II. : 12 h. 50 : Easy Rider ; 14 h. 30 : Rolling Stone London sixties ; 16 h. 10 : Un été 42 ; 18 h. : Un après-midi de chien ; 20 h. 10 : Taxi Driver ; 22 h. : Chiens de paille ; vend., sam., 24 h. : Rollerball.
STUDIO GALANDE, (v.o.), 5e (033-72-71) : 13 h. 30 : les Damnés ; 16 h. : A l'est d'Eden ; 18 h. : Retour ; 20 h. 10 : Salo ; 22 h. 10 : The Rocky Horror Picture show ; vend., sam., 24 h. : Panique à Needle Park.
DAUMESNIL (v.o.), 12e (343-52-97), 14 h. 15 (v.f.) : Astérix et Cléopâtre ; 15 h. 30 : Wizards ; 16 h. 55 : Sweet Movie ; 18 h. 30 : le Messager ; 20 h. 35 : les Trois Jours du Condor ; 22 h. 35 : The Missouri Breaks ; 0 h. 15 : les Diables.

Les films nouveaux

PASSEUR D'HOMMES, film américain de Jack Lee Thompson (*) (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).

L'AMOUR, C'EST QUOI AU JUSTE ?, film italien de Giorgio Capitani (v.o.) : Paramount-City, 8e (225-45-76). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

FAUT TROUVER LE JOINT, film américain de Lou Adler (**) (v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

Les grandes reprises

AMARCORD (It., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15).
L'AMI AMERICAIN (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22).
ANDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (548-62-25).
L'AMOUR VIOLE (Fr., *) : 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (357-90-81).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).
LE BAL DES VAMPIRES (A., * v.o.) : Cluny Palace, 8e (033-07-76).
LE BAL DES MAUDITS (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (033-34-37).
BAMBI (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
BEN HUR (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17). V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont Gambetta, 20e (797-02-74) ; Fauvette, 13e (331-56-86).
BERNARD ET BIANCA (A., v.f.) : Cambronne, 15e (734-42-96).
LA BETE (Fr., **) : U.G.C., 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-37-41).
COUSIN, COUSINE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LE CRI (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
LE DECAMERON (It., v.o.) : Champollion, 3e (033-51-60).
DELIVRANCE (A., ** v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83). V.f. : Madeleine, 8e (073 56-03) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
LA DENTELLIERE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
DERNIER AMOUR (It., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount Elysées, 8e (359-49-34). V.f. : Paramount Maillot, 17e (758-24-24).
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
L'EXORCISTE (A., ** v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy Pathé, 18e (522-37-41).
LE FANTOME DE BARBE-NOIRE (A., v.f.) : Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).
LA FIANCEE DU PIRATE (Fr.) : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).
FRANÇAIS, SI VOUS SAVIEZ (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
GENTLEMAN JIM (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
LE GRAND MEAULNES (Fr.) : Denfert, 14e (033-00-11).
LA GRANDE BOUFFE (Fr., **) : Paramount Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE GRAND SOMMEIL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78), jours impairs.
LA GUERRE DES ETOILES (A., v.f.) : Maillot Palace, 17e (574-10-40), sauf mardi.
HISTOIRE D'O (Fr., **) : Paramount Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LES HOMMES DU PRESIDENT (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Grand Pavois, 5e (554-46-85)).
LES HOMMES PREFERENT LES BLONDES (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LA HONTE DE LA JUNGLE (Fr.-Belg., *) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Marbeuf, 2e (225-18-45) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06.19) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
J'IRAI CRACHER SUR VOS TOMBES (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86)
L'INCORRIGIBLE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Miramar, 14e (320-89-52).
LE LAUREAT (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LAWRENCE D'ARABIE (A., 70 mm, v.o.) : Broadway, 16e (527-41-16).
LOLITA (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LA MAISON DU Dr EDWARDES (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
MARY POPPINS (A., v.f.) : Gaumont Sud, 14e (331-51-16).
MES CHERS AMIS (It., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-87-59) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassien, 14e (329-83-11). V.f. : Nations, 12e (343-04-67) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).
MONTY PYTHON (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
MORE (A., ** v.o.) : Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).
LE MYSTERE DE LA CHAMBRE JAUNE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), jours pairs.
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Actua Champo, 5e (033-51-60).
ORANGE MECANIQUE (A., ** v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
PARFUM DE FEMME (It., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
LE PARRAIN (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy Pathé, 18e (522-37-41).
LE PARRAIN No 2 (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
PLAYTIME (Fr.) : Studio J.-Cocteau, 5e (033-47-62).
LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78), jours pairs.
LES PRODUCTEURS (A., v.o.) : Grands Augustins, 6e (633-22-13). V.f. : Balzac, 8e (561-10-60) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; France Elysées, 8e (723-71-11) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Nations, 12e (343-04-67).
SENSO (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
SOLARIS (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (548-62-25).
SOLEIL VERT (A., v.f.) : Maillot Palace, 17e (574-10-40) (sauf mardi).
UN CHEF DE RAYON EXPLOSIF (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LES YEUX DE LAURA MARS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES VALSEUSES (Fr., **) : Mistral, 14e (539-52-43).
20 000 LIEUES SOUS LES MERS (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70).

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 17 AOUT

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Feuilleton : Doris Comédie ; 13 h., Journal ; 13 h. 30, Série : Les mystères de l'Ouest ; 14 h. 40, Vic le Viking ; 15 h. 10, Acilion et sa bande.

18 h., Les Provinciales : Natifs de Vendée (Un château maintenant) ; 19 h., Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 15, Jeunes pratique ; 19 h. 35, Caméra au poing ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Au théâtre ce soir : Auguste, de R. Castans. Avec Fernand Raynaud.

Un employé de banque innocent met des bâtons dans les roues imaginées par un « public-relations » pour lancer des vedettes.

22 h. 50, Le petit album d'Expressions : Blaska-scopie ; Le défi Noureev, réal. A. Ferrari.

23 h. 10, Journal.

CHAINE II : A 2

12 h. 30, Quoi de neuf ? ; 12 h. 45, Journal ; 13 h. 25, Dessin animé ; 13 h. 35, Feuilleton : Les arpents verts ; 14 h., Aujourd'hui madame (Etrangères en France) ; 15 h., Série : Sur la piste des Cheyennes ; 16 h., Sports : Hippisme ; sports basques ; 18 h., Récré A 2 ; 18 h. 30, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Les trois caméras ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Feuilleton : Il y a plusieurs locataires à l'adresse indiquée, de N. Cortal, réal. F. Chatel.

21 h. 30, Magazine littéraire : Ah ! vous écrivez.

Avec Mme F. Groult (Ni tout à fait la même, ni tout à fait une autre), MM. M. del Castillo (Les cyprès meurent en Italie), C. de Bartillat (Christophe ou la traversée ; la Culture aux ailes de brique).

22 h. 45, Journal.

22 h. 55, Ciné-Club, FILM : NADA, de C. Chabrol (1973), avec F. Testi, M. Melato, M. Garrel, M. Duchaussoy, M. Aumont, L. Castel, D. Kaminka. (Rediffusion.)

Un groupe gauchiste enlève et séquestre l'ambassadeur des Etats-Unis. L'enquête est menée par un commissaire ambitieux et la police réagit à la violence par la violence.

Adaptation qui se veut politique d'un roman « série noire » de J.-P. Manchette. En fait, un film d'action bien mené, avec la verve satirique propre à Chabrol.

CHAINE III : FR 3

19 h. 10, Journal ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 40, Pour les jeunes ; 20 h., Feuilleton : Les chevaliers du ciel.

20 h. 30, V 3 — Le nouveau vendredi : Les cow-boys d'Hollywood.

Plus qu'un documentaire, l'épopée du western.

21 h. 30, Feuilleton : Jack, d'après le roman d'A. Daudet, réal. S. Hanin (rediffusion).

22 h. 45, Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Mémoires vivantes ; 9 h. 7, Universités de l'universel : en Chine ; 10 h., De l'autre côté de la frontière : Aoste ; 11 h. 2, Musiques de chair et de sang : Wagner, Verdi, Tisné (et à 16 h 40, Schmitt) ; 12 h. 5, Œuvres et chefs-d'œuvre en France : la cathédrale Saint-Louis à Versailles ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Feuilleton : « les Brontë », histoire d'une famille d'écrivains ; 14 h. 10, Entretiens avec... Henri Sauguet ; 15 h., l'Egypte... en remontant le cours du Nil : Facous, terre de Gesen ; 16 h., Le Pacifique en long et en large : de l'Australie à la Nouvelle-Guinée ; 16 h. 40, Musique de chair et de sang : F. Schmitt ; 17 h. 20, Mission Chine : les Taïping à Nankin ;

18 h. 30, Mot à mot : Enfant ; 19 h. 30, Les chemins de la connaissance : la rêverie élémentaire ;

20 h., Rétrospective sentimentale de l'anticipation française : Vers une anticipation originale jusqu'aux années 20 ; 21 h. 30, Premières nuits, Par R. Pfeiffer ; 22 h. 30, Histoire des trois premiers siècles de l'Eglise, en compagnie d'Eusèbe de Césarée ; 22 h. 50, Opéra-opérettes : Quand les chanteurs d'opéra rendent hommage à l'opérette.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 9 h. 2, Estivales : le hautbois (Lully, Bach, Mozart, Hindemith, Britten, Carter) ; 10 h. 30, Autour de... Strauss, Wagner, Bruckner, Beethoven, Stenhammar ; 12 h., Les vacances du musicien : Saint-Saëns, Bartok ; 12 h. 35, Jazz : Summer séquences ; 13 h., Devoir de vacances : Rachmaninov ;

14 h., Estivales... opéra : André Chénier ; 16 h. 15, Suite pour clavecin (Champion de Charbonnières) ; 16 h. 25, Concert : Mozart, Bach, Hugon, Prokofiev ;

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz ;

20 h., Informations festivals ; 20 h. 30, Les chants de la terre ; 21 h. 20, Cycle d'échanges franco-allemands : « Symphonie no 2 en ut majeur » (Schumann) ; « Schelomo, rhapsodie hébraïque pour violoncelle et orchestre » (Bloch), « Quadrivium » (Maderna), par l'Orchestre symphonique de Baden-Baden, dir. L. Vis ;

23 h. 15, Ouvert la nuit : douces musiques ; 0 h. 5, Germaine Tailleferre ; 1 h., Le guide musical des lieux de Paris.

équipement

PÊCHE

DE NOUVELLES CAMPAGNES POUR LES TERRE-NEUVAS

Cap sur les Kerguelen

De notre correspondant

Bordeaux. — Le « Jutland », un navire de la Société nouvelle de pêche lointaine (S.N.P.L.), premier armement français de pêche au large, vient de quitter Bordeaux pour une campagne expérimentale sur le plateau continental des archipels de Crozet et de Kerguelen, à l'extrême sud de l'océan Indien. Cette campagne durera un peu plus de quatre mois. Elle a été financée pour 4 millions de francs par le Fonds d'intervention et d'organisation des marchés (FIOM).

L'enjeu est d'importance : il s'agit d'explorer des zones de pêche qui n'étaient jusqu'à présent fréquentées que par les navires russes ou polonais. Avec la création de la zone des 200 milles, la fixation des quotas de pêche et la fermeture de certains secteurs, les chalutiers français ont vu leur territoire traditionnel se réduire comme peau de chagrin. Ils bénéficiaient de quotas de plus en plus faibles dans les eaux norvégiennes et au Groenland. De leur côté, les Canadiens hésitaient à renouveler les contrats, au point qu'il devenait de plus en plus difficile de rentabiliser les gros navires-usines armés d'une cinquantaine d'hommes, sur lesquels on traitait et congelait le poisson au fur et à mesure qu'il était pêché. C'est ainsi que, dernièrement; l'armement Pleven de Saint-Malo a vendu tous ses bateaux à la Côte-d'Ivoire.

Depuis plusieurs années, la S.N.P.L. cherchait des voies de reconversion : contacts avec l'Argentine et le Canada, étude des possibilités chiliennes, campagnes expérimentales en Namibie sur la côte occidentale d'Afrique. Ses responsables avaient estimé qu'il n'y avait plus d'autre alternative s'ils voulaient éviter la disparition.

Cette année, le *Jutland* effectuera une campagne de pêche au merlu, en Namibie, jusqu'à la fin septembre. Le poisson sera ensuite déchargé au Cap, où le bateau embarquera six scientifiques qui suivront le reste de la campagne, afin d'étudier les espèces pêchées.

Là commence l'aventure. On sait que, depuis plusieurs années, les Russes ont fait autour des Kerguelen des prises estimées par les responsables de la S.N.P.L. à 40 000 tonnes par an en moyenne (beaucoup plus selon certaines sources officielles), mais sans distinction de qualité, de protection des espèces ou des fonds. Les eaux n'ont-elles pas été trop dévastées ? Cette campagne permettra de le déterminer.

Mais surtout, les espèces qui vivent autour des Kerguelen sont totalement inconnues sur le marché de l'Europe occidentale et notamment sur le marché français, réputé particulièrement difficile. Leur commercialisation ne pourra se faire correctement avant plusieurs années. Quant au krill, minuscule crevette, qui fait l'ordinaire des baleines, s'il offre des possibilités alimentaires et industrielles, il se stocke et se conserve mal. Là encore, les scientifiques devront intervenir.

Le samedi matin 11 août, les cinquante-quatre marins du *Jutland* sont montés à bord. En car, ils étaient venus de Saint-Malo dans la nuit pour la plus longue campagne qu'ils aient jamais effectuée. « *Ce n'est pas de gaieté de cœur, la durée nous effraie un peu, mais on sait bien que c'est ça ou rien.* » Il n'y avait guère que les deux mousses, frais émoulus de l'école, pour se réjouir de leur première campagne. Bien sûr, les terre-neuvas de la légende sont morts, mais « *Terre-Neuve ou les Kerguelen, c'est toujours la pêche* ».

Une inquiétude aussi, perceptible chez beaucoup : l'assistance à la pêche se fera-t-elle ? Y aura-t-il un aviso de la marine nationale dans les parages ? Il n'y a même pas une piste d'aérodrome sur les Kerguelen. Le bateau de guerre, c'est l'assurance d'un médecin à proximité, le courrier qu'on jette dans les dinghys, le seul lien avec le monde.

Ils n'y croient guère à cette assistance qu'on leur rechignait déjà à Terre-Neuve quand les crédits venaient à manquer. Ils commencent même à douter un peu plus depuis qu'ils savent que la France a généreusement accordé des quotas de 40 000 tonnes autour des Kerguelen à ces Russes qu'ils considèrent comme les plus grands prédateurs des mers et qui viennent de leur interdire la mer de Mourmansk. Cette mollesse dans la défense de leurs intérêts, ils y voient quelque chose comme une condamnation. « *On aura tout fait pour l'éviter, mais c'est peut-être la fin du métier.* »

PIERRE CHERRUAU.

● *Reprise des négociations entre l'Islande et la Norvège.* — L'Islande a annoncé, le mardi 14 août, sa volonté de reprendre les négociations avec la Norvège, interrompues il y a cinq semaines, sur les zones de pêche contestées entre les deux pays, dans la région de l'îlot arctique norvégien de Jan-Mayen. Le gouvernement islandais a mis au point une nouvelle proposition selon laquelle l'Islande accepterait l'établissement d'une zone économique norvégienne de 200 milles autour de Jan-Mayen, à condition que les deux pays puissent y partager les ressources en poisson. — *(A.F.P.)*

TOURISME

Boulevard du Mont-Blanc

De notre correspondant

Chamonix. — M. René Claret-Tournier vient d'atteindre pour la cinq centième fois le sommet du mont Blanc. Ce guide de soixante-trois ans a conduit près de deux mille alpinistes sur le point culminant de l'Europe. Les « voyages » qu'il propose — moyennant la somme de 1 100 F pour un maximum de deux personnes — empruntent la voie dite « normale » d'ascension du mont Blanc, qui depuis le refuge du Goûter mène à 4 807 mètres.

Chaque été, deux à trois mille alpinistes français, et surtout étrangers, parviennent à la cime du célèbre sommet. La plupart sans guide. Par beau temps, la montée ne présente aucune difficulté technique. Toutefois le grimpeur doit être en bonne condition physique. Il doit être entraîné à la marche et habitué à l'usage des crampons. Le mont Blanc a très bonne réputation notamment parmi les alpinistes néophytes « *qui en sont revenus* ». Ceux-ci le qualifient de « *montagne à vache* » et de véritable « *boulevard* ». Ainsi, pendant la journée du 15 août, trois cents personnes ont atteint la cime du « *géant des Alpes* ».

Toutefois, le mauvais temps arrive parfois avec une surprenante rapidité au sommet du mont Blanc. Le vent souffle alors à 150 kilomètres à l'heure. La température descend rapidement à — 40 degrés. Le brouillard et les chutes de neige effacent les traces, rendant extrêmement périlleuse la progression des cordées.

Depuis le début de l'été, trois alpinistes engagés dans l'ascension de cette montagne sont morts d'épuisement ou de froid. Le 12 août, quarante alpinistes parvenaient, dans la tourmente, à rejoindre le refuge Vallot (4 362 mètres). Les guides redoutent les mauvaises conditions météorologiques au mont Blanc, qu'ils qualifient de « *montagne la plus himalayenne des Alpes* ».

Les accidents les plus nombreux se produisent généralement lors de la redescente des cordées, sous l'aiguille du Goûter, dans un itinéraire rocailleux. Fatigués, les alpinistes ont alors du mal à contrôler leurs pas ; souvent des pierres se détachent, heurtant les cordées situées en dessous et les entraînant dans le vide. « *Le mont Blanc est tenté par trop de personnes insuffisamment qualifiées et entraînées* », notent Lucien Devies et Pierre Henry dans le Guide Vallot. « *La descente du versant ouest de l'aiguille du Goûter est devenue l'un des endroits les plus meurtriers des Alpes* ». En 1977, dix alpinistes avaient trouvé la mort à cet endroit.

Le mont Blanc semble fasciner un très grand nombre de grimpeurs débutants, voire de simples touristes attirés par son apparente facilité. Beaucoup éprouvent, aujourd'hui encore, la même émotion devant cette montagne qu'Horace Benedict de Saussure. Celui-ci décrivait ainsi, quelques années avant son ascension victorieuse de 1787, le mal qu'il avait contracté en découvrant, pour la première fois, le mont Blanc : « *Cela était devenu pour moi une sorte de maladie : mes yeux ne rencontraient pas cette montagne (...) sans que j'en éprouvasse un sentiment douloureux.* »

CLAUDE FRANCILLON.

● *Un circuit de moto-cross dans les Maures ?* — Les habitants d'un lotissement situé à 5 kilomètres du Muy, dans le Var, au cœur de la forêt des Maures, récemment ravagée par le feu, ont décidé de s'opposer au projet de création d'une piste d'entraînement au moto-cross en raison notamment des risques d'incendie.

TRANSPORTS

● *L'accident du DC-10 : dommages et intérêts aux familles des victimes.* — Le constructeur McDonnel Douglas et la compagnie American Airlines ont offert 30 millions de dollars de dommages et intérêts aux familles des victimes de la catastrophe aérienne de Chicago, qui a fait deux cent soixante-treize morts le 25 mai dernier. Les deux sociétés se sont déclarées techniquement responsables de la plus grave catastrophe aérienne de l'histoire de l'aéronautique américaine. Ce sont les compagnies d'assurances, particulièrement la Lloyd's de Londres, qui régleront la facture. — *(Reuter.)*

● *Des tours de contrôle automatisées ?* — L'administration fédérale de l'aviation (F.A.A.) annonce qu'elle va procéder prochainement à des démonstrations expérimentales d'un « cerveau électronique parlant » qui pourrait remplacer, en cas de besoin, les tours de contrôle des aéroports ou, au moins, aider les contrôleurs.

Dénommé « service terminal automatique », ce nouveau système met en œuvre un ordinateur relié à un radar qui lui donne la position des avions en approche et au sol. A partir de ces renseignements, l'ordinateur calcule les indications d'atterrissage ou de décollage et les transmet « verbalement » par radio aux pilotes.

ENVIRONNEMENT

LES MEXICAINS RÉUSSISSENT A RÉDUIRE LA FUITE D'IXTOC-ONE

En injectant dans le puits Ixtoc-One des dizaines de milliers de billes de fer et de plombs les ingénieurs mexicains semblent avoir réussi à réduire à 50 % la quantité de pétrole qui s'en échappe. Depuis le mercredi 15 août, la fuite a été ramenée de trois mille tonnes à environ quinze cents tonnes par jour.

D'autre part, l'efficacité du pompage du pétrole répandu à la surface de l'eau semble également s'être améliorée puisque la quantité récupérée quotidiennement est passée de cent quarante à deux cent vingt tonnes. Au total, selon les Mexicains, pour 6 à 8 % seulement le pétrole qui sort du puits n'est ni brûlé ni récupéré. Il n'empêche que le tonnage total de brut échappé du puits Ixtoc-One s'élève maintenant à 280 000 tonnes depuis le 3 juin dernier.

Après avoir franchi plusieurs centaines de kilomètres, la nappe continue d'arriver par fragments sur la côte du Texas, mais le phénomène ne prend pas, pour l'instant, l'allure d'une véritable marée noire. — *(A.F.P.)*

Au Luxembourg

Le projet de budget pour 1980 favorise l'industrie et l'épargne

De notre correspondante

Luxembourg. — Après une séance marathon le week-end dernier, le nouveau gouvernement luxembourgeois a réussi à terminer le projet de budget 1980. Ce projet, présenté à la presse mardi après-midi par MM. Pierre Werner, président du Conseil, et Jacques Santer, ministre des finances, n'accuse qu'un léger déficit : 300 millions de francs luxembourgeois (29 millions de francs français). Les recettes globales atteignent 45,3 milliards de francs luxembourgeois, les dépenses 45,5 milliards. Le budget 1980 tient compte des grandes orientations contenues dans la déclaration gouvernementale.

M. Santer établi un parallèle entre le produit national brut et les dépenses de l'Etat. En volume, l'on s'attend, l'an prochain, à une croissance de 3 % du produit intérieur brut à moyen terme. C'est sur ce chiffre ainsi que sur une hausse des prix en 1980, estimée à 3,3 %, que repose l'augmentation de 7,5 % du budget 1980 par rapport à celui de 1979. Dans son projet, le gouvernement luxembourgeois a mis l'accent sur l'allégement des charges fiscales.

Ainsi, le barème de l'impôt sur le revenu sera modifié en fonction de la hausse du coût de la vie, mesure qui représente pour l'Etat un manque à gagner de 750 millions de francs. Cette mesure, simple application de la loi, aurait déjà dû être prise depuis deux ans. Or, l'ex-gouvernement socialo-libéral ne l'avait pas fait afin d'accroître ses réserves. Simultanément, les mesures sélectives engagées en 1979 seront poursuivies par l'équipe Werner-Thorn. Ainsi, y aura-t-il une adaptation des revenus nets sur les prix. Les tranches limites d'exonération d'impôt seront relevées de 25 000 à 40 000 F afin de promouvoir l'épargne. Par un plan à cinq étapes, le gouvernement compte venir à bout de l'impôt sur le total des salaires et veut réduire progressivement l'impôt commercial qui frappe le capital d'exploitation.

Afin de poursuivre l'effort d'industrialisation du pays entamé depuis quelques années, le gouvernement accordera de nouveaux crédits. Ceux-ci toucheront en particulier l'industrie sidérurgique, principale ressource du pays à côté du secteur bancaire. Les zones industrielles seront étendues de même que les réseaux autoroutier, ferroviaire et aéronautique. 25,3 millions seront à la disposition du cabinet Werner pour des mesures d'économies d'énergie et de rationalisation, qui seront engagées le plus rapidement possible. L'on s'attend par ailleurs à une hausse du prix de l'essence, inévitable.

En ce qui concerne la politique familiale, 10 millions seront libérés pour la création d'un fonds de garantie des rentes alimentaires, l'indemnité de maternité sera étendue aux femmes non salariées. Afin de combler d'éventuelles lacunes, MM. Werner et Santer ont prévu une somme de 500 millions de francs. Mais il n'est pas question pour l'instant de toucher à la politique fiscale indirecte, donc à la T.V.A.

Le nouveau budget sera déposé le 18 septembre devant le Parlement. Dès à présent, l'on peut dire que MM. Werner et Santer n'ont pas déçu.

DANIÈLE FONCK.

UN EMPRUNT POLONAIS EN FRANCS SUISSES

(De notre correspondant.)

Vienne. — Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, un pays communiste, la Pologne, va émettre un emprunt sur le marché financier occidental. La Banque polonaise du commerce extérieur va proposer du 24 au 31 août des obligations pour un montant de 30 millions de francs suisses.

Le taux d'intérêt, payable semestriellement, variera en fonction du taux interbancaire à six mois pratiqué sur le marché helvétique, auquel s'ajouteront 3/4 %. Un taux minimum annuel de 5 % est garanti. Ces taux sont supérieurs de 1/2 à 3/4 de point à ceux généralement pratiqués sur le marché des eurodevises en pareil cas. Un consortium d'émission, dirigé par un établissement bancaire genevois, la Banque Gutzwiller Kurz-Bungener, a pris « ferme » cet emprunt et le placera auprès du public.

D'une durée de dix ans, il est destiné au financement partiel du programme d'investissement 1979 de la Pologne. Selon la Banque des règlements internationaux, l'endettement de la Pologne envers l'Occident s'élèverait à 12,5 milliards de dollars. Pour faire face à des obligations de paiement, le gouvernement de Varsovie s'efforcerait actuellement de trouver de nouveaux crédits sur les places de Luxembourg et de Londres. — M. L.

Les débuts en fanfare de Mme Thatcher

(Suite de la première page.)

En France, on est enclin à y voir une version, à l'anglaise, du « barrisme ». Que le premier ministre tory et le premier ministre français partagent un certain nombre de convictions communes, à commencer par l'idée que c'est aux chefs d'entreprise et non au gouvernement de diriger les entreprises...

Qu'inspirés l'un et l'autre par une conception assez proche de la société et du fonctionnement « normal » d'une économie, ils soient amenés à prendre des décisions semblables — telles par exemple que la suppression du contrôle des prix, — on ne saurait s'en étonner. Mais, à un tel degré de généralité, la comparaison ne peut pas être poussée très loin, et, à ce compte, il n'apparaîtrait plus guère de différences entre Mme Margaret Thatcher, M. Raymond Barre et M. Helmut Schmidt. Il doit pourtant en exister puisqu'au Royaume-Uni celle qu'on a appelé la « dame de fer » se présente comme l'adversaire d'une certaine forme de social-démocratie qu'en Allemagne M. Joseph Strauss se déclare maintenant l'émule des conservateurs britanniques contre les sociaux-démocrates au pouvoir, et qu'en France l'Allemagne de M. Schmidt passe pour être le modèle de MM. Giscard d'Estaing et de son premier ministre.

Au-delà de ces jeux d'étiquettes, il existe, sur le plan de la politique économique au sens strict du terme, plus que des nuances entre le « thatcherisme » et le « barrisme ». Pour retrouver les accents du discours-programme qu'a prononcé, le 12 juin, aux Communes, le Chancelier de l'échiquier, sir Geoffrey Howe, lorsqu'il a présenté le nouveau budget, il faut, en France, se reporter à l'aube de la Vᵉ République, et plus précisément au fameux rapport Pinay-Rueff (un des rares textes officiels, qui ait bravé l'usure des années), entièrement rédigé de la main de Jacques Rueff, l'adversaire sans concession de la pensée de Keynes. Plus personne n'a jamais osé depuis lors chez nous, M. Barre pas plus qu'un autre, faire ouvertement le pari que, pour augmenter à terme les investissements, il fallait d'abord adapter les dépenses, fussent-elles considérées comme prioritaires), non pas aux besoins recensés mais aux ressources disponibles.

Citons un autre exemple, plus concret, des différences d'approche. Dans l'idée de mieux faire accepter son programme de redressement, M. Barre, en septembre 1976, avait annoncé une réduction de la T.V.A., genre de concession à la religion de l'indice qui augure en général assez mal des suites d'une politique anti-inflationniste. D'entrée de jeu, Mme Thatcher et son chancelier de l'Echiquier ont fait le contraire. Veut-on à toute force « situer » le nouveau conservatisme britannique par rapport à l'échiquier politique français ? Plutôt que relever certaines affinités avec le « barrisme », mieux vaudrait d'un trait caractériser son programme en disant de lui qu'il est la plus parfaite antithèse qu'on puisse imaginer de feu le programme commun de la gauche française.

Les sceptiques, ou les adversaires, les qualifient d' « idéologues ». Des « doctrinaires », rétorquent les partisans (le mot sonne mieux aux oreilles anglaises). Dans les deux camps, on n'est pas encore tout à fait revenu de la surprise de voir arriver au pouvoir des ministres tories qui prennent les idées au sérieux, alors que les précédents cabinets conservateurs étaient connus pour leur « pragmatisme », qui faisait partie de leur charme... et de leur innocuité.

« *On ne les fera pas changer d'opinion* », nous déclare M. Len Murray, secrétaire général du congrès des trade-unions. « *Seule la pression des circonstances pourra les amener à les modifier* », poursuit M. Murray, qui, nous parlant plus spécialement du ministre de l'industrie, sir Keith Joseph, considéré comme l'idéologue parmi les idéologues, celui aux yeux duquel « *le principe de la libre entreprise est inscrit sur les tables de la loi* », n'hésite pas à faire ce commentaire élogieux : « *Je ne doute pas que son honnêteté intellectuelle le conduira un jour à réfléchir sur les démentis que les faits ne manqueront pas d'apporter à certaines des conclusions qu'il tire de sa vision un peu naïve de la vie économique. Cet homme sensible, cultivé et compatissant a déjà montré, depuis qu'il a accédé à ses nouvelles fonctions, qu'il était capable de faire la part des choses.* »

Le nouveau conservatisme a perdu les complexes traditionnels de la droite. Il n'est que de consulter les discours officiels pour s'en convaincre. On y plaide sans fard la cause des chefs d'entreprise (surtout des petits et des moyens, il est vrai), des managers, du personnel qualifié, de « *tous ceux qui savent prendre leurs responsabilités et sur qui repose en grande partie l'avenir du pays* ». Mais est-il besoin de préciser que toute assimilation entre le néo-conservatisme des Britanniques et la « nouvelle droite » française serait proprement ridicule ? Le brouet qu'elle sert a beau ne pas être du goût de tout le monde, Mme Thatcher a marqué d'entrée de jeu un point peut-être décisif, qui lui vaut l'estime de ses adversaires (ce dont les sondages d'opinion, qui lui sont, dit-on, défavorables, rendent mal compte). Elle a fait cette chose extraordinaire : tenir ses promesses électorales.

Liberté contractuelle pour les salaires

A la croisée des chemins où se trouve la Grande-Bretagne, la crédibilité qu'on accorde jusqu'à nouvel ordre au cabinet n'est pas un facteur négligeable. Atténuera-t-elle les réactions du corps social à la forte potion qui lui a été administrée avec, tout de même, des accommodements (Mme Thatcher a tout bonnement refusé de relever le taux des prêts au logement, comme cela aurait dû « logiquement » découler de sa décision de porter le taux d'escompte de la Banque d'Angleterre à 14 % ?). Avec le recul de quelques mois, il apparaît plus vraisemblable que jamais que la nette victoire des conservateurs (43 % des voix contre 39 % au Labour), grâce à quoi ils sont assurés d'une majorité confortable aux Communes pendant cinq ans, a eu pour cause première l'indignation qu'a soulevée dans le pays la vague des grèves du début de l'année. Les troubles qui en sont résultés pour l'approvisionnement de nombreuses localités, les atteintes apportées à la « liberté du travail », la paralysie de certains services hospitaliers, tout cela a été ressenti comme autant de scandales, y compris dans les rangs des syndicalistes, nombreux, comme l'attestent maints sondages, à avoir voté pour les tories.

Dans une usine d'assemblage d'automobiles, située à Cowley, des ouvriers ont au début de ce mois observé un arrêt de travail pour protester contre l'appel à la grève lancé par leurs délégués (shop stewards) en vue de soutenir le mouvement de protestation organisé par le Syndicat des industries mécaniques pour la journée du 6 août. Voilà un événement qui, rapproché de beaucoup d'autres, dénote un état d'esprit dont l'état-major des trade-unions ne peut pas ne pas tenir compte.

Selon les chiffres officiels, la hausse du coût de la vie atteindra en novembre son point culminant, avec un taux supérieur à 17 %.

Un des changements les plus radicaux introduits par le nouveau cabinet est qu'il s'est retiré des négociations salariales.

Pendant les quatre années précédentes, le niveau des salaires était, en théorie tout au moins, réglé par accord national entre le gouvernement et les syndicats. La première année, on avait — une fois de plus — crié au miracle de la discipline devant les résultats obtenus (c'est tout juste si on ne nous avait pas reparlé d'une renaissance du vieux civisme britannique, quelque peu disparu depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les contraintes librement consenties s'étaient progressivement relâchées, non sans qu'elles se traduisent tout de même par un écrasement de la hiérarchie des rémunérations.

Tout l'appareil de la politique des revenus est désormais répudié : le gouvernement n'a pas à interférer dans les discussions entre employeurs et représentants des salariés. A chacun des partenaires de prendre ses responsabilités dans le cadre de contrats librement négociés entre eux, et adaptés à la situation de chaque entreprise. Telle est la nouvelle doctrine officielle. Si les patrons accordent des hausses de salaires trop élevées par rapport à leurs moyens, ils courront à la faillite (compte tenu du fait que simultanément le coût du crédit a été fortement relevé). Si les représentants des travailleurs insistent pour les obtenir, l'inévitable sanction sera de nouvelles suppressions d'emploi. A eux de choisir entre des accords « raisonnables » (en vertu de sa doctrine, le gouvernement se refuse à publier aucun chiffre, fût-il indicatif) et l'extension du chômage. Du côté des syndicats, on juge l'alternative ainsi posée sommaire et intenable. On n'en est pas moins soulagé.

Quant à la perspective de voir les augmentations de salaires varier parfois considérablement d'une firme à l'autre, on l'accepte. Il en est de même pour l'élargissement de l'éventail des salaires. La remise, il y a quelques jours, du rapport préparé après cinq mois d'investigations par la commission CLEGG (nommée par M. Callaghan), sur « la comparabilité des traitements du secteur public », a fourni un bon test de l'évolution des esprits sur ce point. La commission recommande, sauf exception, d'augmenter plus fortement le personnel qualifié que celui du du bas de l'échelle, qu'on jugeait pourtant naguère « mal payé ». Ses conclusions n'ont pas soulevé de tollé.

« *Le maintien de la paix sociale dépendra entièrement des employeurs. A eux de faire la preuve qu'ils sont capables d'accepter les revendications raisonnables* », nous déclare encore le secrétaire général du TUC. Pas question à ce stade, on le voit, de politiser l'affaire. Naguère, pourtant, la série de mesures mises en vigueur depuis le 12 juin serait passée pour une provocation. Outre la mise à pied de la commission des prix, auprès de laquelle les industriels étaient tenus de notifier à l'avance leurs augmentations de barèmes (ce régime édulcoré de surveillance a succédé en 1978 à quinze années d'un contrôle quasi ininterrompu qui n'a pas épargné à la Grande-Bretagne — pas plus qu'à la France — la triste expérience de l'inflation), il y a eu l'abolition de tout contrôle sur la distribution des dividendes, la levée du contrôle des changes pour les investissements directs à l'étranger, la réduction des subventions régionales, l'annonce de la dénationalisation d'une partie du patrimoine industriel de l'Etat — dont British Airways, Aerospace, B.P. (1) — et, bien sûr, le profond remaniement du système fiscal, comportant notamment l'abaissement de 83 % à 60 % du taux d'imposition de la tranche supérieure des revenus et l'élévation concomitante de la T.V.A., dont les deux anciens taux de 8,5 % et de 12,5 % sont uniformément portés à 15 %.

Il est vrai que l'exonération totale dont bénéficient en Grande-Bretagne tous les produits de première nécessité — nourriture, vêtements pour enfants, logement, etc., atténuent la sévérité de cette dernière mesure, dont le gouvernement chiffre tout de même à 3,5 % l'incidence sur l'indice du coût de la vie. Il n'en demeure pas moins que le brusque déplacement du fardeau fiscal du revenu vers la consommation est de nature à heurter les idées reçues de la gauche sur la justice.

Tout se passe comme si les conservateurs occupaient aujourd'hui à peu près seuls le terrain. Ce sont eux — et non plus les socialistes — qui parlent d'une nouvelle forme de société. Mais l'affrontement avec l'idéologie opposée n'a pas eu lieu jusqu'à maintenant, comme si celle-ci avait évacué la scène. L'atonie de la gauche et des syndicats ne s'explique pas seulement par le mauvais souvenir laissé par l'hiver dernier.

PAUL FABRA.

(1) En ce qui concerne B.P., la vente des actions dans le public avait commencé sous le gouvernement Callaghan.

Prochain article :

GUÉRIR LA « MALADIE ANGLAISE »

CONJONCTURE

LE RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE POUR LE DÉVELOPPEMENT

La population active du tiers-monde va s'accroître de 500 millions d'ici à l'an 2000

Même si la croissance économique repart à un bon rythme au cours des prochaines années — hypothèse que la Banque mondiale juge la plus probable — six cents millions d'êtres humains vivront encore dans la « *pauvreté absolue* » (1) à la fin du siècle, écrit l'institution internationale dans son rapport annuel sur le développement dans le monde.

Dans l'hypothèse où les pays en voie de développement réaliseraient une croissance annuelle de leur production intérieure brute de 6,6 % pendant la décennie 80 — et à condition que des mesures soient prises pour améliorer la distribution des revenus dans ces pays, — le nombre des êtres humains vivant dans un état de « *pauvreté absolue* » pourrait être réduit de 800 millions actuellement à 300 ou 350 millions d'ici à la fin du siècle. En revanche, un mauvais climat international ou des politiques intérieures peu judicieuses pourraient faire tomber la croissance de ces pays à moins de 5 % par an, le nombre de « *pauvres absolus* » atteindrait alors encore 700 millions en l'an 2000.

Le ralentissement de la croissance des échanges mondiaux enregistré pendant la décennie 70 constitue donc un sujet de préoccupation majeur, souligne la Banque mondiale, qui note que l'accélération de la croissance et la création de nouveaux emplois dans les pays en développement sert l'intérêt à long terme des pays industrialisés. En 1976, les pays du tiers-monde ont absorbé 28 % des exportations des pays industrialisés et 31 % de leurs exportations de produits manufacturés.

L'endettement des pays du tiers-monde ne semble pas être un obstacle à leur développement : en termes réels, l'encours de la dette a progressé beaucoup plus lentement depuis la crise pétrolière de 1974 qu'avant cette date. De plus, l'essentiel de l'endettement privé est le fait des pays dont les perspectives et la gestion économiques sont « *relativement favorables* ». Simplement, on peut s'attendre de temps en temps à des crises de liquidités comme en ont connu récemment le Pérou, la Turquie, le Zaïre.

Il n'en reste pas moins vrai, souligne le rapport, que l'aide au développement doit jouer un rôle central. Il suffirait d'un pourcentage relativement faible d'augmentation des flux réels d'aide publique pour faire sensiblement reculer la pauvreté absolue dans le monde.

Après avoir souligné que le tiers-monde devait investir davantage dans le secteur de l'énergie (voir ci-dessous), la Banque mondiale insiste sur les problèmes considérables posés par l'accroissement démographique. Celui-ci semble avoir atteint son maximum au début des années 70, mais les tendances antérieures vont ajouter plus d'un demi-milliard d'hommes à la force de travail du tiers-monde, entre 1975 et l'an 2000. A ce sujet, la Banque mondiale critique une stratégie d'industrialisation qui a, jusqu'à présent, économisé le travail plutôt que le capital. « *Le processus d'industrialisation a généralement d'autant mieux abouti qu'il reposait sur une croissance agricole soutenue et à large base.* »

Le rapport insiste — et c'est une de ses parties les plus originales — sur l'extraordinaire concentration urbaine qui s'est produite du fait à la fois de la croissance démographique et de l'industrialisation, et va se poursuivre. De 1950 à 1975, les villes du tiers-monde ont absorbé 400 millions d'habitants supplémentaires. Cet afflux approchera 1 milliard entre 1975 et l'an 2000. A la fin du siècle, les pays en développement compteront une quarantaine de villes de plus de 5 millions d'habitants, dont dix huit de plus de 10 millions.

« *Au lieu de raser les bidonvilles, d'interdire le colportage et les modes de transport traditionnels sur la voie publique et de construire, à grands frais, des logements publics, métros et autoroutes — qui servent essentiellement les intérêts des catégories les plus favorisées — il faudrait formuler pour les villes une politique d'investissement et des règlements propres à encourager le développement des catégories de transport, logement, réseaux d'assainissement et services divers, qui répondent, à faible coût, aux besoins de la majorité des citadins, y compris les plus pauvres* », conclut la Banque.

(1) Revenus trop faibles pour assurer une alimentation équilibrée et un véritable toit ; pas de services publics aussi essentiels que l'éducation et la santé.

ÉNERGIE : ACTION IMMÉDIATE

La Banque mondiale lance, dans son rapport, un appel aux nations exportatrices et importatrices de pétrole — dont elle souligne l'interdépendance — en faveur d'« une action immédiate » pour faire face à une situation énergétique mondiale « difficile et incertaine », au cours des deux prochaines décades.

Cet appel semble indiquer que la Banque entend renforcer son rôle dans la solution de la crise actuelle de l'énergie. Il n'implique pas, précise-t-on à son siège, que cette dernière envisage, au moins pour l'instant, de prendre une initiative quelconque pour promouvoir la concertation entre pays exportateurs et importateurs de pétrole.

Dans son appel, la Banque demande que des mesures immédiates soient prises « afin d'assurer une production accrue d'énergie, d'origines pétrolière et non pétrolière », dès la fin des années 1980 et « pour limiter la croissance de la consommation » en jouant à la fois sur les prix et la conservation.

MONNAIES

Le taux de base des banques américaines est porté de 11,75 à 12 %

La Chase Manhattan, troisième banque américaine, a annoncé le 15 août que son *prime rate* (taux de base) était porté de 11,75 % à 12 %. Les autres banques des Etats-Unis devraient l'imiter dans les prochains jours.

Cette majoration était attendue. Elle semble avoir été accélérée par la décision prise par les autorités monétaires américaines, de porter ce même jour le taux des « Federal Funds » (l'argent au jour le jour entre banques) de 10.7/8 % à 11 %.

Le taux de base des banques américaines retrouve ainsi le niveau record atteint pendant l'été 1974, alors que les Etats-Unis étaient plongés dans une grave récession. Les milieux financiers n'en ont pas moins favorablement réagi. La Bourse de New-York a fortement monté, l'indice Dow Jones s'inscrivant à son plus haut niveau de l'année. Au-delà des conséquences que peut avoir sur l'activité économique le renchérissement du taux de l'argent, les milieux d'affaires américains considèrent en effet que la priorité absolue doit être donnée à la lutte contre l'inflation. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant qu'ils aient accueilli avec satisfaction la majoration du taux des « Federals Funds », fermement recommandée, dit-on, par le nouveau président du Federal Reserve Board, M. Paul Volcker.

Au demeurant, la hausse du loyer de l'argent aux Etats-Unis n'est pas un phénomène isolé. L'Europe a, dans ce domaine, largement pris les devants, comme en témoigne le tableau que nous publions ci-dessous.

LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT DANS LE MONDE

	Début 1979 (%)	Août 1979 (%)
France (taux de base bancaire)	8,80	10,85
Allemagne fédérale (taux d'escompte)	3	5
Belgique (taux d'escompte)	6	9
Grande-Bretagne (taux d'escompte)	12,50	14
Japon (taux d'escompte)	3,50	5,25

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou Dép. −		DEUX MOIS Rep. + ou Dép. −		SIX MOIS Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U.	4,2605	4,2635	− 35	− 15	− 60	− 40	− 105	− 75
$ can.	3,6375	3,64	− 65	− 40	− 95	− 70	− 165	− 130
Yen (100)	1,9605	1,9630	+ 55	+ 80	+ 125	+ 150	+ 440	+ 475
DM	2,3260	2,3285	+ 60	+ 75	+ 140	+ 160	+ 440	+ 475
Florin	2,1165	2,1195	+ 15	+ 30	+ 40	+ 60	+ 125	+ 160
F.B. (100)	14,52	14,56	− 280	− 190	− 440	320	− 690	− 420
F.S. (100)	2,5705	2,5745	+ 180	+ 205	+ 380	+ 400	+1110	+1150
L. (1 000)	5,2020	5,2120	− 140	− 90	− 320	− 255	−1150	−1025
£	9,5220	9,5335	− 320	− 270	− 600	− 550	−1345	−1260

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	6 3/16	6 9/16	6 5/16	6 11/16	6 3/8	6 3/4	6 11/16	7 1/16
$ E.-U.	4	4 5/16	11 1/8	11 1/2	11 3/16	11 9/16	11 1/4	11 5/8
Florin	8 3/8	9 1/8	8 1/2	9	8 7/8	9 3/8	9 3/8	9 13/16
F.B. (100)	10 1/2	11 1/2	11 7/8	12 3/4	11 7/8	12 3/4	11 5/8	12 3/8
F.S.	1/2	5/8	1 1/8	1 1/2	1 5/16	1 11/16	2 3/16	2 9/16
L. (1 000)	10	11	12 5/8	13 7/8	13 5/8	14 7/8	15	16
£	13 3/8	13 7/8	14 1/8	14 3/4	14 3/16	14 11/16	13 13/16	14 3/16
Fr. franç.	9 7/8	10 1/8	10 7/8	11 1/8	11	11 1/2	12 3/16	12 11/16

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AUTOMOBILE

● *Ford et General Motors pourraient remplacer Chrysler à Taiwan.* — Les sociétés General Motors et Ford ont indiqué, mercredi 15 août, qu'elles ont été contactées par les autorités taiwanaises en vue de remplacer Chrysler dans le projet de construction d'une usine de montage de camions dans l'île. Chrysler avait annoncé, la semaine dernière, qu'elle renonçait à s'associer à la Taiwan Machinery Manufacturing Co pour réaliser ce projet de 70 millions de dollars.

AFFAIRES

LE DIAMANT HORS DE PRIX : + 25 % EN UN AN

Les troubles monétaires et la peur de l'inflation n'attirent pas seulement la spéculation sur l'or. Calmes depuis plusieurs mois, les marchés internationaux du diamant s'animent à leur tour. Avec la reprise des achats, les prix se remettent lentement à monter.

Un peu partout, les professionnels signalent un retour de la clientèle, à Paris notamment, où la demande pour les diamants-investissements (1) se réveille. En l'espace de quelques jours, les prix du diamant chez certains revendeurs ont monté de 5 %, ce qui porte à plus de 25 % la hausse enregistrée en un an. C'est encore peu comparé à la flambée des cours de l'or (+ 50 % depuis la fin du mois de juillet 1978). Mais, à l'inverse du métal jaune, le diamant ne baisse pratiquement jamais. Ainsi, depuis l'ouverture de la Bourse du diamant à Paris, en avril 1969, le prix des pierres a été multiplié par 8,2.

Pour l'instant, cependant, l'offre ne suit pas toujours la demande, principalement en raison de la réticence des diamantaires professionnels à mettre sur le marché les pierres en leur possession, en prévision, semble-t-il, d'une majoration des prix, que la De Beers pourrait être amenée à décider à la rentrée. Tablant sur une forte reprise des ventes dans les années à venir, la De Beers, qui monopolise la quasi-totalité des marchés occidentaux du diamant, a d'ailleurs décidé de lancer une nouvelle campagne de recherche en Afrique du Sud, dans le cadre d'un programme de prospection de 5,9 millions de dollars (25,4 millions de francs). Les responsables de la compagnie espèrent ainsi parvenir dès 1983 à augmenter de 58,3 % la production du groupe, qui passerait alors de 12 millions à 19 millions de carats.

(1) Pierres taillées non montées, vendues sous sachets plombés avec une garantie de rachat.

LA PRODUCTION FRANÇAISE DE BIÈRE DIMINUE

En 1978, les brasseries françaises ont fabriqué 22,78 millions d'hectolitres de bière. Ce chiffre, en diminution de 1,6 % par rapport à celui de l'année précédente, confirme la tendance à la baisse observée depuis la fin de 1976 (année record, avec 24,58 millions d'hectolitres produits).

La consommation — dont le Nord et le Pas-de-Calais demeurent les champions, avec plus de 80 litres par an par personne — a diminué à peu près dans les mêmes proportions, les ventes ayant atteint 22,39 millions d'hectolitres en 1978, contre 22,77 millions en 1977.

Le chiffre d'affaires de la profession n'en a pas moins augmenté de 10 % l'an dernier, à 4,41 milliards de francs. Outre la hausse des prix, cette performance s'explique notamment par le fait que les Français délaissent de plus en plus les bières peu alcoolisées au profit des produits de « haut de gamme ».

CARNET

Décès

— Vence, Marseille, Le Vésinet.
Le docteur Elisabeth Saler, née Adiba,
Le docteur Jacques Saler et leurs enfants,
Mlle Joëlle Adiba,
M. Louis Tourdjman et ses enfants,
Mlle Hermance Adiba,
M. et Mme Maurice Adiba,
M. et Mme Henri Charbit et leurs enfants,
Mme Mouchnino,
M. et Mme Marcel Saler,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Georges ADIBA,
survenu le 11 août.
Les obsèques auront lieu dans l'intimité, le 17 août, à Vence.

Mme Albert BONNET,
née Camille Marchand,
le 21 février 1895, est pieusement décédée, dans la sérénité, en son domicile, le 8 août 1979.
Elle était la veuve de l'aviateur Bonnet, décédé le 6 août 1929.
« Châtelet », 27, rue des Bleuets,
91100 Saint-Pierre-du-Perray.

— Mme Henry Chwarzchtein,
Le docteur et Mme David Wasnievski,
M. et Mme Bernard Jeremiasz,
M. et Mme Victor Coat-Rochenoir,
M. et Mme Jacques Smajer,
M. et Mme Jean-Claude Jeremiasz,
Le docteur Alain Wasnievski,
Mlles Gaëlle, Isabelle, Anne Rochenoir,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Henry CHWARZCHTEIN,
ancien membre
du comité directeur du Bund
et ancien résistant,
leur époux, père, grand-père et parent,
survenu le 14 août 1979, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.
Les obsèques auront lieu le vendredi 17 août 1979.
On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien (avenue Marx-Dormoy), à 10 h. 15 précises.
Ni fleurs ni couronnes.
111, rue de Reuilly,
75012 Paris.

— Mme François Gault, née Yvonne Sabetay,
MM. Jean-Pierre et Yves-Michel Gault,
Le docteur André Gault,
M. Gérard Gault,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, fils, frère et parent
François GAULT,
professeur
à l'université Louis-Pasteur
de Strasbourg,
survenu le 4 août 1979, à Quiberon, dans sa quarante-neuvième année.
L'inhumation a eu lieu le 8 août 1979, dans la plus stricte intimité familiale, au cimetière de Préville, à Nancy.
32, rue de l'Université,
67000 Strasbourg.
3, rue des Bégonias,
54000 Nancy.

— Le Laboratoire de catalyse et chimie des surfaces de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg,
a la douleur de faire part du décès de son directeur
François G. GAULT,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
professeur
à l'université de Strasbourg,
médaille d'argent du C.N.R.S.,
survenu le 4 août 1979, à Quiberon, dans sa quarante-neuvième année.

[Né le 7 janvier 1931 à Nancy, François G. Gault est admis à l'Ecole normale supérieure, dont il sort en 1954 agrégé de sciences physiques. Il prépare alors une thèse de doctorat au laboratoire de chimie de cette école. En 1960, il est nommé maître de conférences, puis professeur, à l'université de Caen. Il enseigne à partir de 1971 à celle de Strasbourg. Il était spécialiste de la chimie du pétrole et des mécanismes réactionnels en catalyse hétérogène.]

— Mme Pierre Hillemand,
son épouse,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petite-fille,
Mme Marcel Laurent, sa sœur,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Pierre HILLEMAND,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
membre
de l'Académie nationale de médecine,
médecin honoraire
des Hôpitaux de Paris,
survenu le 10 août 1979, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
Il a été inhumé dans l'intimité, à Limay, le 14 août 1979.
Une cérémonie à sa mémoire aura lieu ultérieurement, à Paris.

— Jean Justier, son frère,
Jean-Michel et Marie-Hélène Mols et Louis-David,
Philippe et Dominique Justier et Guillaume et Nicolas,
Fabrice et Elisabeth Sausse,
ses neveux et nièces,
Les familles Brun, Olivier, Raby et Vinçon,
ont la douleur de faire part du décès subit de
l'abbé Marcel JUSTIER,
prêtre de Saint-Sulpice,
le 9 août 1979, à Weymouth, Angleterre.
Les obsèques auront lieu à l'église Saint-Sulpice, à Paris, le vendredi 17 août, à 10 h. 30.
Ni fleurs ni couronnes.
Jean Justier,
100, rue Raymond-Ridel,
92250 La Garenne-Colombes.

— Les supérieurs de la Compagnie de Saint-Sulpice
recommandent à votre prière
M. Marcel JUSTIER,
prêtre de Saint-Sulpice,
économe de la Maison provinciale,
official d'Amiens,
décédé le 9 août 1979, à Weymouth, Angleterre.
Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-Sulpice, le vendredi 17 août 1979, à 10 h. 30.
Gilles Chaillot,
6, rue du Regard,
75006 Paris.

— M. Paul Montbertrand,
M. Pierre Bonelli,
Et leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès brutal de
Mme veuve Jules MONTBERTRAND,
née Marie-Joséphine Terrat,
survenu le 12 août 1979, en son domicile « Les Lilas », à Guitrancourt (Yvelines).
L'inhumation a été célébrée au cimetière de Guitrancourt dans l'intimité.

— M. et Mme Jacques Roederer, Benoît et Béatrice,
M. et Mme Marcel Roederer,
M. et Mme Claude Roederer,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Patrice Roederer et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Gilbert et leurs enfants,
M. et Mme Henri Broszkiewicz et leur fils,
Mme Gisèle Landré, ses enfants et petits-enfants,
Les familles Delloye et Krieg,
ont la douleur de faire part du décès de
Bruno ROEDERER,
interne des Hôpitaux de Paris,
en service national de coopération en Côte-d'Ivoire,
retourné à Dieu, le 13 août 1979, muni des sacrements de l'Eglise, dans sa vingt-huitième année.
Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6e, le lundi 20 août 1979, à 10 h. 30.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
70, rue d'Assas,
75006 Paris.

— Mme Maurice Solal,
M. et Mme Jean-Louis Solal et leurs filles, Marie-Christine et Alexandra,
Mme Michelle Solal et son fils Jean-Michel,
Les familles parentes et alliées,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Maurice SOLAL,
chevalier de la Légion d'honneur,
conseiller
du commerce extérieur
de la France,
survenu le 10 août, en son domicile.
Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale, le 14 août 1979.

— Le conseil d'administration de la C.A.M. S.A.,
Sa direction et son personnel,
ont la grande tristesse de faire part du décès de
M. Maurice SOLAL,
chevalier de la Légion d'honneur,
président honoraire
du conseil d'administration,
administrateur,
survenu le 9 août 1979.
Ses obsèques ont eu lieu le 14 août 1979, dans l'intimité.

— Le conseil d'administration de la S.A. Silos de Bonnières,
Sa direction et son personnel,
ont la grande tristesse de faire part du décès de
M. Maurice SOLAL,
chevalier de la Légion d'honneur,
administrateur,
Ses obsèques ont eu lieu le 14 août 1979, dans l'intimité.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Remerciements

— M. Joseph Franceschi,
Ses parents, ses enfants et petit-enfant,
Et toute sa famille,
très touchés des marques d'affection et de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
Mme Simonne FRANCESCHI,
directrice
de l'école Montaigne d'Alfortville,
remercient très sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur grande douleur.

Anniversaires

— Pour le douzième anniversaire du décès du
colonel Paul BRENOT,
une pensée est demandée à tous ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

— 17 août.
Pour le troisième anniversaire du rappel à Dieu, du
docteur Jacques CABASSON,
maître de conférences agrégé,
médecin des hôpitaux,
(C.H.U. de Montpellier-Nîmes),
que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé, aient pour lui en ce jour une pensée fidèle.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

14 AOUT

Sensible repli de l'or
Calme plat sur les actions

Le métal jaune a subi un très sensible repli en cette veille du 15 août sur les marchés financiers. A Londres, au premier fixing, l'once d'or fin à cédé 10 dollars à 293 dollars. A Paris, où le kilo suit la tendance internationale, le lingot a perdu 1 100 F avant de s'établir à 42 600 F (soit 311,03 dollars pour une once, 31,1 grammes). Même le napoléon, qui progressait pour des raisons essentiellement intérieures à ce pays, a cédé du terrain, son prix revenant de 404 F (record historique) à 398 F

La tentation est grande d'expliquer ce reflux général par la meilleure tenue du dollar sur les marchés des changes. Reste que, selon les spécialistes, le marché de l'or est « techniquement orienté à la baisse ». *Personne, pour autant, ne se hasarde à citer un chiffre. Seul M. Flornoy, syndic des agents de change, déclarait il y a quelques jours qu'à son avis* « la hausse de l'or *(était)* faite ».

Sur le marché des actions, quasi désert, en raison notamment de la fermeture, à midi, des établissements bancaires parisiens, seules les mines d'or — et, bien entendu, l'emprunt 4 1/2 % 73 indexé sur le napoléon — ont subi le contrecoup des « secousses » *observées au sous-sol du palais. L'emprunt d'Etat a même enregistré l'une des plus fortes baisses de la séance (— 4,2 %).*

Les pétroles, grandes vedettes de ces derniers jours, ont également eu à faire face à des ventes bénéficiaires, peu importantes certes, mais en l'absence de demandes... Bref, les Pétroles B.P., la Compagnie française de raffinages, la Française des pétroles et l'Aquitaine ont cédé entre 2 % et 3,6 %. Seul Esso a relativement bien résisté à cette tendance générale.

LONDRES

Les valeurs industrielles se redressent un peu jeudi matin, après leur repli de la veille et avant midi, leur indice enregistrait une hausse de 2,4 points, à 476,6. Aux pétroles, avance de Shell, en liaison avec les bons résultats trimestriels du groupe, mais baisse de B.P. Irrégularité des mines d'or et des fonds d'État.

Or (ouverture) (dollars) 298 50 contre 301 85

VALEURS	CLOTURE 14/8	COURS 15/8
Beecham	141 ...	148 ...
British Petroleum (1)	11 58/64	11 62/64
Courtaulds	88	88 ...
De Beers	7 44	7 43
Imperial Chemical	341 ...	344 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	297 ...	299 ...
Shell	328 ...	332 ...
Vickers	168 ...	171 ...
War Loan 3 1/2 %	34 ...	34 1/16
*West Driefontein	46 ...	46 1/8
*Western Holdings	32 3/4	32 1/2

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.
(1) En livres.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

UNILEVER. — Le bénéfice imposable du groupe pour le deuxième trimestre de l'exercice en cours s'est élevé à 188,2 millions de livres seulement contre 184,8 millions un an plus tôt. Nettement inférieur aux prévisions des analystes financiers, qui estimaient le résultat à 195 millions de livres, les dirigeants ont expliqué la faiblesse, relative, de ce chiffre par la hausse du sterling. Le bénéfice avant impôts du premier semestre s'élève toutefois à 321,8 millions de livres contre 295 millions un an auparavant.

PHILIPS. — Bénéfice net du deuxième trimestre de 1979 : 161 millions de florins contre 181 millions un an plus tôt à pareille époque. Pour le semestre, les chiffres ressortent à 323 millions de florins contre 311 millions, soit 1,74 florin par action contre 1,68 florin.

DRESDNER BANK. — Pour les six premiers mois de l'année, l'excédent net des intérêts créditeurs s'est élevé à 814,5 millions de deutschemarks contre 761,1 millions de deutschemarks un an plus tôt. Pour la même période, le volume des crédits consentis s'est élevé à 51,6 milliards de deutschemarks (+ 2,3 milliards).

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 10 1 2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15/8	16/8
1 dollar (en yens)	216 75	217 25

NEW-YORK

La hausse reprend

Le mouvement de hausse, qui avait subi mardi un très net ralentissement, est reparti de plus belle jeudi au New York Stock Exchange. A l'issue d'une séance encore très active (46,25 millions d'actions ont changé de mains, contre 40,98 millions la veille), l'indice Dow Jones s'est établi en progrès de 9 points à 885,83.

Le nombre de hausses a été très supérieur à celui des baisses (921 contre 517 et 442 inchangées) touchant la plupart des grands secteurs industriels.

Il est rare qu'une hausse des taux d'intérêt soit favorablement ressentie par le Big Board. C'est pourtant ce qui s'est produit cette fois, après la décision de la Chase Manhattan de fixer son taux de base (prime rate) au niveau record de 12 %. Pour les opérateurs, ce nouveau durcissement des conditions de crédit vise à combattre l'inflation et à défendre le dollar. La politique de M. Volker, nouveau chairman de la Réserve fédérale, commence à se dessiner...

VALEURS	COURS 14/8	COURS 15/8
Alcoa	54 1/2	52 1/8
A.T.T.	58 1/8	58 3/4
Boeing	47 3/8	48 1/4
Chase Manhattan Bank	42 1 4	43 1 4
Du Pont de Nemours	44 1/8	44 1/4
Eastman Kodak	57 1 8	57 5 8
Exxon	54 1/8	53 7/8
Ford	42 1/4	42 3/8
General Electric	54 3/8	55 ...
General Foods	34 1/4	34 1/2
General Motors	58 3/4	58 1/8
Goodyear	15 1/4	15 1/8
I.B.M.	70 1/8	72 ...
I.T.T.	29 ...	29 3/4
Kennecott	24 ...	25 ...
Mobil Oil	39 ...	38 3/4
Pfizer	34 5/8	34 3 8
Schlumberger	81 1/2	84 ...
Texaco	27 3/4	27 1/2
U.A.L. Inc.	28 1 4	28 7/8
Union Carbide	42 3 8	43 1/2
U.S. Steel	22 7/8	22 7/8
Westinghouse	21 5/8	21 1/4
Xerox	68 1/4	68 5/8

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)

	13 août	14 août
Valeurs françaises	113,1	112,7
Valeurs étrangères	126,1	125,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	99,4	99,6

BOURSE DE PARIS - 14 AOUT - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	38 ..	2 614	S.P.E.G.	256 ..	249 50	Locabail	... ..	221 ..	Immobvest	147 ..	147 50
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	288 ..	293 50
A.G.F. (Sté Cent.)	606 ..	605 ..
Ass. Gr. Paris-Vie	...	...
Concorde	366 ..	359 ..
Epargne France	310 ..	310 ..
Financ. Victoire	360 ..	345 ..
France I.A.R.D.	228 20	225 ..
GAN (Sté) Centr.	789 ..	674 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV

	Émission frais inclus	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

* Cours précédent

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
1208 ..	4,5 % 1973.	1276 50	1216 ..	1220 ..	1235 ..
4150 ..	C.N.E. 3 %	4142 ..	4138 ..	4140 ..	4137 ..
285 ..	Afrique Occ.	296 ..	297 50	297 50	300 ..
470 ..	Air Liquide	478 ..	478 10	478 ..	478 10
80 ..	Als. Part. Ind	94 20	93 55	93 55	91 75
385 ..	Als. Superm.	410 ..	435 ..	435 ..	436 ..
62 ..	Alsthom-Atl.	53 80	52 50	52 50	53 70
152 ..	[illegible]	172 ..	172 ..	172 ..	168 50
145 ..	Arjom. Prioux	147 10	145 ..	145 ..	145 ..
385 ..	Aux. Entrepr.	436 50	434 ..	434 ..	430 ..
830 ..	Elf-Aquitaine	939 ..	940 ..	941 ..	943 ..
156 ..	— (certific.)	183 50	180 ..	180 ..	183 30
325 ..	E.J. Lefebvre	358 ..	359 ..	359 ..	358 ..
880 ..	Essilor	888 ..	880 ..	880 ..	895 ..
177 ..	Esso S.A.F.	228 50	230 20	228 50	228 50
345 ..	Eurafrance	354 50	354 90	355 ..	354 40
1180 ..	Europe n° 1.	1092 ..	1098 ..	1098 ..	1099 ..
450 ..	Facom	469 ..	468 ..	463 ..	457 10
345 ..	Ferodo	373 ..	374 ..	378 ..	370 ..
445 ..	— obl. conv	446 ..	454 80	454 80	446 ..
92 ..	Nouvel. Gal.	95 80	96 ..	96 ..	95 ..
167 ..	Olida-Caby	187 ..	186 50	186 50	185 ..
116 ..	Opfi-Paribas	118 ..	118 ..	118 ..	118 80
146 ..	Paris-France	156 10	154 80	154 50	154 60
114 ..	Pechelbronn	119 ..	118 80	118 80	116 80
92 ..	P.O.K.	90 10	90 50	90 10	90 50
126 ..	— (obl.)	127 10	127 10	127 10	125 10
52 ..	Penarroya	53 ..	53 ..	53 ..	52 ..
275 ..	Penhoët	273 ..	275 ..	275 ..	274 ..
270 ..	Pernod-Ric.	278 ..	278 80	278 80	286 10
310 ..	Tél. Ericsson	349 ..	359 ..	360 50	360 ..
85 ..	Thomson-Br.	208 ..	209 50	209 ..	208 50
285 ..	— (obl.)	263 ..	264 ..	264 ..	260 ..
405 ..	U.I.S.	435 ..	431 ..	431 ..	431 ..
240 ..	U.C.B.	239 10	239 80	239 80	239 80
216 ..	Un. F. Bques.	225 ..	225 ..	225 ..	225 ..
175 ..	U.T.A.	170 80	170 40	170 40	172 ..
19 50	Usinor	14 ..	14 ..	14 ..	14 ..
116 ..	— (obl.)	120 ..	116 50	116 50	116 50
235 ..	Gen. Motors.	252 ..	253 ..	253 ..	253 ..
22 ..	Goldfields	21 25	20 80	20 85	20 75
26 ..	Harmony	34 30	33 ..	33 10	33 ..
4 60	Hitachi	5 05	5 25	5 15	5 15
300 ..	Hoechst Akti.	301 ..	308 ..	308 ..	303 ..
32 ..	Imp. Chem.	32 05	32 05	32 05	32 20
80 ..	Inco Limited	81 ..	81 80	81 15	81 20
295 ..	I.B.M.	298 80	299 90	299 80	299 50
116 ..	I.T.T.	122 20	122 70	122 70	122 10
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
12 50	Charter	13 50	13 30	13 25	13 45
185 ..	Chase Manh.	185 50	183 30	184 10	182 60
127 ..	Cie Petr. Imp.	126 50	129 10	129 ..	129 10
31 ..	De Beers (S.)	30 95	30 90	30 80	31 ..
650 ..	Deuts. Bank.	645 ..	638 ..	638 ..	642 ..
509 ..	Dome Mines.	484 ..	472 ..	474 ..	467 ..
190 ..	Du Pont Nem.	188 ..	189 ..	189 ..	189 ..
220 ..	East Kodak	243 ..	241 50	241 10	241 90
45 ..	East Rand	40 30	40 ..	40 ..	40 90
125 ..	Ericsson	134 90	132 ..	133 90	131 30
220 ..	Exxon Corp.	228 50	234 ..	232 80	233 50
175 ..	Ford Motor	184 50	184 50	184 50	187 50
114 ..	Free State	115 ..	111 60	111 60	111 60
210 ..	Gen. Electric	227 40	227 50	227 50	226 50
25 ..	Rio Tinto Zinc	26 90	26 90	26 80	26 70
75 ..	St Helena Co.	74 10	72 ..	72 ..	72 ..
335 ..	Schlumberger	348 50	351 ..	349 ..	351 ..
33 ..	Shell Fr. (S).	33 20	34 ..	34 ..	33 55
615 ..	Siemens A G.	618 ..	615 ..	616 ..	615 ..
38 ..	Sony	37 75	37 70	37 70	37 40
275 ..	Unilever	275 ..	272 ..	272 ..	274 90
30 ..	Union Corp.	30 80	30 ..	30 ..	29 75
108 ..	U. Min. 1/10.	104 40	106 ..	105 50	104 60
157 ..	Unit. Techn.	179 50	182 50	182 30	180 50
220 ..	West Drief.	200 ..	195 90	194 ..	198 50
74 ..	West Deep.	70 30	65 45	65 50	65 45
153 ..	West Hold.	148 ..	138 60	137 90	139 ..
250 ..	Xerox Corp.	288 ..	288 90	289 50	287 90
0 82	Zambie Corp.	0 82	0 84	0 82	0 82

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14 8	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 243	Marché clos	4 140	4 350
Allemagne (100 DM)	233 090		225 ...	239 ...
Belgique (100 F)	14 548		13 600	14 300
Pays-Bas (100 fl.)	212 010		205 ...	216 ...
Danemark (100 krd)	80 880		78 ...	83 ...
Norvège (100 k)	84 930		82 500	87 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 583		9 250	9 750
Italie (1 000 lires)	5 199		5 ...	5 400
Suisse (100 fr.)	257 940		250 ...	263 ...
Suède (100 krs)	100 940		97 ...	102 500
Autriche (100 sch.)	31 900		30 650	32 450
Espagne (100 pes.)	6 427		6 200	6 600
Portugal (100 esc.)	8 675		8 200	9 000
Canada ($ can. 1)	3 621		3 520	3 750
Japon (100 yens)	1 963		1 870	1 970

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14 8
Or fin (kilo en barre)	43600 ..	42400 ..
Or fin (en lingot)	43700 ..	42600 ..
Pièce française (20 fr.)	404 ..	398 ..
Pièce française (10 fr.)	268 ..	272 ..
Pièce suisse (20 fr.)	371 ..	342 ..
Union latine (20 fr.)	339 90	340 10
Souverain	487 50	468 ..
Pièce de 20 dollars	1840 ..	1828 ..
Pièce de 10 dollars	985 ..	982 ..
Pièce de 5 dollars	...	..
Pièce de 50 pesos	1693 50	1667 ..
Pièce de 10 florins	358 ..	365 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

PROCHAINE FERMETURE DU CASINO DE PARIS ?

M. Jacques Pêcheur, secrétaire du comité d'entreprise du Casino de Paris, et M. Paul Muriand, membre de la commission exécutive de la Fédération du spectacle C.G.T., nous indiquent, dans une lettre qu'ils nous ont adressée le 14 août, que la direction du Casino de Paris vient de les « informer de sa décision de fermer le théâtre et de licencier la totalité du personnel ». Une conférence de presse est organisée jeudi 23 août, à 11 heures, au siège du Syndicat français des artistes interprètes (21 bis, rue Victor-Massé, Paris-9e).

[A la direction du Casino de Paris, nous n'avons pu obtenir confirmation de cette information. On nous a précisé qu'aucun commentaire officiel ne pourrait être fait avant la semaine prochaine. Le Casino de Paris présente depuis plusieurs années une revue animée par Line Renaud.]

Le numéro du « Monde » daté 16 août 1979 a été tiré à 429 127 exemplaires.

A B C D E F G

Le blocage de l'ex-« France » au Havre

L'armateur norvégien ferait appel à des remorqueurs étrangers

Après l'évacuation par la police, le jeudi matin 16 août, de l'écluse François-Ier, au Havre, le « Norway » restait toujours « consigné » en début d'après-midi, au « quai de l'oubli », les marins et les officiers de la compagnie de remorquage ayant maintenu leur refus de servir le paquebot.

M. Knut Klosters, propriétaire du « Norway », s'est déclaré prêt à « faire appel à d'autres remorqueurs si ceux du Havre ne pouvaient opérer pendant une longue durée ». Au demeurant, la préfecture de Seine-Maritime a précisé que « dans l'état actuel des choses », aucun contact n'avait été pris par les pouvoirs publics pour s'assurer le concours des remorqueurs de la marine nationale.

L'administration fait valoir qu'en cette affaire chacun a pris et doit prendre ses responsabilités. Les pouvoirs publics, en « libérant » l'écluse François-Ier, ont ouvert la voie à l'ex-« France ». C'est maintenant à l'armateur norvégien de convoyer le paquebot en haute mer par les moyens à sa disposition.

A cet égard, on semblait s'orienter, ce jeudi 16 août, en fin de matinée, vers une solution étrangère. Des tractations sont en cours entre M. Klosters et des sociétés de remorquage britanniques, belges et surtout néerlandaises. Aucun obstacle juridique n'interdit, en effet, à des entreprises non françaises d'opérer dans des ports français.

Les jeux sont faits...

Le Havre. — Ce jeudi matin 16 août, vers 3 heures, quatre cents C.R.S. faisaient évacuer, sans incident, l'écluse François-Ier que les syndicalistes C.G.T. occupaient depuis le mardi après-midi 14 août. Depuis cette date, la situation semblait sans issue, chacun campant sur ses positions : les syndicats réclamaient que les premiers travaux de remise en état soient faits au chantier naval ; les responsables du port autonome affirmaient que l'occupation de l'écluse par les cégétistes aurait rapidement perturbé le trafic du port, si elle s'était prolongée, jusqu'à empêcher le passage des gros porte-conteneurs. Le mercredi 15 août, quatre d'entre eux étaient, en effet, bloqués à l'entrée et à la sortie de l'écluse. L'*United Agency*, enfin, représentant M. Klosters, affirmait, pour sa part, que la décision revenait aux pouvoirs publics français.

Les hypothèques qui pèsent sur le départ du *Norway* ne sont pas pour autant levées, puisque le syndicat C.G.T. des marins de la compagnies « les Abeilles », qui devait remorquer le paquebot, ont décidé, ce jeudi matin, de maintenir la décision qu'ils avaient prise mardi, de refuser de servir le *Norway* jusqu'à la libération de l'écluse par les C.R.S. En revanche, le remorquage des autres bateaux sera assuré.

Plusieurs centaines de personnes se sont réunies jeudi matin devant la bourse du travail, puis ont défilé dans les rues du Havre afin de protester contre l'intervention des forces de l'ordre. « *Après l'évacuation de l'écluse, le problème reste entier* », a affirmé M. Henri Batard, secrétaire général de l'union locale C.G.T. Il a annoncé que les cégétistes se rendront vendredi à Deauville, que des actions de protestation se multiplieront au cours des jours à venir. « *Il ne reste au gouvernement que deux solutions*, a-t-il conclu, *le recours à la Marine nationale ou à un remorqueur étranger pour sortir le* Norway *du port.* » Telle semble bien être l'alternative.

« 45 centimes le kilo »

« *Le paquebot* France *sera rentable en Norvège. Il pourrait l'être chez nous. « Ils » l'ont racheté 45 centimes le kilo. A ce prix-là, nous pourrions le garder.* » Les discussions allaient encore bon train, et on refaisait volontiers l'histoire du *France*, le mercredi 15 août, en fin d'après-midi, sur l'écluse François-Ier, occupée depuis la veille par les syndicalistes C.G.T. du Havre.

Toute la journée, sous un ciel bas, hachuré par les cheminées des usines de la zone industrielle, dans une ambiance de kermesse sur fond de calicots, les militants C.G.T. avaient vendu les journaux à la criée. « *Première victoire, le* France *restera à quai ce soir.* » Des cartes postales, des photos du navire. D'inévitables vendeurs de glaces avaient installé leurs camions sur un terre-plein envahi par les voitures. Incontestablement, la journée avait été un succès : des délégations de Longwy et de Saint-Nazaire étaient venues affirmer leur solidarité avec les ouvriers du chantier naval, et ils étaient venus nombreux, les Havrais et les vacanciers de passage dans la région, contempler le long cétacé d'acier amarré là-bas, au « quai de l'Oubli ».

Mais les commentaires n'étaient pas unanimes. Certains reconnaissaient que « *s'il était exact que l'Allemagne proposait de faire les travaux de réfection plus vite*

De notre envoyée spéciale

et moins cher, la décision de l'armateur était logique ». D'autres, au contraire, estimaient que « *si le bateau partait dans cet état, il ne tiendrait pas longtemps* ». Enfin, les partisans inconditionnels du mouvement affirmaient : « *Nous sommes là depuis ce matin pour proclamer que le* France *est à nous. La ridicule inscription* « Norway, *Oslo* » *n'est même pas parvenue à effacer le nom du navire.* »

Pour les syndicalistes C.G.T., qui campaient sur l'écluse, toutes ces marques d'intérêt étaient bonnes à prendre. « *Nous avons reçu, aujourd'hui, un réel soutien populaire, puisque des milliers de personnes sont venues ici* », affirmait M. Serge Laloyer, secrétaire de l'union départementale C.G.T. « *Nous somme ici, car le* France *nous a été deux fois volé. La première, lorsqu'il fut vendu ; la seconde, lorsqu'il fut décidé que les réparations ne seraient pas faites au Havre.* »

Le mercredi soir 15 août, la foule s'était retirée, laissant derrière elle son lot habituel de papiers sales. L'ex-*France*, zébré de larmes de rouille, était resté à quai un jour de plus. Mais les jeux sont faits depuis longtemps. Le bateau est vendu. Il doit partir pour être réparé à Brême. Cela, les syndicalistes le savaient, mais les Havrais auront néanmoins démontré, durant cette journée du 15 août, qu'ils ne laissaient pas partir « leur » paquebot de gaieté de cœur.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

LES RÉACTIONS

● C.G.C. : L'incapacité » des patrons. La fédération de la métallurgie C.G.C. s'élève, dans un communiqué, contre « *l'incapacité du patronat havrais de pouvoir réparer, pour des raisons de coût et de délai, le paquebot* France. » A son avis, l'emploi dans le secteur de la réparation navale « *même au prix de quelques sacrifices, doit actuellement être la priorité des priorités.* »

● La C.G.T. : « *Autoritarisme et répression.* » — « *Une fois de plus le pouvoir a utilisé ses forces répressives contre les travailleurs en lutte pour le droit au travail* », déclare, dans un communiqué, la C.G.T. La Confédération indique qu'elle prendra, dans la journée du jeudi 16 août, « *toutes les dispositions que l'évolution de la situation nécessitera* ». Elle ajoute : « *Devant l'impopularité et la colère que suscite sa politique antisociale et anti nationale, le pouvoir compte sur le renforcement de l'autoritarisme et de la répression. Après avoir refusé d'entendre en 1974 les propositions réalistes de la C.G.T. et de ses organisations pour aménager le paquebot* « France » *et le rendre rentable, Giscard d'Estaing prive aujourd'hui les chantiers navals d'un million d'heures de travail dans un moment où les statistiques officielles révèlent une augmentation inquiétante du nombre des chômeurs* ».

● M. RUFENACHT : Le respect de la propriété d'autrui. M. Antoine Rufenacht, député R.P.R. de la Seine-Maritime, estime que « *la politique de l'otage n'est pas une bonne politique ; c'est une arme qui se retourne contre ceux qui l'utilisent. J'ai été le premier à plaider la cause du France* », a-t-il ajouté, « *et je l'ai défendue jusqu'au bout avec passion. Je me sens donc à l'aise pour rappeler aujourd'hui que les activités d'un grand port sont pour l'essentiel tournées vers la clientèle étrangère et que celle-ci est légitimement attachée au respect des engagements et de la propriété d'autrui.* »

● L'EVEQUE DU HAVRE : Infléchir la décision. Mgr Saudreau, évêque du Havre, rappelle, dans une déclaration à l'A.F.P., que le taux de chômage du Havre est très important. « *C'est l'un des plus forts de France, en particulier dans les chantiers navals. Aussi, les Havrais déçus tâchent d'obtenir un renversement de situation de dernière heure. Celle-ci paraît bien compromise au point de vue économique et légal, mais le propre des militants qui se battent c'est d'être habitués à se battre dans des situations où il y a peu d'espoir au départ, et, quelquefois, mais pas toujours, une volonté résolue peut infléchir une décision.* »
sdrétu

● LA PREFECTURE DE SEINE-MARITIME : conformément aux traditions maritimes. Après l'intervention de la police pour dégager l'écluse François-Ier, la préfecture de Seine-Maritime a publié un communiqué : « *les pouvoirs publics comprennent et partagent les sentiments de la population havraise au moment où va s'éloigner un navire qui était à juste titre l'orgueil de la marine marchande française. Mais ils ne sauraient admettre qu'un grave préjudice soit porté à la réputation et à l'avenir du grand port français par des actions dont l'origine politique est évidente.* » Les autorités responsables de l'ordre public « *ont le devoir de prendre les dispositions nécessaires pour permettre, conformément à toutes les traditions maritimes, à un bateau étranger de quitter sans entraves le port du Havre.* »

● LE PROPRIETAIRE DU « NORWAY » : une affaire intérieure française. M. Klosters, le nouveau propriétaire du *Norway*, a déclaré, dans une interview accordée à R.T.L., : « *Le bateau est maintenant propriété norvégienne et donc les autorités françaises sont responsables de son départ... Nous comprenons la frustration des travailleurs en France. Nous sommes vraiment désolés que cela doive se passer de cette façon mais nous pensons que nous ne sommes pas responsables de cette situation. C'est une situation interne, entre les Français et leur gouvernement.* »

● UN REPRESENTANT DE HAPAG LLOYD : de lourds sacrifices. M. Klaus Grobecker, député social-démocrate allemand et vice-président du conseil de surveillance de la compagnie Hapag Lyod, chargée des travaux de remise en état du *Norway*, a déclaré : « *La C.G.T. ne saurait compter sur la compréhension des ouvriers de nos chantiers de réparation maritimes.* » Il a indiqué que les salariés allemands des chantiers de construction avaient consenti de « *lourds sacrifices* » au cours des trois dernières années, puisque trente mille emplois sur quatre-vingt-cinq mille ont été supprimés. « *Nous estimons en avoir fait assez* », a-t-il ajouté.

NOUVELLES BRÈVES

● *M. et Mme Giscard d'Estaing* ont assisté mercredi à l'office religieux célébré en plein air devant la chapelle de Notre-Dame-de-la-Consolation, dans l'arrière-pays d'Hyères. Le président de la République s'est entretenu à cette occasion avec le maire socialiste d'Hyères, M. Biancotto, préoccupé par le prochain classement du site de Porquerolles. M. Giscard d'Estaing doit recevoir, samedi, au fort de Brégançon, MM. Maurice Arreckx, maire de Toulon, et François Léotard, maire de Saint-Raphaël, tous deux députés U.D.F.

● *Les ministres des affaires étrangères* de l'A.S.E.A.N (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, comprenant l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande) réunis jeudi 16 août à Kuala-Lumpur, ont invité le Vietnam à retirer ses troupes du Cambodge et réaffirmé le droit des Cambodgiens à l'autodétermination. Les ministres souhaitent une « *solution politique* » du conflit, qui garantirait la souveraineté et l'indépendance du Cambodge.

● *Un journaliste de Radio-France International*, M. Edouard Dor, a été expulsé du Maroc, mardi 14 août, par la Sûreté, sans aucune explication et sans avoir eu la possibilité d'emporter son matériel professionnel et ses effets personnels. M. Dor — qui était arrivé la nuit précédente à Rabat — avait été invité par le cabinet royal marocain. Les syndicats C.F.D.T., S.N.J. et F.O. des journalistes de Radio-France ont élevé à cette occasion une « *vive protestation contre ces méthodes qui sont une grave atteinte à la liberté de l'information* ». Selon l'ambassade du Maroc, il s'agit d'une « *erreur regrettable* », et M. Dor, qui a reçu des « *excuses* », devrait repartir très prochainement pour le Maroc.

● *Plusieurs coup de feu ont été tirés contre deux Basques espagnols* réfugiés en France, mardi 14 août au soir, à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques). Ayant aperçu à temps leurs agresseurs, les deux hommes, MM. Théodoro Izar et Santiago Ochoa-Balanzategui, ont pu se jeter à terre et échapper ainsi aux balles.

● *La course de « l'Aurore ».* — En raison des conditions météorologiques prévues pour la nuit de jeudi 16 à vendredi 17 août (avis de coup de vent force 8, avec rafales à 40 nœuds), le comité de course a pris la décision d'annuler la cinquième étape de la course.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS DÉCIDE D'ENVOYER UNE AIDE AU NICARAGUA

Le gouvernement français a décidé d'envoyer une aide au Nicaragua, a annoncé jeudi matin 16 août le ministère des affaires étrangères.

Au titre de secours d'urgence, 7 tonnes de médicaments et 3 tonnes de lait en poudre seront acheminées par avion dans un délai de dix à quinze jours, et au titre de l'aide alimentaire, un don de 1 500 tonnes de céréales sera également expédié prochainement par avion, indique le ministère.

Cette intervention complète l'action humanitaire à laquelle la France participe en tant que membre de la Communauté économique européenne. La C.E.E. décide d'accorder une aide d'urgence en vivres, médicaments et biens de première nécessité d'une valeur de 4 millions de francs, en faveur de la population nicaraguayenne.

Enfin la France, indique le ministère, soit directement, soit indirectement à travers les organismes internationaux ou inergouvernemenaux dont elle est membre, apportera une assistance financière et technique aux programmes de reconstruction qui seront élaborés par les autorités de Managua.

Pour larguer une antenne dans l'espace

LES DEUX COSMONAUTES SOVIÉTIQUES SONT SORTIS DE SALIOUT-6

Les deux cosmonautes soviétiques Vladimir Lyakhov et Valery Rioumine, qui ont quitté la Terre le 25 février, ont dû « marcher dans l'espace », mercredi 15 août, durant une heure et vingt-trois minutes, afin de décrocher de Saliout-6 une antenne de 10 mètres de diamètre utilisée quelques jours avant par les deux hommes pour les dernières expériences de leur mission. L'antenne dont les cosmonautes voulaient se débarrasser parce qu'elle provoquait des vibrations intempestives était malencontreusement restée accrochée à la station spatiale.

Lyakhov et Rioumine ont profité de cette sortie imprévue pour récupérer des échantillons de matériaux divers placés à l'extérieur de la station, pour l'étude de leur comportement dans l'environnement spatial.

Cette opération explique sans doute pourquoi le retour sur Terre des deux hommes, bien qu'annoncé depuis quelque temps, semblait tarder. Lyakhov et Rioumine, qui terminent, ce jeudi 16 août, leur cent soixante-douzième jour dans l'espace, et ont, selon la presse soviétique, « *de plus en plus le mal du pays* », devraient donc pouvoir bientôt mettre fin à leur isolement de près de six mois.

Dans les Pyrénées-Orientales

UN TROISIÈME « HOMME DE TAUTAVEL » A ÉTÉ DÉCOUVERT

Un fragment de crâne d'un homme préhistorique a été découvert, il y a une dizaine de jours, dans la Caune de l'Arago, près de Tautavel (Pyrénées-Orientales). C'est la troisième découverte de ce type dans cette grotte de la montagne des Corbières, où des chercheurs avaient exhumé, en juillet 1971, un crâne vieux d'un demi-million d'années, le plus vieil Européen connu, devenu célèbre depuis sous le nom d'« Homme de Tautavel » (*le Monde* du 30 mai). Début juillet, les archéologues avaient découvert un second crâne. Le troisième fragment, un os pariétal droit, a été mis au jour dans le même carré de fouilles que les précédents, au cours de travaux dirigés par le professeur de Lumley, directeur de recherches au C.N.R.S. Le fragment était entouré d'ossements de bœuf musqué, de cheval et de renne ; aucune trace de feu, aucun objet n'a été retrouvé à proximité.

Au Zaïre

LA PARTICIPATION DES TROUPES FRANÇAISES A DES MANŒUVRES est en relation avec le retrait des forces africaines

Des troupes françaises participeront au début du mois de septembre à des manœuvres de l'armée zaïroise dans la province du Shaba. Ce projet, lancé sur l'initiative du gouvernement de Kinshasa, fait actuellement l'objet d'un examen de la part des autorités françaises. Pour le moment, on ne sait pas encore dans quelles unités seront prélevées les forces françaises — environ trois cents hommes — qui se rendront au Zaïre pour une durée relativement limitée. En 1978, lors de l'intervention française au Zaïre, c'étaient des éléments de la 11e division parachutiste « *spécialement préparée à intervenir avec des délais très courts en Europe et outre-mer* » qui avaient été désignés pour se rendre à Kolwezi.

[La participation d'éléments des forces françaises à des manœuvres zaïroises dans le courant du mois prochain est à rapprocher sans doute du départ progressif des quelque deux mille quatre cents hommes de troupes marocains, sénégalais, togolais et ivoiriens qui constituaient la force africaine d'intervention destinée à assurer la sécurité dans la province zaïroise du Shaba. Depuis quelques jours en effet (« le Monde » du 10 août) le contingent marocain est rapatrié par des avions de transport de l'armée de l'air des Etats-Unis, et les Sénégalais s'apprêtent à rejoindre Dakar. Après le départ de cette force africaine d'intervention, la sécurité doit être normalement assurée par les forces armées zaïroises (FAZ). Aussi, dit-on à Kinshasa, les manœuvres du mois prochain ont-elles pour but de dissuader tout agresseur éventuel.]

CINQ CONDAMNÉS DU 23 MARS SONT ENCORE EN PRISON

Philippe Duval, l'un des jeunes gens condamnés après les incidents du 23 mars à Paris, devait sortir, ce jeudi 16 août, de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis où il purge une peine de trois ans d'emprisonnement dont un an ferme. Etudiant en sciences économiques, Philippe Duval a été le plus lourdement condamné des inculpés du 23 mars. Sa sortie de prison résulte de l'application des dispositions sur les réductions de peine et la libération conditionnelle. Philippe Duval n'a cependant pas bénéficié du maximum de clémence qu'auraient permis ces dispositions.

Au cours de l'audience de la cour d'appel, le 1er juin, ses avocats avaient insisté sur les invraisemblances du dossier. Philippe Duval était notamment accusé d'avoir lancé un cocktail Molotov sur une banque du quartier de l'Opéra à une heure où il se trouvait au cinéma. Le rapport de police qui avait conduit à son inculpation avait été surchargé.

Il reste encore cinq détenus (sur dix-neuf) après les incidents du 23 mars. Il s'agit de Marc Bourdon, déjà condamné pour falsification de chèques, qui s'est pourvu en cassation, de Régis Schleicher et de trois ressortissants étrangers, Mohamed Abdelsalam, Egyptien, Mohamed Metboul, Algérien, et Joseph Wazin, Ivoirien. Ces trois condamnés pourraient faire l'objet d'une procédure d'expulsion.

A Paris

DES EMPLOYÉS DES GALERIES LAFAYETTE SONT IMPLIQUÉS DANS UN DÉTOURNEMENT DE MARCHANDISES

Un important détournement de marchandises diverses (meubles, postes TV, chaînes hi-fi) a été commis au cours des derniers mois aux Galeries Lafayette de Paris par des membres du personnel. Selon la direction du magasin, il porterait sur 1 million de francs et a été rendu possible grâce à une falsification de factures en utilisant la « carte de compte particulier » — qui permet aux employés d'obtenir un escompte (jusqu'à 20 % pour les chefs de rayon) et un paiement mensuel différé.

Une instruction judiciaire, confiée à M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction, a été ouverte par le parquet de Paris pour identifier les responsables et bénéficiaires de ce détournement dans lequel on dit qu'une quarantaine d'employés seraient compromis. Trois personnes, M. Maurice Bijan, responsable de la gestion du personnel, Mme Sophie Szychler et M. Patrick Crochemart, chefs de rayon, sont inculpées et écrouées.

